



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





TIERS-ÉTAT DU POITOU

EN 1789

PROCÈS-VERBAUX,
CAHIER DES DOLEANCES, ET LISTE DES ÉLECTEURS

PUBLIÉS PAR

H. ET P. BEAUCHET-FILLEAU



MDCCCLXXXVIII



16
25

1
1
1
1
1

TIERS-ÉTAT DU POITOU

EN 1789

dont il annonce lui-même être privé depuis longtemps ; voilà, Messieurs, ce qui seul doit vous occuper.

» Chacun de vous porte avec lui le caractère honorable de dépositaire de la confiance de ses pairs ; c'en est assez pour répondre de votre sagesse, de votre zèle et de vos lumières, et tout nous garantit les heureux fruits que vos comettans recueilleront de vos travaux.

» Vous retournerez au milieu de vos compatriotes, pour y recevoir les témoignages de leur reconnaissance et ceux de la considération publique ; vous obtiendrez la récompense la plus flatteuse pour l'homme qui a bien servi sa Patrie, et la mission dont vous aurez été honoré dans cette circonstance mémorable sera un titre glorieux pour votre postérité la plus reculée.

» Qu'il me soit permis, Messieurs, de vous exprimer combien je me trouve flatté d'être appelé par mon caractère à présider un Ordre qui fut toujours cher aux deux autres Ordres, parce que ses services furent constamment utiles à l'État entier. »

Le Procureur du Roi prononça le discours suivant :

« MESSIEURS,

» Le vœu du Roi que vous estes prêts à remplir en travaillant de concert à la réforme des différents abus qui troublent depuis si longtemps l'harmonie de ce royaume, les soins que vous allez vous donner pour la prospérité générale, tout nous annonce l'aurore d'un beau jour dont vos travaux deviendront l'heureux présage.

» Le Poitou, une des provinces les plus vastes de cette Monarchie, fécond en hommes de génie, fournira d'excellents mémoires faits pour éclairer la nation.

» Sa position qui rend, dans la majeure partie, ses habitants cultivateurs, en fait ailleurs, sur le bord de la mer et des rivières navigables, des négociants. Dans d'autres parties c'est le commerce des bestiaux qui malheureusement n'est pas assez étendu, cette province étant infiniment pauvre en comparaison de sa surface et de sa population.

» Ce sera principalement à vous, Messieurs, composant cette Assemblée qui estes dans le cas d'apprécier d'une manière plus particulière, les réformes et les besoins de la province, à vous qui connaissez parfaitement les facultés des différents cantons, à indiquer les moyens les plus avantageux pour venir au soulagement de l'État, sans grever les habitants des campagnes dont les soins et les travaux journaliers nous nourrissent, sans employer aucuns de ces moyens destructeurs de l'agriculture qui finissent par jeter le découragement dans tous les cœurs.

» Vous porterez également vos regards sur les moyens de favoriser l'activité et l'industrie des habitants des villes dont la population nombreuse ne serait plus à charge si vous trouvez les moyens de l'occuper et qui deviendrait même une source de richesse pour la Province.

» Avec des intentions droites et des vues aussi pures que les vôtres, vous indiquerez le vrai moyen de régénérer la chose publique et vous deviendrez les restaurateurs de la Patrie, vous mériterez ce titre, Messieurs, et dans le choc de

vos opinions sur les travaux auxquels vous allez vous livrer, vous n'envisagerez que le bonheur général et ferez volontiers le sacrifice des prétentions qui vous seront propres, lorsque vous reconnaîtrez que l'intérêt public l'exige.

» C'est en rendant hommage aux sentiments qui vous animent, que nous nous empressons, Messieurs, de requérir qu'il soit procédé sans délai par les Députés des villes, bourgs, paroisses et communautés ici présents à la réduction de tous leurs cahiers en un seul, ainsi qu'à la réduction des Députés au quart pour porter leurs cahiers à l'Assemblée générale, comme aussi qu'attendu le peu de temps qu'ont eu les huissiers pour donner les assignations depuis l'époque où les lettres de convocation ont été envoyées et les distances infiniment éloignées de plusieurs communautés dont les Députés ne sont point encore arrivés, ils seront reçus par continuation à votre procès-verbal, sans que ce retard puisse leur préjudicier, soit dans la rédaction des cahiers auxquels on va travailler, soit dans la réduction des Députés au quart pour les porter le 16 de ce mois à l'Assemblée générale. »

Ce discours prononcé, le Procureur du Roi nous a requis qu'il fut procédé à l'appel des villes, bourgs, paroisses et communautés de campagne de notre ressort direct suivant l'ordre alphabétique, appelant néanmoins les Députés de la ville de Poitiers les premiers; que les comparutions de chacun des Députés présents fussent établies successivement; qu'il leur fut donné acte ensuite de leur comparution, et vu que les communautés n'ont pu être averties que pour le 16 de ce mois à donner déffaut contre elles; qu'il fut

procédé à la vérification des pouvoirs des dits Députés et à la prestation de leur serment en la manière accoutumée.

Nous aurions en conséquence ordonné qu'appel serait fait par M^e Joigny faisant les fonctions de premier huissier de toutes les villes, bourgs, paroisses et communautés de campagnes de notre ressort direct suivant l'ordre alphabétique, en commençant néanmoins par la ville de Poitiers.

(Suit l'appel et les comparutions.)

NOTABLES HOMMES

Ville de Poitiers. 16 Jean-Louis Laurendeau, avocat.
 Jean-François Choquin, conseiller en
 l'élection de cette ville.
 Henri-Antoine Barbault de la Mothe,
 procureur ès cour roiale de cette
 ville.
 Jean-Blaise Segris, négociant.
 Jacques Laurence, échevin.
 Pierre-Emmanuel Verjus, horloger.
 René-Antoine-Hyacinthe Thibeaudeau, avocat.
 Pierre-Thérèse Pélisson, négociant.
 René-Alexis Jouyneau des Loges,
 avocat.
 Joseph Motet, orfèvre.
 Charles Bigeu, procureur.
 Jean Sillas, maître perruquier.
 Louis Brault, avocat.

Jean-Claude Bompierre, négociant.

M^e Jean Barbier, président de l'Élection.

Antoine Courbe, marchand.

Tous députés de la ville de Poitiers, lesquels ont déclaré être prêts de concourir à la rédaction du cahier général, et pour ce ont remis leur cahier particulier contenant dix feuillets ainsi que leur pouvoir en date du 5 de ce mois, et ont signé. Ainsi signé : Jouyneau des Loges, J. Segris, Péliссon, Bompierre, Bigeu, Brault, Barbault de la Mothe, Motet, Chocquin, Thibaudeau, Barbier, Laurence, échevin, Laurendeau, avocat, Sillas, et Verjus.

N ^o 1	Feux	Députés	Noms des Députés
Adilly.	59	2	N. N.
2 Aigre.	293	3	Jean André, notaire roial et procureur fiscal de la principauté de Marcillac. Jean-César Boisnier, sieur de Crévecœur, directeur des Postes. François Faure, juge de Lanville.
3 Airvault. (ville d')	447	4	Jean Lesvin, avocat. Pierre Crespeau de Longeville, directeur de la Poste aux lettres. Louis Bertonneau, bourgeois. René Morin, fabriquant.

⁴ Aizenay.	400	6	Les sieurs Jean-Sébastien Breton- neau, sénéchal, Jacques-Paul Rigourdin, Jean Gendreau, députés de la dite paroisse avec Pierre Pelletier, Jean Reinaud et Jacques Guillet, absents.
⁵ Allouc.	280	3	Jacques Barbier, Louis Babault, Jacques Babault, dit Chevaux- Rompu.
⁶ Amailloux.	160	2	François Chalon, Jean Ruault.
⁷ Ambérac.	150	2	Pierre Plantevigne du Bosquet, Pierre Gestraut.
⁸ Anché.	107	2	Le sieur Teauveau de Marsac, Vincent Quincaret.
⁹ Andillé.	84	2	Les sieurs Michel Bobin, meunier, Louis Lorigou, aussi meunier.
¹⁰ Angle.	271	4	M. Pierre Doré, avocat et sénéchal, Pierre L'Héritier de Chezelle, no- taire roïal, Jean Riou des Fosses, procureur fiscal, Pierre-André-Claude Riou, aussi notaire roïal.

11 Anville.	100	2	M. Charles-Maurice Charrier de Fontgrive, François Marchand.
12 Anxaumont.	26	2	François Joulin, Louis Sabourin.
13 Apremont.	150	2	M. René Merlet, avocat en parle- ment et sénéchal, N.
14 Archigny.	400	4	Les sieurs Dominique - Nicolas Brionne, syndic et officier in- valide, Enselme Baudet, bourgeois, Joseph Andrault, laboureur, Louis - Joseph Gautier, huissier roïal.
15 Ardellay.	327	4	Les sieurs Jean Guesdon de la Gauvinière, Pierre-Eusèbe Moraud, chirurgien, Pierre Maudet, marchand, Mathurin Pineau, laboureur.
16 Ardilleux.	54	2	Le sieur Jean de Laubier, avocat en parlement, Jean Rouillet l'ainé, marchand.
17 Argenton- Château.	200	4	M. René-Augustin Chaillou de Billasson, maire,

Le sieur Jean-Baptiste Normandin,
marchand,

Le sieur ,Nicolas-Joseph Turpin,
marchand,

Le sieur François Gros, aussi
marchand.

18			
Aslonne, près Poitiers.	143	2	Le sieur Pierre Tribert, chirurgien, Antoine Pineau, bourgeois.
19			
Aslonne-en- Gastine.	220	3	Le sieur Brémault, député conjoin- tement avec les sieurs Pouzet et Garsuaut, absents.
20			
Asnois.	80	2	Le sieur Jean Regnault, bourgeois, René Nallet Généreux, aussi bour- geois.
21			
Assais.	183	2	René Franchinau, Nicollas Galli.
22			
Availlles-sur- Thouet.	70	2	Jean Morisson, tisserant, Jacques Cassegrain, marchand.
23			
Avanton.	120	2	M. Etienne-Hillaire Morlou, con- seiller honoraire, garde-marteau de la maitrise de cette ville, Le sieur Louis-Olivier Briquet.
24			
Augé.	130	2	Louis Charpentier et Jean Laidet l'aîné.

25 Airon.	230	2	Les sieurs Charles-Fabien Bonnet, René Bouchet.
26 Airoux.	27	2	Pierre Moinot, laboureur, Jacques Pajot, aussi laboureur.
27 Azay-sur- Thouet.	198	3	N., N., N.
28 Aubigné.	100	2	Jacques Braudault, garde du sieur marquis de Malesherbes, Louis Merlau, chev.
29 Bignoux.	52	2	Pierre Guillot, Jean Boisseau, laboureur.
30 Bapteresse.	22	2	Le sieur Jean Mimault, député conjointement avec Pierre Mar- tin, qui n'a pu se présenter pour cause d'indisposition.
31 Barbâtre.	400	2	Les sieurs Urbain Laurent et Charles-Pierre Fouassou.
32 Barbezières.	73	2	Jean Riquet et Jean David.
33 Bazoges-en- Pailliers.	161	2	Le sieur François Girault et Pierre Guerrin.
34 Beaulieu-sous- la-Roche.	240	3	Le sieur Pierre-Alexandre Lancier, François Pigneau, députés con-

jointement avec Jacques Proust,
resté malade en chemin.

35				
Beaufou.	200	2	Le	sieur Louis-François Duplessis, avocat en parlement et sénéchal de la Mothe-Achard, nommé conjointement avec le sieur Pierre- Louis-Clément-Jacques Gauvrit pour députés de la dite paroisse, suivant l'acte du 3 de ce mois, qui n'a pu se présenter, étant indisposé.
36				
Beaulieu-sur- Mareuil.	42	2	N., N.	
37				
Beaumont.	312	4	Le	sieur Jean-Etienne Orillard, Augustin Babin, Pierre Aubugneau, François Dousset.
38				
Beauvoir et Mignaloux.	126	2	M. Gabriel-Opportune Rampillon, conseiller au présidial de cette ville, M^e François-Félix Goupi, notaire roïal.	
39				
Beauvoir-sur- Mer.	360	4	Les	sieurs Charles Gouy, Jacques Maublanc, Charles Dupont, Nicolas Laurent.

40			
Beceleuf.	250	3	N., N., N.
41			
Bellenoue.	40	2	N., N.
42			
Belleville.	58	2	N., N.
43			
Benassay.	280	3	Les sieurs Antoine-René Guilbert, Jean-Aimeri Basset, Jean-Baptiste Benoist.
44			
Benet.	300	3	Le sieur Nicolas Nebout, bourgeois, Charles Moujeaux, maître chirurgien, nommés députés conjointement avec Pierre-Thimothée Ingrand, de la paroisse de Benest-le-Franc.
45			
Bretignolles, près Bressuire.	100	2	Alexis Naud, François Turpeaud.
46			
Béruges.	164	2	M. Claude-Pierre Sartre de Lisle et M ^e Augustin Guillet, avocat.
47			
Bessay.	70	2	Pierre Riffaud et Pierre Guimard.
48			
Biard.	40	1	André Guilbert, laboureur.
49			
Bilazay.	43	2	Médard Tuzellet, Pierre Garsuau.

50			
Boesmé.	192	2	François-Victor Noirault, René Paynot.
51			
Bonnes.	318	4	Les sieurs Joseph Brissonnet, no- taire, François-Michel Chardon, huissier, François Micheau, notaire, François Grevezier, laboureur.
52			
Bonneville.	112	2	N., N.
53			
Borc-sur- Airvault.	80	2	Jean Gaudriau, ci-devant maréchal, nommé député conjointement avec François Besson, laboureur, qui n'a pu se présenter, étant indisposé.
54			
Boufféré.	100	2	Pierre Gratton, laboureur, Pierre Guestou, maréchal.
55			
Bouin et Traye.	40	2	François Allard, René Boissard, laboureurs.
56			
Boulogne.	117	2	René Perotteau, N.
57			
Bournezcau.	281	3	Les sieurs Pierre-René Esgonnière du Tibeuf, sénéchal de Bour- nezcau, Jean-Pierre Loyau, procureur fiscal du dit lieu, députés conjointe- ment avec le sieur Louis-Simon

Esgonnière de la Corbedonnière,
absent pour cause d'indisposition.

58	Boussay- Lhopitault.	140	2	Pierre Allard, François Pressec.
59	Bressuire (ville N.-D. et St-Jean).	1600	4	Les sieurs Jean-Jacques Allonneau, sénéchal, Jacques André du Temple, lieu- tenant, René-Pierre-Charles Deschamps, maire, François Bertelot, docteur en médecine.
60	Bretignolles.	160	2	Les sieurs François Renaud de la Favrie, licentié ès lois, Jean-Baptiste-René-Joseph Sour- rouil de la Cailletière, avocat en parlement.
61	Breuil-sous-Ar- genton-Château.	80	2	Louis Turpaut, René Benoist, laboureurs.
62	Breuil-Pugny.	200	2	Les sieurs Pierre-André Ferron, Jean-Baptiste Brossard des Tou- ches.
63	Breuil-Chaussée.	98	2	Jacques Fuseau, Jacques Goret.
64	Brion.	50	2	Pierre-Louis Chevrier, René Pouvreau.

65 Brie.	120	2	Pierre Maquaire, François Duplessis.
66 Buxerolles.	15	2	Les sieurs Jean-René Orillard, fermier, Louis Guérinet.
67 Ceaux.	»	2	N., N.
68 Celles- Levescaut.	305	4	M. Pierre-Jean Goulard, Louis - Alexandre Charetier du Breuil, Jacques Ruffin, Louis Bellot.
69 Cerizay.	236	3	Le sieur Jacques Basty de la Foi, Pierre-François Baudry, Louis Charron, absent par indis- position.
70 Chabournay.	76	2	Pierre Marit, Jean Guignard.
71 Chaillé-sous- les-Ormeaux.	210	2	Jacques Boureau, marchand, Mathurin Crépau, cabaretier.
72 Challandray.	34	2	Pierre Aubourg, André Poupinet.
73 Challans.	300	3	Le sieur Louis Daniaut, notaire, et Jean-Marie Chamot, députés

avec Mathurin Vallot, resté malade.

⁷⁴ Chambretault.	118	2	Louis Brousseau, Pierre Merlet.
⁷⁵ Chambrouet	42	2	Louis Bertrand, Jean Chiron.
⁷⁶ Champagne- Mouton.	215	3	Les sieurs Jean-Louis Dumas de Champvallier, avocat, Pierre Mérigeaud de la Touche, sindic, Etienne Loumeau, ancien gen- darmerie.
⁷⁷ Champagné- Saint-Hilaire.	229	3	Les sieurs Charles-François de Marconnay, sénéchal, Louis Béra, notaire et procureur, Jean Guiteau, procureur fiscal.
⁷⁸ Champdeniers.	270	4	N., N., N., N.
⁷⁹ Champeau.	34	2	N., N.
⁸⁰ Chanteloup.	180	2	Jean Le Gendre, Paul Martineau.
⁸¹ Chantonay.	300	4	Les sieurs Charles-Jacques-Etienne Girard de Villars,

Paul Bouquet de la Chadelière,
 Jacques Brevet de la Vigncray,
 François-Constant Marchegay de
 la Ludernière.

n²			
Charrais.	151	2	Les sieurs Augustin Jacquemin de Rousel, Jean Cartier, absent.
n³			
Charroux.	333	4	Les sieurs Louis-David de la Mar- tinière, médecin, Pierre Chaumont, notaire, Jean Loiseau de Grand-Maison, Jean-Baptiste Boutet-Durivault.
n⁴			
Chassai-l'Eglise.	23	2	N., N.
n⁵			
Chasseneuil	160	2	Le sieur Antoine Berger, chirur- gien, Jean Guyonnet, laboureur.
n⁶			
Chassiecq et Biarge son annexe.	120	2	Les sieurs Philippe-Eléonor Colle de Puigellier et Etienne Colle de Puigellier.
n⁷			
Château-Fromage.	52	1	Le sieur Arrivé fils.
n⁸			
Château- Guibert.	98	2	N., N.
n⁹			
Château- Larcher.	90	2	François Favre et Louis Mallet.

⁹⁰ Châteaumur.	91	2	René Cousineau et François Garron, absent.
⁹¹ Châteauneuf.	84	2	N., N.
⁹² Châtillon (ville).	220	4	Les sieurs Pierre-Jean-François Thareau, président de l'élection, Pierre-Nicolas Brunet, notaire, Pierre Poyaud, tanneur et Marie-François-Charles Gouraud, sénéchal de Cerizay.
⁹³ Châtillon-sur- Thouet.	85	2	Le sieur Philippe-Jacques Rivière, bourgeois, Séverin Poinot.
⁹⁴ Chavagne près Montaigu.	360	4	Les sieurs Gouraud de la Proustière, Lazare Réchin, Jean Coutault, étant absent, Le sieur Andrault de la Brulière.
⁹⁵ Chauché.	251	2	Mathurin Bossu et François Pérocheau.
⁹⁶ Chauvigny (ville).	400	4	Les sieurs Charles Babault, Pierre Coullon, marchand, Pierre Gazeau, Jacques Ardillaud.
Paroisse Saint- Martial du dit lieu.	60	2	Le sieur Germoneau du Charrault, Jean Gaudin.

97				
Chef-Boutonne.	372	4	Les sieurs Pierre Gilbert, Michel-Joseph Leblois, Jean Viollet, Joseph-Pierre Amillet.	
98				
Chérigné.	50	2	N., N.	
99				
Chiché.	239	3	Les sieurs Alexis Berthelot, François Chevallier, Michel Tatin.	
100				
Chiré en Montreuil.	150	2	Les sieurs Henry Boisot, notaire roïal, René-Charles-Marie Sauzeau-La- rente.	
101				
Chiré-les-Bois.	42	2	François Leger et Jean Habrioux.	
102				
Cirières.	108	2	Louis Richard et Pierre Foullonneau.	
103				
Cissé.	230	3	François Roturier, Louis Baron et Jacques Bésagû.	
104				
Clazay.	92	2	Richard Martin du Magny et Pierre Giret.	
105				
Clessé.	135	2	Marc Brouillard et Pierre Noirault.	
106				
Clussay.	220	3	Les sieurs Louis-René Morin de Champerault,	

Marie-Mandé Bourcy, en son nom
et comme porteur de la procu-
ration du sieur Champerault,
Joseph-Marie Laubier.

107				
Coëx.	157	3	N., N., N.	
108				
Combrand.	120	2	Jean Tricot et Gabriel Vion.	
109				
Commequiers.	200	3	Les sieurs Jean Porteau, Josuet de la Navarrière, députés avec Alexandre Pinson, absent.	
110				
Corps.	120	2	N., N.	
111				
Coudrie.		2	N., N.	
112				
Coulonges près Thouars.	110	2	François Albert, chirurgien, René Morin.	
113				
Courlay.	350	3	Jacques Jottreau, Pierre Deguile, Jacques Prieur.	
114				
Cours en Gâtine.	102	2	N., N.	
115				
Cramard.		2	N., N.	

116 Crémille.	50	2	N., N.
117 Crézières.	36	2	Jean Viollet, comme fondé de pro- curation des nommés Barraux et Louis Naffrèchoux.
118 CROUTELLE.	24	2	Les sieurs Pierre Airault et André Druet.
119 Dienné.	63	2	Les sieurs Jean-Joseph Doré et Jean Gabignon.
120 Dissais en bas Poitou.	42	2	Les sieurs Jacques Bougarel et Charles Bernard.
121 Dissais près Poitiers.	233	3	Les sieurs René-Mathurin Che- nagon, André Rousseau et François Coursy.
122 Dompierre- sur-Yon.	200	2	N., N.
123 Étusson.	100	2	François Chemeau et Louis Guérineau.
124 Evrunc.	110	2	N., N.
125 Falleron.	160	1	Le sieur Louis-Pierre Baudry.
126 Faye-l'Abesce.	153	2	Les sieurs Pierre Chevalier et Jean Furgier.

127			
Fénery.	42	2	N., N.
128			
Fenieux.	250	3	Jean Langlade, Jean Jubien et Jean Quairault.
129			
Fleuré.	45	2	Les sieurs François-Louis Mar- sault et Pierre Foucher, professeur de Droit français.
130			
Fleix.	38	2	Sylvain Girault et Jean de la Boudinière, laboureur.
131			
Fontaine- le-Comte.	115	2	M. Etienne-Adrien Giraudeau, avocat, Pierre Perdriau, fermier.
132			
Fougeray.	160	2	Les sieurs Julien Maréchal et François Bart.
133			
Fouqueure.	230	3	Les sieurs François Briaud, avocat en parlement, Jean Marot et Pierre Goyaux.
134			
Froidefond.	118	2	Le sieur Aimé Guyet, N.
135			
Geay.	67	2	René Vergnault et Louis Richard.
136			
Gençay.	120	2	Pierre Mauduit, avocat, et

M^e François-Augustin Fradin, licencié en droit.

137 Germont.	134	2	N., N.
138 Girouard.	102	2	N., N.
139 Givrand.	36	1	Le sieur Jacques-Salomon Bénétau.
140 Gizais.	69	2	Jean Champagnon, fermier, Paul Paquier.
141 Glenai.	130	2	François Rambeaud, meunier, Jean Bobin, laboureur.
142 Gourgé.	200	2	Le sieur Jean - Baptiste Esquot Grand-Maison, Mathurin Réau.
143 Gourville.	283	3	Les sieurs Louis Ménard de la Mougerie, et Pierre Maurin, députés avec Pierre Briaud, absent.
144 Grande-Lande.	260	2	N., N.
145 Hérisson et Poungnes.	180	2	Louis Ganne, député conjointement avec Jean Fradin, absent, pour la paroisse d'Hérisson.
146 Jardres.	64	2	Pierre Térasson et Silvain Thevenet.

117				
Javarzay.	40.			
118				
Jaunay.	320	4	Les sieurs Antoine Chabosseau, Vincent Chambourdon, Pierre Cotereau le jeune et François Suire l'ainé.	
119				
Irais.	75 à 80	2	Pierre Reboutet et Pierre Machet.	
150				
Itcuil.	200	2	Les sieurs Louis-Marie Chesnier et Gabriel Verron.	
151				
Jumeaux.	83	2	Mathurin Praud, député conjointement avec....	
152				
La Bataille.		2	N., N.	
153				
La Boissière près Montaigu.	150	2	Jean Soullard et Gabriel Pivetteau.	
154				
La Boissière- Thouarsaise.	43	2	Louis Bileau et Pierre Nivault.	
155				
La Buxière.	196	3	A comparu avec Angle.	
156				
La Chèze- Girault.	34	2	N., N.	
157				
La Chèze- le-Vicomte.	150	4	Pierre-René Canonier, Jacques Bideau, Charles-Louis-François Merland et Gabriel-Jean Boisson.	

158			
La Chapelle- Bâton.	102	2	Jacques Lochon et Antoine Lafond.
159			
La Chapelle- Bertrand.	60	2	Pierre Thomas, N.
160			
La Chapelle- Gaudin.	92	2	Le sieur Jean Esquot Grand-Mai- son fils et Jean-Maurice Billy.
161			
La Chapelle- Hermier.	110	2	M ^e Pierre-Aimé-Caliste Birotheau des Burondières, avocat en Par- lement au nom et comme fondé de pouvoir de Jacques Rabiller, laboureur, et Jean Sire, fermier.
162			
La Chapelle- Largeault.	145	2	Pierre Bernard et Pierre Soulard.
163			
La Chapelle- Montreuil-Bonnin.	120	1	René Billerot.
164			
La Chapelle- Morthemer.	66	2	Le sieur Antoine Dorvault et Le sieur Antoine Hallé.
165			
La Chapelle- Moulière.	82	2	Ont comparu Jean Andrault et Pierre Pouvreau avec René Me- taier, syndic et habitant de la dite paroisse sans aucun pouvoir par écrit de la part du général des habitants.

166				
La Chapelle-Palluau.	200	2	Les sieurs Gaspard Bourdin, avocat, Pierre Allaire, députés de la pa- roisse.	
167				
La Chapelle-Séguin.	100	2	Le sieur Guesdon de la Poupardière, Laurent Badet.	
168				
La Chapelle-Saint-Etienne.	125	2	Les sieurs René Nourry et Jean-Melchior Hay.	
169				
La Chapelle-Saint-Laurent.	262	3	Les sieurs René-Augustin Berton, Jean Miot, Jean-Alexis Miguet.	
170				
La Coudre.	50	2	Paul Grolleau, meunier, Charles Grolleau, aussi meunier.	
171				
La Coupechaignière.	187	2	Jean Basty, couvreur en ardoises, député conjointement avec Gabriel Gendron, qui n'a pu se rendre à cause d'indisposition.	
172				
La Couture.		2	N., N.	
173				
La Ferrière en Gençai.	30	2	Jean Fillon et Louis Bordage.	
174				
La Ferrière en Parthenay.	76	2	Le sieur Le Comte et Manteau.	
175				
La Flocellière.	220	3	Jean Guesdon,	

Jean Rondeau et
Pierre Gaborit.

176				
La Forest- sur-Sèvre.	109	2	Le sieur Pierre-François Robouam, et le sieur Jacques Bujault.	
177				
La Garnache.	230	3	Les sieurs Louis-Pierre Beaudry, procureur fiscal, Jacques-Antoine Boilève, et Augustin Renou.	
178				
La Gaubretière.	200	3	Les sieurs Pierre Brunet et François L'Oiseau, députés de la paroisse de la Gaubretière avec René Rambaud, qui n'a pu se pré- senter à raison de maladie.	
179				
La Grève.	70	2	N., N.	
180				
La Grolle.	89	1	M ^e Philippe-Charles-Aimé Goupil- leau de Villeneuve, avocat en Parlement et sénéchal de Roche- servière.	
181				
La Guionnière.	160	2	Jean Boissiaud et Pierre Retaillaud.	
182				
L'Eguillon.	90	1	Le sieur Sourrouille de la Caille- tière, porteur du pouvoir du sieur Dardel de la Martinière, député par procès.	

183

La Limouzinière. 27 2 Gabriel-Jean Boisson, comme chargé du cahier des habitants de la paroisse de la Limouzinière.

184

La Mairé en 67 2 Jacques Abramet et
Parthenay. Louis Morin.

185

La Merlatière. 100 2 Pierre Micheau, député de la paroisse de la Merlatière conjointement avec Jean Blanchard, qui n'a pu se présenter à cause de maladie.

186

Les Herbiers 460 4 Les sieurs Gabriel-Henri Guiard,
Saint-Pierre. René-Etienne Jahan,
Jean-Marie Graffard, et
Gabriel-Fleurant Allaire.

Et attendu qu'il est neuf heures du soir et que le général de l'Assemblée désire se retirer, nous avons, du consentement du Procureur du Roi, clos et arrêté la présente séance, et renvoyé à demain huit heures du matin la continuation de notre dit procès-verbal en la présente salle, auquel jour, lieu et heure les parties qui restent à comparaître prennent assignation volontaire.

Et advenant cejourd'huy 10^e jour de mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, huit heures du matin, la salle préparée pour l'Assemblée générale par-devant nous, Lieutenant susdit, en présence du Procureur du Roi, ayant avec nous M^e Joseph-Olivier PIQUET, notre greffier, a été procédé à la continuation du présent procès-verbal ainsi qu'il suit :

187			
Landevicille.	60	2	Le sieur Jean Franchard, nommé conjointement avec Pierre Giraudin, absent.
188			
Landeronde.	136		
189			
Lanville.	285	3	Le sieur Pierre Peyraud, Jean-Pierre Briaud et Philippe Maignen-Dubreuil.
190			
La Peyratte.	148	2	Les sieurs Pierre-Célestin Bouchet, marchand, et Renault.
191			
La Boissière(petite) près Châtillon.	65	2	N., N.
192			
La Pommeraye.	167	2	Le sieur Guy-Marie Morin et Le sieur Pierre Béraud.
193			
La Puye.	86		
194			
La Celle près Poitiers.	60	2	Le sieur Louis-Alexandre Gazil, négociant, Le sieur Jean Gervais, marchand.
195			
La Rabatelière.	80	2	Jean Marchand, et Jacques Suire.
196			
La Réorthie.	230	3	Les sieurs François Aubigaud, et Joubert, notaire, nommés députés conjointement avec Euves Jacques, qui n'a pu se présenter.

197			
Largeasse.	136	2	François Frouin et Pierre Airaud.
198			
La Roche-sur- Yon.	198		
199			
La Ronde en Gâtine.	160		
200			
Latillé.	208	3	MM. René Lamarque, conseiller en cette ville et sénéchal de M ^{re} le comte d'Artois, Jacques Aubin, et Pierre Poupin.
201			
La Verrie.	282	2	Charles Morin et Jean Baron.
202			
La Ville-Dieu.	52	2	Les sieurs Léonard Forel et François-Pierre Chiron.
203			
La Vineuse.	60	2	N., N.
204			
La Voux.	80	2	Louis Dupuy et Antoine Brissonnet.
205			
Lautiers.	33	2	Antoine Poiron et François Maître.
206			
Le Bouchage.	112	2	Jean Point-Ferré et François Demond.

- 207**
Le Boupère. 483 5 Les sieurs Henry-Radégonde Biraud
de la Maisonneuve,
Louis Bertrand de la Brétonnière,
Louis-Charles-François Rénaudi-
neau,
Louis-Alexandre Merlet de la Gau-
dinière,
Pierre Deniaux.
- 208**
Le Bourg- 230 à 240 4 N.,
sur-la-Roche. N.,
N.,
N.
- 209**
Le Beugnon. 170 3 N.,
N.,
N.
- 210**
Le Champ-Saint- 278 3 N.,
Père. N.,
N.
- 211**
Le Chilloux. 60 2 Les sieurs Jean-Jacques Allard de
la Resnière, avocat, et
Jean Laurendeau.
- 212**
Le Grand- 103 2 Les sieurs François Garnaud et
Mâdieu. Paul Garnaud.
- 213**
Leigné-les-Bois.
- 214**
Le Luc (N.-D.)

215	Le Petit-Mâdieu.	35	2	François et Pierre Fardin.
216	Le Perrier.	132	3	Martin Pajot et Jacques Babu, députés avec Jacques Averti.
217	Le Pain.	140	2	François Bignonnet et André Brillaud.
218	Le Poiré-sous- la-Roche.	5 à 600		
219	Le Puy-Saint- Bonnet.	132	2	Louis Coustaud et Jacques Guillefalleau.
220	Les Alleux.	106	2	Les sieurs Pierre-Claude Fontan- neau et Pierre Thibault.
221	Les Aubiers.	364	3	Les sieurs Charles-Pierre Engevin du Coudret, Jean-Baptiste Paquier, et Jacques-Pierre-Paul Turpaud.
222	Les Brouzils.	460	4	Les sieurs Joseph Forestier et Jacques Amiault, députés con- jointement avec Jacques Sauva- ger et François Gautrau, absens.
223	Les Chapelets.	172	2	Jacques Guillemeau, député de la ditte paroisse avec Jacques Mar- tin, absent.
224	Les Châteliers.	80	2	Jacques Dixneuf et Jean Caillaud.

225	Les Clouzeaux.	169	2	N., N.
226	Les Eglises (St-Pierre) les Chauvigny.	308	4	Les sieurs Jean Penin, Louis Perrein, Jacques Gaudin et Antoine Blanchard.
227	Les Epesses.	200	3	Mathurin Lairin, Mathurin Gonnor et Pierre Roi.
228	Les Essarts.	388	4	M ^e Alexandre-Honoré Verdon, notaire roïal et procureur fiscal des Essarts, Le sieur Jean-Baptiste-Ignace Mer- laud, Louis-Marie Saudais, notaire roïal, et Jacques Pinochon, marchand.
229	Les Groselliers.		4	N., N., N., N.
230	Les Habites	40	1	Le sieur René Robin.
231	Les Herbiers (N.-D.)	168	2	Pierre Tobert et René Hurtaud.
232	Le Simon.	90	2	Les sieurs Louis-François Mar- chegay et Jean Gras-Lepoix.

233				
Les Landes- Génusson.	174	2	Les sieurs Gabriel-Germain Che- neaux et Pierre Rétaillaud.	
234				
Les Moutiers- sous-Chantemerle.	195	2	Les sieurs Pierre-Joseph Deshar- gues, avocat en Parlement, et Jacques-Michel Héry.	
235				
Les Moutiers- les-Maufaits.	119			
236				
Les Pineaux.	59	2	N., N.	
237				
Les Roches- Prémaries.	28	2	François Roustière, syndic, et Jacques Tubert.	
238				
Les Venansault.	240	3	Les sieurs Pierre Loué, Gautier, huissier, et Le Touche.	
239				
Le Tablier.	106	2	Les sieurs Jean-Baptiste-Aimé Cail- laud, Philippe Paineau.	
240				
Le Tallud-sur- Thouet.	90	2	René-Marie Pineau et Jacques Morin.	
241				
Le Temple.	55	2	Jean Beaudry et Jean Rigeaudéau.	
242				
Lezay.	345	4	Les sieurs Alexis-Jos. Louis de Mairé, sénéchal, Pierre Vallée, procureur fiscal,	

			Antoine Biré et Jacques-Joseph Boucher.
213			
L'Herbergement	70	2	Jacques de Bien, député conjointement avec Pierre Fonteneau, absent pour cause de maladie.
(entier).			
214			
L'Herbergement-150	2		Pierre Garneau et Pierre Dreillard.
Idreau (S ^{te} -Florence).			
215			
Lhommaisé.	98	2	Le sieur Michel Robert-Beauchamp et Pierre Cabanne.
216			
Lhoumois.	64	2	Jean Allin et Pierre Morin.
217			
Ligugé.	70	2	Les sieurs Antoine Lombard et Pierre Roulleau.
218			
Lisle Bouin.	470	5	Les sieurs Michel-Pierre Luminais, Andrès-François Dorion, Thomas Joubert de Prénouveau, René Burgault de la Ville, et François Dosset du Breuil.
219			
Lisle de la		2	N., N.
Crosnière.			
250			
Loge-Fougereuse.	98		
251			
Loizé.	105	2	Le sieur Jean Fontanneau des Essarts, député conjointement avec Louis Tafferin, absent pour cause de maladie.

252 Loubigné.	63	2	Le sieur Louis-Aimé Carré, député avec Jean Amioux, qui s'est retiré pour cause de maladie.
253 Louin.	136	2	Jean Pault, et Vincent Marsault.
254 Luché.	70	2	Les sieurs Louis Clochard, et Etienne Chauvin.
255 Lurais.	2	N., N.	
256 Lussay.	25	2	Le sieur Jean Charrière, député de la dite paroisse avec le nommé Jean Borde, absent pour cause de maladie.
257 Luzay.	160	2	Le sieur Jean Richard, marchand, et Henri Dézanneau.
258 Ligners.	72	2	Charles Chiron et Jean Clerter.
259 Maché.	88	2	N., N.
260 Magné.	105	2	M ^e Jérosme-Jean-Martial Devénas- sier, avocat, et Paul Mignon.
261 Maillé(S'-Pierre).	173	2	M ^e François Fournet, avocat, et Le sieur Jean-François Dousset, chirurgien.

202			
Maillé(S ^t -Phil.).	300	3	Les sieurs Silvain Auzanneau, Silvain Guillemain, et Christophe des Touches.
203			
Maisontiers.	35	2	Louis Baudry et Louis Bonnet.
204			
Mallièvre.	82	2	Jacques Lourdé et Pierre Goupil.
205			
Marsay.	165	2	Le sieur Simon Guériteau et Pierre la Courcelle.
206			
Marcuil.	96	2	Le sieur Martin-Louis-Joseph Bou- langer, sénéchal, et Philippe-Alexis-Julien Viaud.
207			
Marigny- Chémervault.	94	2	Le sieur Barthélemy Bellot et René Angénioux.
208			
Marnay.	175	2	Le sieur Charles-Félix Blondet- Duplessset et Henry Moreau.
209			
Mauprevoir.	157	2	Le sieur François-Annibal Thorin, avocat, et Jean Doridant, procureur.
270			
Mauzé.	416	4	Pierre Bonneau, François Bastard, Louis Clerc et Jean Clerc.
271			
Mazières.	106	2	N., N.

272 Meilleron.	120	2	Le sieur Emery Motheau, notaire, et Pierre Pingault.
273 Mesnard <i>alias</i> la Barotière.	69	2	Henry Charbonneau, député avec Mathurin Boudeault, absent pour cause de maladie.
274 Mezeaux.	66	2	Pierre Roi et Pierre Pametteau.
275 Mignaloux.		2	N., N.
276 Migné.	320	4	M ^e Pierre-Jacques Caillé, notaire roïal, faisant les fonctions de juge, François-Mandé Génêteau, Louis-Vincent Berger, et Jean Meunier.
277 Missé.	98	2	Jean Legeay et Jacques Tounoir.
278 Maulay.	100	2	Pierre Cormault et Pierre Martin.
279 Montcoutant.	384	4	Les sieurs Pierre Puichaud du Vivier, Jacques Fradin des Délinières, et Pierre Roi, députés avec Louis Gallot, absent.
280 Montpénit.	116	2	N., N.

281			
Montaigu	200	2	Le sieur Jean-François Goupilleau et Jean-Victor Goupilleau.
(ville).			
282			
Montamisé.	180	2	Nicolas Rose et François Guérin.
283			
Montauban-les-		2	Les sieurs François Simard et
Thouars (S ^t -Jacq.).			Florent Petit.
284			
Montigny.	90	2	Pierre Haye et Louis Appareillé.
285			
Montigné.		2	Jean Maurin et Pierre Charrier.
286			
Montournais.	270		
287			
Montravers.	68	2	Les sieurs Pierre Courtin et Jacques Hérault.
288			
Montreuil-	123	2	Les sieurs Jean Chénier et
Bonnin.			René Guillot, députés.
289			
Mormaison.	120	2	Joseph Millet et Jacques Tenaud.
290			
Mortagne.	200	4	Les sieurs Marin-Jacques Bouteiller de Saint-André, sénéchal de Mortagne, Jean Chailloux et Gaétan Gracien, députés de la ditte paroisse conjointement avec le sieur Louis Chullin du Garfin,

qui n'a pu venir étant incommodé.

201			
Morthemer.	55	4	Les sicurs Pierre Lésvêque, Pierre Antigny, Joseph Regnaud et François Tegnault.
202			
Mouchamps.	400	4	Les sicurs Jacques la Douespe, Benjamin Clémenceau et Jean-Baptiste Gauty, député avec Alexandre Bialle, absent pour cause de maladie.
203			
Mouilléron-le-Captif.	102	2	N., N.
204			
Moulins.	90	1	Louis Joiron.
205			
Mouton.	114	2	Le sicur Jean l'Echelle, bourgeois, député avec François, tous les deux absents pour cause de maladie.
206			
Moutiers.	165	2	Jean Ripoisseau et François Nauleau.
207			
Néon.	175	2	Le sieur Pierre Girault et François Serrein.
208			
Nesmy.	200	2	François de Bien et Simon Messe.

299				
Neuvy.	100	2	Pierre Grellier et Jean-Baptiste Grellier.	
300				
Neuville.	700	8	Les sieurs Hillaire Martineau, Jean-André Guérin, François Galletier, René-André Richaud, Hillaire Mercier, René-Marts Robert et Étienne Toblin, députés avec le sieur Georges Descombes, absent pour cause d'affaires indispen- sables.	
301				
Nicul en Poitou.	320	4	Les sieurs Jean Méturar, Maurice Granet, Cybard d'Or, députés conjointement avec Jean Chétève, absent pour cause de maladie.	
302				
Nieul-l'Espoir.	90	2	Le sieur Jean Fontaine de la Challerie et Pierre Boittereau.	
303				
Noirlicu.	48	2	Louis Ragueneau et Louis-Antoine Niort.	
304				
Noirmoutiers.	984	5	Le sieur Louis le Breton des Grapillières et Josephe le Fèvre, N., N., N.	

305				
Noireterre.	135	2	Les sieurs Jacques Frogier et Jacques Garsuau.	
306				
Noizé.	42	2	Louis Cotillon, député conjointe- ment avec Etienne Georget, qui n'a pu se présenter à cause de maladie.	
307				
N.-D.-de-Mons.	480	4	Les sieurs Jacques Jodet, laboureur, Pierre Raballaud, laboureur, Mathieu Pontoizeau, saunier, Guillaume Daniau, fermier.	
308				
N.-D.-de-Mons en Poitou.	85	2	Le sieur Jacques Salmon, négo- tiant, et Jacques David.	
309				
Nouaillé.	160	2	Les sieurs Vincent Mignot, séné- chal, et André Audinet.	
310				
Nueil-sous-les- Aubiers.	260	3	Les sieurs Louis Bienvenu, Pierre Drouineau et Hillaire Bodet.	
311				
Oradour et Chillé-sur-Aigre.	160	2	Le sieur Louis-Alexis-André des Touches et Jean Brochet.	
312				
Oroux.	32	2	Pierre Chauvillon et Jacques Moreau.	
313				
Oiron.	218	2	Joseph Alléaume et Charles Dubois.	

314				
Palluau.	140	2	Les sieurs Pierre-Jean-Marie Rouillé et Pierre-René Cormier.	
315				
Pamplic.	88	2	N., N.	
316				
Parsac.	160	2	François Dupuy et Michel Rideau.	
317				
Parthenay	6 à 700	4	Les sieurs Allonneau, maire, Allard, procureur du Roi, Sionneau, avocat, députés avec le sieur Douchet, avocat, absent pour affaires indispensables.	
318				
Plumartin.		3	Les sieurs Gabriel Fort, Léonard Courtaud et François Henneteaux.	
319				
Pomperre.	50	2	N., N.	
320				
Pougnés				
réuni à Hérisson.				
V^r N° 145				
321				
Pouillé près Chauvigny.	50	2	Jean Giraud et Antoine Giraudeau.	
322				
Pouzauges.	153	2	Les sieurs Jacques-René Paillaud et François Roi.	
323				
Pouzioux.	80	2	Jacques Pasquier et Pierre Roy.	

324			
Pressac.	135	2	Le sieur Nicolas Corde Roy et François Joutteau.
325			
Pressigny.	94	2	Pierre Réau et Paul Moreau.
326			
Pugny.	55	2	N., N.
327			
Puibelliard.	100	2	Les sieurs Jacques-Auguste Querquy de la Boule et Pierre-Jean Chambellau.
328			
Puimaufroy.	80	2	Pierre Lévesque et Jacques Maillet.
329			
Quinçay près Poitiers.	202	3	Pierre Naudin, Nicolas Déger et Mathurin Deschamps.
330			
Pierrefitte.	92	2	Les sieurs Martin Roi et François Simard.
331			
Ranville.	117	2	Le sieur Jean Boiteau de Grand-Champ, député avec Jean Sébilleau, absent pour cause de maladie.
332			
Temouillé.	120	2	N.,
erreur, liscz Fenouillé.			N.
333			
Rigny.	55	2	Le sieur François Pimard, chargé de présenter le cahier pour Jean Bouteau, et Louis Garsault.

334	Roche-Servière 147 2	M ^e Charles-Louis-Aimé Goupilleau de Villeneuve, avocat en Parlement et sénéchal de Rocheservière, et Jean-François Süe, M ^e en chirurgie.
335	Roche-Tréjoux 130 1	Le sieur Louis Bertrand de la Bretonnière, chargé de présenter le cahier et procès-verbal de nomination du sieur Jacques-Charles Majou du Beignon.
336	Romagne. 260 3	Les sieurs François Digué, Nicolas Sabourault et Jean-Bernard Raynaud.
337	Rorthais. 39 2	N., N.
338	Rosnay. 2	N., N.
339	Ruffigny. 20 2	Jacques Péruchon, syndic, et Mathieu Doriat.
340	Saint-Amand-sur-Seivre. 273 3	Jean le Bacle, Jacques Jadau et Jean Arnaud.
341	Saint-André-de-Gouldois. 316 2	Jean Borderon et François Siller.
342	Saint-André-d'Ornai. 126	

343			
Saint-André- sur-Mareuil.	75	2	N., N.
344			
Saint-André- sur-Seivre.	190	2	Le sieur Alexis Beaudry et Pierre Béraud.
345			
Saint-Aubin- d'Aubigny.	66	2	Pierre Cotemeau et Pierre Joubert.
346			
Saint-Aubin- de-Baubigné.	283	3	Les sieurs Jacques Pottier, Pierre Bonnin et Louis Papin.
347			
Saint-Aubin-des- Ormeaux-en-Tiffauges.	85	2	René Roi et René Loizeau.
348			
Saint-Aubin- du-Cloux.	200	2	N., N.
349			
Saint-Aubin- du-Plain.	80	2	Les sieurs Pierre Martin et René Puichaud.
350			
Saint-Benoist- de-Beaulieu.	162	2	Jacques l'Abbé, Marie-Lazare Têxerau.
351			
Saint-Benoist- de-Quinçay.	88	2	Jean Guy et Gabriel Richard.
352			
Ste-Catherine- de-Laizière.	72	2	Louis Robin, député avec Jean Brodu, resté malade.
353			
Sainte-Cécile.	292	3	Jean-Pierre Benestau,

Clément Péaud, députés avec
Jean Parent, absent pour cause de
maladie,

354				
Saint-Christophe- de-Beaulieu.	2		Jacques Métais et René Bertrant.	
355				
St-Christophe- du-Ligneron.	250	2	Le sieur Aimé Guyet et Jean Girard.	
356				
Saint-Christophe- de-la-Chartreuse.	42	1	Le sieur Georges Sauvaget des Landes.	
357				
Saint-Clémentin.	183	2	François-Louis Gendron et Pierre Fradin, députés.	
358				
Saint-Coutant en Rom.	184	2	Le sieur Louis Liège et Jean Moine.	
359				
Saint-Coutant et la Chapelle-Chabossaut, son annexe.	81	2	Jean Marchadier, député conjoin- tement avec Pierre Thorin, qui n'a pu se présenter à cause d'indisposition.	
360				
Saint-Denis- la-Chevasse.	200	2	Pierre Perotteau et Jean Hervé.	
361				
Saint-Denis près Champdeniers.	44	2	N., N.	
362				
Saint-Etienne- de-Brillouet.	99	2	N., N.	

363			
Saint-Etienne- de-Courcoué.	140	2	René Airiault et Louis Brault.
364			
Sainte-Flaive.	200	2	M ^c Joseph-Marie Giraudin, notaire roïal, et Pierre Pottier.
365			
Saint-Florent- des-Bois.	180	2	Louis Rézeau et Pierre Selin.
366			
Saint-Fulgent.		2	Le sieur Louis Chateigner, N.
367			
Sainte-Gemme.	51	2	Louis Puchaud, député de la dite paroisse, Jean Roucher, qui n'a pu se rendre en cette ville pour cause d'indis- position.
368			
Saint-Georges- les-Baillargeaux.	180	2	René Debiais et Jean Godet.
369			
Saint-Germain- de-Longue-Chaume.	50	2	Pierre Migeon, député de la dite paroisse avec François Marias, qui n'a pu se présenter, étant indisposé.
370			
Saint-Germain.	150	2	Jean - Joseph - Daniel Majou des Groix et Pierre Marchegay de Lousigny.
371			
Saint-Gervais.	400	4	Les sieurs André Brosseau,

Joseph Pelletier,
Nicolas Gaborit et
Jean Jodet.

372				
Saint-Gilles- sur-Vic.	203	2	M ^e Antoine Gratton, capitaine de canonniers, et Jacques Salomon de Benesteau.	
373				
Saint-Hermant.	190	2	Le sieur Jean-Charles Rousseau de la Sablière et Le sieur Pierre Robin, députés de la ditte paroisse.	
374				
Sainte-Hermine.	130	2	Le sieur René Gустeau de Cluzeau, député de la ditte paroisse con- jointement avec le sieur Pierre Massé, qui n'a pu se présenter pour cause d'indisposition.	
375				
Saint-Hilaire- de-Loulay.	396	4	N., N., N., N.	
376				
Saint-Hilaire-de- Pas-de-Jeu.	100	2	M ^e Pierre Aubert, syndic, Pierre Mesleau.	
377				
Saint-Hilaire- les-Mortagne.	90	2	Le sieur Pierre Bureau, marchand, député conjointement avec le sieur Barbarit, de la ditte pa- roisse.	

378			
Saint-Hillaire- le-Vouhis.	160	2	M ^e Charles Clemenceau de la Mo- rinière, avocat en Parlement, et Charles Vexiau des Giraudières.
379			
Saint-Jean-de- Bonneval-les-Thouars.	88	2	Le sieur Jacques Déroutteau, Charles Ragot.
380			
Saint-Jean- de-Monts.	500	5	Les sieurs Jean Charetier, Charles Mourain du Vignaud, Jean Burgaud, et M ^e Pierre-Joseph Rousseau de Villeneuve, avocat en Parlement, députés de la ditte paroisse avec Denis Pajot, qui n'a pu se pré- senter à cause de maladie.
381			
Saint-Jouin- de-Bouesse.	100	2	Les sieurs François Papin et Pierre Pascault.
382			
Saint-Jouin- de-Milly.	89	2	Les sieurs Jean Combaud et Louis Carré.
383			
Saint-Jouin- de-Marne.	350	4	Les sieurs Hermand-Henry Du- plessis de Paumard, et Pierre Cotillon, députés avec les sieurs Jacques Roux et Pierre Poirault, de la ditte paroisse.
384			
Saint-Jouin- sous-Châtillon.	210	3	Pierre Périneau, Gabriel Béraud, députés avec François Sapin, qui, n'ayant pu se

présenter, leur a donné sa procuration.

385 Saint-Julien- des-Landes.	100	2	M ^e Aimé-Calixte Birotheau des Burondières, avocat en Parlement, député avec Jacques Barbault, qui n'a pu se présenter, étant alité, pour la paroisse de Saint-Julien-des-Landes.
386 Saint-Julien- l'Ars.	63	2	Antoine Séconnet et Jacques Texier.
387 Saint-Jean-de- Beugné.	94	2	Nicolas Guillot et Nicolas Thiré.
388 Saint-Laurent- de-Beaurepaire.	57	2	Jacques Laborieux et Jean Cougnon.
389 Saint-Laurent- de-Jourdes.	42	2	Le sieur Joseph Comte et Louis Peusseau.
390 Saint-Laurent- de-la-Salle.			
391 Saint-Laurent- de-Céris.	200	2	M ^e Jean de la Porte de la Donne, notaire royal, député de la ditte paroisse avec Jullien Guillaud, absent pour cause de maladie.
392 Saint-Laurent- du-Fenouillé.	116	2	Jacques Fuzellier et Michel Rabreau.

303 Saint-Laurent- sur-Seivre.	187	2	Le sieur Joseph Lommédé et Mathurin You.
304 Saint-Léger- les-Melle.	200	2	M ^e Martin de Reignié, avocat en Parlement et lieutenant parti- culier, et Louis-Maixant-Hipolithe Challe.
305 Saint-Loup.	377	4	Le sieur François Bonnet, mar- chand, député conjointement avec Jacques Tutaud, François Favraud et François Damellon, absent.
306 Saint-Maixant- sur-Vie.	401	2	Les sieurs Charles Amélineau et Louis Mairon.
307 Saint-Malo- du-Bois.	77	2	Pierre Grolleau et Jean Devaux.
308 Saint-Marsault.		2	N., N.
309 Saint-Mars- des-Prés.	82	2	N., N.
400 Saint-Mars- la-Lande.	57	2	Louis Foucher et Jacques de Faye.
401 Saint-Mars-la- Réorthe.	150	2	Le sieur Pierre Hervouet et Jacques Chuvelin.

402				
Saint-Martin- de-Brem.	140	2	N., N.	
403				
Saint-Martin-de- la-Boissière.	83	2	Le sieur Claude Sauzeau d'Hervy, avocat, député avec Jean Allard, absent pour cause de maladie.	
404				
Saint-Martin- d'Entraigues.	68	2	Le sieur Joseph Le Fevre et François Pérot, ce dernier absent pour cause de maladie.	
405				
Saint-Martin- des-Noyers.	200	3	N., N., N.	
406				
Saint-Martin- du-Fouilloux.	87	2	Jean Moreau, député avec le nommé Tédin, absent.	
407				
Saint-Martin- la-Rivière.	125	2	Le sieur René-Jean Viguier et Jean Payen.	
408				
Saint-Martin- Lars en Tiffauges.	80	2	François Chevalier et Jean Pallard.	
409				
S ^t -Maurice-la- Clouère en Gençay.	214	3	Le sieur Jean Maignen, Jacques Brunet et Thomas Gaud.	
410				
Saint-Médard- Daugé.	80	2	Louis Moreau, député avec Pierre Gaboriau des Hublins, absent pour cause de maladie.	

- 411**
Saint-Mesmin. 225 3 Les sieurs Jean-Charles-Elie Bernard,
Louis-René Berthelot et
Jean-René-François Girard.
- 412**
Saint-Michel-de- 250 3 Pierre Pétrau,
Mont-Mercure. Jean Gaborit et
Louis Treillard.
- 413**
Saint-Nicolas- 36 2 Le sieur Jean-François Guimard,
de-Breme: comme procureur et ayant charge
des sieurs Pierre Fruchard et
François Tichard.
- 414**
Saint-Ouin- 37 2 N.,
des-Gats. N.
- 415**
Saint-Pardoux 1000 3 Les sieurs Antoine Gilbert,
en Gâtine. *communians* François Guitton et
Pierre Verger.
- 416**
Saint-Paul 248 2 Jean Rousseau et
en Pareds. Pierre Masset.
- 417**
Sainte-Pexine. 75 2 Le sieur Louis-François Marchegay,
bourgeois, chargé par François
Massivet, et
François Raud.
- 418**
Saint-Philbert- 283 3 Les sieurs André Jannet,
de-Bouaine. Louis Caillaud et
Philbert Maudin.

119			
Saint-Philbert-	200	2	Le sieur Louis-Pierre David et
de-Pont-Charrault.			Aimé Badry.
120			
Saint-Porchaire		2	Pierre Girard et
près Bressuire.			Jean-Baptiste Chevreau.
121			
Saint-Prouant.	153	2	René Gaudemai et
			Louis Barreau.
122			
Ste-Radégonde-	74	2	Les sieurs René-Pierre Pignon des
des-Pommiers.			Cotteaux et
			Henry Ogéron de Ligron.
123			
Ste-Radégonde	48	2	Jean Prot et
en Gâtine.			Louis Caillaud.
124			
Saint-Révérend.		2	N.,
			N.
125			
Saint-Rémy-	80	2	Le sieur Jacques-Claude Jard Pan-
de-Pouillé.			villiers, et
			Le sieur Pierre-Henry Chabot.
126			
Saint-Romans-	102	2	N.,
les-Melle.			N.
127			
Saint-Sauveur-de-	75	2	Jean Guérin et
Givre-en-May.			François Pajou.
128			
Saint-Secondin.	190	2	Le sieur Nicolas Fontaine de la
			Challerie, député avec le nommé
			Roux, absent pour cause de
			maladie.

429				
Sainte-Soline près Melle.	120	2	M ^e Louis Moinot et Le sieur Jacques Nicolas.	
430				
Saint-Sulpice- le-Verdon.	120	2	Le sieur Jean Touzeau, député avec Abraham Mercier, qui n'a pu se présenter pour cause de maladie.	
431				
Saint-Saturnin- les-Poitiers.	175	2	Le sieur Pierre-Louis-Gabriel Re- naudin, avocat, Le sieur Louis Pasquier.	
432				
Saint-Varant.	400	4	Le sieur Joseph Garnier des Ma- rinières, François Nicolas, Jean-Baptiste Bernard et Louis Marié.	
433				
Saint-Vincent- de-la-Châtre.	140	2	Le sieur Jacques-René Motheau, et Jacques Tichard.	
434				
Saint-Vincent- Desterlanges.	72	1	Le sieur Pierre-Gabriel Guinot, député.	
435				
Saint-Vincent- du-Fort-du-Lay.	55	2	Les sieurs Bristeau et Pierre Mercereau.	
436				
Saint-Vincent- sur-Graon.	270	3	N., N., N.	
437				
Saint-Urbain.	87	1	Le sieur Jacques Daniaud.	

438				
Saivre.	30	2	Pierre Brisson, député avec Louis Balin, absent.	
439				
Sallertaine.	360	4	Le sieur François Cormier fils, Mourain du Pasty, Boisselier, resté malade, et Pierre Chartier.	
440				
Salles en Voulan.	150	2	Jacques Moreau et Sébastien Dousset.	
441				
Saligny.	135	2	René Reillet et Jean Michon, ce dernier absent pour cause de maladie.	
442				
Savigny- l'Évescaut.	50	2	Augustin Mingot et François Brissonnet.	
443				
Saurais.	45	2	René Léculeur et René Poublanc.	
444				
Sauzais près Argentan.	105	2	Pierre Denis et François Mousset.	
445				
Secondigny.	280	3	Les sieurs Jacques Mouchard et Louis Cautet, député conjointe- ment avec René Gournaud, absent.	
446				
Smarves.	110	2	M ^e Piorry l'aîné et Lomdé, procureur.	
447				
Sénéché.	100	2	Le sieur Raimond-Aimery Auclerq et Claude Rougnon.	

418 Sigournay.	125	2	Le sieur Marchegay du Portail et Jean-Baptiste des Moulins.
419 Soullans.	300	3	Les sieurs Bodet de la Croix, Merlau, nommés conjointement avec le sieur Moreau du Retail, absent.
450 Soulièvre.	146	2	Pierre Dezanneau et Jean Robert.
451 Soutiers.	44	2	François Russeil et Jean Jourdain.
452 Taizé.	125	2	Louis Tuzelet et Toussaint Guérin.
453 Tercé.	55	2	Le sieur Jean-Antoine Brunet et M ^e Labady, docteur en droit.
454 Terves.	220	3	Pierre-Jacques Benoist, René Frouin et Jacques Giret.
455 Tessonnières.	160	2	Le sieur René Néraudeau, notaire roïal, et Jean-Antoine Cornuau.
456 Thenezay.	480	4	Jean Violeau, René Bourdain, Charles Sénéchaux et François Chauveaux.
457 Thouars(ville) 8 à 900		4	M ^e Louis Jouneau, avocat,

				François - Pierre Noirault de la Coindrie, avocat, Pierre-René Frouin de la Gaudi- nière, avocat, et Jean Sabourin, négociant.
458	Thorigné.	165	2	René Rigolage et Pierre-Joseph Graslepoil.
459	Tiffauges et l'enclave du Longeron.	135	2	Le sieur Jean-Charles Trastour, notaire et procureur, et Pierre Beaudry, députés seuls pour les deux paroisses de la ville.
460	Traye et Bouin. (V ^r n° 55)			
461	Treize-Septiers.	150	2	Jean Fonteneau et Pierre Fonteneau.
462	Treize-Vents.	184	2	Pierre Poyaud, chargé du procès- verbal de la dite paroisse, qui a nommé deux députés, qui sont Jacques Chauveau et Pierre Bureau.
463	Turgon.	63	2	Jean Delande et Pierre Bécellier.
464	Tusson.	238	3	Le sieur Charles Niveau de l'Hom- meau, juge de Tusson, Pierre Mellereau et Jean Caillé.

165 Vairé.	99	2	Le sieur Pierre Rimbert, marchand, député avec Jean Goupilleau, qui n'a pu se présenter pour cause de maladie.
166 Vendelognes.	19	2	Louis Tedain, député avec Jean Grimaud, absent.
167 Vendrennes.	168	2	N., N.
168 Vendœuvre.	445	5	Le sieur Louis-Félicité Bridieu, Pierre-Henry Maille, Claude Rougnon, Louis Guilgaud et François Baroux.
169 Vasles.	190	2	Le sieur M ^e René Lamarque de Fleury, conseiller au présidial, Le sieur Charles Le Boiteux.
170 Vauxeroux.	96	2	Le sieur Joseph Guérineau et Louis Gaillard.
171 Verdille.	200	2	Les sieurs Jean Chardon, licencié ès loix, et Jacques Chardon.
172 Vernon.	84	2	M ^e Jacques Petit, avocat au pré- sidial et sénéchal de Vernon, député avec le sieur Vesque.
173 Vernoux.	200	2	M ^e Jean-François Chevallereau et François Fayou l'aîné.

474				
Verrières.	100	2	Le sieur Louis-Marie Ranger et Jean Lhullier le jeune.	
475				
Vicq.	306	4	Honoré Parent, Pierre Robin, François le Clerc et Jean Robin.	
476				
Viennay.	50	2	Mathieu Hay, député avec René Bernardin, absent pour cause de maladie.	
477				
Vieux-Cérier.	135	2	Le sieur Mathieu Dumas, François Dumas.	
478				
Vieux-Pouzauges.	285	3	Le sieur Pierre Coursin, Joseph de Hargues de la Millière et Joseph Merles.	
479				
Villefagnan.	400	4	Les sieurs Pierre Coursin, François Papillon, Jean Jozereau et André Fougeroux.	
480				
Ville-Jésus.	264	3	Le sieur François Estachon de la Chandelerie, François Dupuy de Chanteville, et Jean Drut, marchand.	
481				
Villemain.	81	2	Le sieur Pierre de Bourdeau, bour- geois, député avec Pierre Beau- mont, absent pour cause de maladie.	

182				
Vivonne. (ville)	261	4	Les S ^r Alexandre-François Dousset, Jean-André Dousset, Antoine Bellot, et Joseph Inesrre?	
183				
Vivonne. (les villages)	206	3	Les sieurs Jacques Payrault, René Payrault et Jacques Dabin.	
184				
Vouhé.	85	2	N., N.	
185				
Vouillé.	120	2	Le sieur Hiacinte L'Admirault, et Le sieur Jean Pâitre.	
186				
Vouillé. (les villages)	65	2	N., N.	
1 ^o Villiers.	65	2	Les sieurs Jean Elcazard Bourgnon, sindic, Pierre Bourbault le jeune.	
2 ^o Le Grand- Yversay.	65	2	Le sieur Jahan de la Ronde et Le sieur Calmeil.	
3 ^o Traversennes.	»	1	Le sieur La Marque.	
4 ^o Frozes.	»	3	Le sieur Provault, Pierre Etinaud, Hillaire Berger.	
5 ^o Civray-les- Essarts.	»	1	Jean Marmin.	
187				
Voulon.	12	2	Pierre Bobin et Jacques Léger.	

188			
Voultegon.	96	2	Les sieurs Pierre Jouffreau et Pierre Mousset.
189			
Vouneuil-sous- Biard.	120	2	Le sieur Jean-Joseph Pouzolle et Louis Jouteau.
190			
Vouneuil-sur- Vienne.	310	2	N., N.
191			
Xaintray.	66	»	
192			
Saint-Philbert hameau de Vasles.	102	2	Les sieurs René La Marque, notaire roïal, René Sauzeau.
193			
La Pagerie hameau de Vasles.	109	2	Le sieur René La Marque, notaire roïal, Jean Roulleau.
194			
Les hameaux et la ville de Thouars.	»	4	N., N., N., N.
195			
Mérigny (V ^r Montmorillon).			
196			
Preuilly la Ville (V ^r Montmorillon).			
197			
Beaurepaire. (V ^r n° 388).			

498

Saint-Valérien.

499

La Boissière. 2 N.,
N.

500

Peault. 2 N,
N.

501

Saint-Etienne-
du-Bois.

502

Chappelle-Bâton.
(double emploi)

503

Bois-Decené.

504

La Genetouse.

505

Beaulieu.

506

Le Langon. 4 Charles Belliveau,
Jean-Baptiste Bernard,
François Auger, et
Pierre Bailly, les trois premiers
absents.

507

L'Isle-Dieu. 700 2 Les sieurs François Turbé et
Antoine-Toussaint Billard.

508

La Chapelle-
Pouilloux.

509

Genneton.

510

Ulcot.

511

Saint-Lin

(V^r St-Maixent).

512

Rouvre

(V^r St-Maixent).

513

La Chapelle-Roux.

514

Saint-Juire.

Et attendu qu'il est neuf heures du soir, nous avons, du consentement du Procureur du Roi, de celui de tous les Députés comparants, renvoyé la continuation du présent procès-verbal à demain huit heures du matin, en la présente salle d'Assemblée, où tous les Députés prennent assignation volontaire.

Vérification des pouvoirs.

Aujourd'huy onze mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, huit heures du matin, en la salle de l'Assemblée pour la tenue des Etats, par-devant nous René-Amable-Vincent de la Rivardière, seigneur de la Clemanchère, des hautes et basses, Bellefois, de Berlemont, du Lac et autres lieux, Lieutenant particulier, assesseur civil en la sénéchaussée de Poitiers, faisant pour l'absence de Monsieur le Lieutenant général, en présence et ce requérant le Procureur du Roi, ayant avec nous le dit Joseph-Olivier Picquet, notre greffier, ont comparu tous les Députés cy-devant nommés, qui ont requis qu'il fût procédé, par des commissaires qui seraient

à cet effet nommés, à la vérification des pouvoirs de chacun des dits Députés, pour d'après la dite vérification être procédé à la rédaction d'un seul cahier, et ensuite à la réduction au quart de tous les Députés des villes, bourgs, paroisses et communautés de la dite sénéchaussée.

Nous, Lieutenant particulier susdit, avons donné acte aux comparants dénommés au présent procès-verbal de leur comparution, présentation et remise des cahiers, ordonné qu'il sera présentement procédé à la vérification des pouvoirs de tous les Députés par les sieurs Chocquin, Doré, André, Le Blois, de la Gaudinière, Goureau, Sionneau, Goupilleau, Birotheau des Burondières, Dumas de Champvallier, Caillaud, Jounault, Robouam, des Groix, Bouteiller de Saint-André et Mauduit ; lesquels ont été en effet nommés d'une voix unanime et fait le serment de bien et fidèlement y procéder, et étant passés dans un appartement particulier, ils sont rentrés en la salle de l'Assemblée générale et ont déclaré qu'ils avaient trouvé réguliers tous les pouvoirs des dits Députés, à l'exception de ceux donnés par la paroisse de Béruges à M^e Guillet, avocat, et de M. de Rampillon pour la paroisse de Mignaloux et Beauvoir ; des sieurs Gazil et Gervais pour la paroisse de la Celle-hors-Poitiers, et de M. de Bridieu pour la paroisse de Vendœuvre, attendu qu'il est de condition noble ; en conséquence déclaré les dits pouvoirs nuls. Ordonné qu'il sera procédé à la rédaction et réunion en un seul cahier de tous les cahiers particuliers, soit par tous les dits Députés, soit par Commissaires à leur option, ordonnons pareillement qu'ils seront tenus de procéder incontinent au choix et

nomination à haute voix du quart d'entre eux pour les représenter à l'Assemblée générale des trois États le 16 du présent.

Nomination des Commissaires par cantons pour la rédaction du cahier général.

A quoi les dits Députés satisfaisant, ils ont dans l'instant nommé pour procéder à la rédaction en un seul cahier de tous les cahiers particuliers, savoir :

- 3 Pour la ville de Poitiers : les personnes des sieurs Laurendeau, Chocquin et Barbault de la Mothe.
- 3 Pour le canton de Montaigu : les sieurs Goupilleau de Villeneuve, avocat, Goupilleau, notaire et procureur et le sieur Gratton, officier des canonniers.
- 3 Pour le canton de Palluau : les sieurs Birotheau des Burondières, Merlet et Duplessis, tous les trois avocats.
- 3 Pour le canton de Saint-Gilles : les sieurs Caillaud, Rénaud de la Favrie et Sourouille de la Cailletière, tous trois avocats.
- 3 Pour le canton d'Angles : les sieurs Riou des Fosses, L'Héritier de Chezelles et Doré.
- 3 Pour le canton de Parthenay : les sieurs Sionneau, avocat, Sauzeau-d'Hervy, avocat, et Gilbert, bourgeois.
- 3 Pour le canton de Thouars et Argenton : les sieurs de la Gaudinière, Jounault et Noirault de la Coindrie.
- 3 Pour le canton de Chatillon : les sieurs Gouraud, Paillou et Robouam.

- 3 Pour le canton d'Aigre et principauté de Marcillac : les sieurs Jean-André, notaire roïal, Faure, juge de Lanville, et Jean-Pierre Briaud, notaire roïal.
- 3 Pour le canton de Champagne-Mouton : les sieurs Dumas de Champvallier, Mérigeaud de la Touche et Corderoi du Tiers, avocat.
- 3 Pour le canton de Bressuire : le sieur Deschamps, Ferron et Allonneau.
- 3 Pour le canton de Mortagne : les sieurs Bouteiller de Saint-André, Guyard de Puymothée et Gracien.
- 3 Pour le canton de Chef-Boutonne : les sieurs Le Blois, Amillet et Bourcy.
- 3 Pour le canton de Chantonay : le sieur Majou des Groix, de la Douespe et Boulanger.
- 3 Pour les paroisses des environs de Poitiers, au nombre de 19 : les sieurs La Marque, conseiller, Piorry, procureur, et Bonnet.
- 3 Pour le canton de Gençay : les sieurs de Vénassier, Barbault et Bellot.
- 3 Pour le canton de Neuville et Vouillé : les sieurs Laronde, Maillet et Boizot.

Lesquels cy-dessus nommés ont à l'instant comparu, déclaré accepter leur commission et fait le serment au cas requis de tout quoi nous leur avons donné acte et ordonné qu'ils se retireront dans la salle ordinaire de l'université avec un de nos greffiers pour vacquer de suite, en notre présence, au fait de leur commission, sur la représentation qui leur

sera faite par notre greffier des cahiers qui ont été déposés par les Députés des différentes paroisses de la sénéchaussée et ont avec nous et notre greffier signé, ainsi signé : Merlet, Goupilleau, Bellot, Laurendeau, avocat, Birotheau des Burondières, Chocquin, Duplessis, Caillaud, avocat, Renaud de la Favrie, de Vénassier, Babault, Sourouille de la Cailletière, Goupilleau de Villeneuve, Jahan de la Ronde, Doré, Riou des Fosses, L'Héritier de Chézelles, Bourcy, Amillet, Noirault de la Coindrie, Sauzeau-d'Hervy, avocat, Paillou, Le Blois, La Marque, Gratton, Faure, Robouam, Barbault de la Mothe, Briaud, Gouraud, Mérigeaud de la Touche, André, Jouneau, Corderoy du Tiers, Boulanger, Bouteillier de Saint-André, Deschamps, maire, Dumas de Champvallier, Gilbert, Piorry, Guyard de Puymothée, Sionneau, avocat, Gracien, Allonneau, sénéchal, l'écrou, de la Douespe, Majou des Groix, Vincent et Picquet, greffier.

Réduction des Députés au quart.

Et advenant cejourd'hui quatorze mars, mil sept cent quatre-vingt-neuf, deux heures de relevée, en la salle cy-dessus indiquée nous René-Amable-Vincent de la Rivardière, conseiller du Roi, lieutenant particulier, assesseur civil, faisant pour l'absence de M. le Lieutenant général ayant avec nous Joseph-Olivier Picquet notre greffier ordinaire, ont comparu tous les sieurs Députés des villes, bourgs, paroisses et communautés, cy-devant dénommés qui ont déclaré avoir procédé à l'examen des cahiers et formé la rédaction en un seul cahier, dont lecture a été présentement faite à l'Assemblée

par M^e Chocquin l'un des commissaires, et de suite ayant compté tous les Députés dénommés au présent procès-verbal le nombre s'est trouvé monter à 1,200 dont le quart revenant à 300 a été rempli de la manière qui suit à la pluralité des voix par haute et intelligible acclamation, savoir :

- 4 Pour la ville de Poitiers quatre députés qui sont : les sieurs Laurendeau, Barbier, Brault et Laurence.
- 28 Pour le canton d'Argenton et Thouars, vingt-huit : les sieurs Jounault, Noirault de la Coindrie, Sabourin, Simard, Cornuault, Tuzellet, Duplessis-Paumar, Roux, Garnier des Marinières, Geay, Dézanneau, Chauvin, Bastard, Bonneau, Pignon des Cotteaux, Ogeron de Ligrion, Esquot de Grand-Maison, Dézanneau aîné, Beaudry, Bernard, Chaillou, Mousset, Martin, Grolleau, Pasquet, Gendron, Guérineau et Normandin.
- 4 Pour le canton d'Airvault : les sieurs Lesvin, Crespeau de Longeville, Néraudeau et Franchineau.
- 7 Pour le canton d'Angles : les sieurs Doré, Riou des Fosses, l'Héritier de Chézelles, Riou l'aîné, Guillemain, Giraud et Lefort.
- 5 Pour le canton de Lattilé : les sieurs La Marque de Fleury, Jean Roulleau, Jean Guérineau, François le Comte, et René La Marque, conseiller.
- 2 Pour les paroisses des environs de la ville : les sieurs Piorry l'aîné et Gervais.
- 2 Pour le canton de Chauvigny : le sieur Renaudin, avocat et juge de Montierneuf, et Fontaine de la Challerie.
- 10 Pour le canton de Palluau : les sieurs Merlet, Rouillé,

Duplessis, Bertonneau, Bourdin, Lancier de la Guisière, Pineau de la Nicolière, la Touche, Birotheau des Burondières et Cormier.

12 Pour le canton de Champagne-Mouton : les sieurs Dumas de Champvallier, Mérigeaud de la Touche, de la Porte de la Donne, Barbier, Loumeau, de l'Echelle, Dumas, Raynaud, Nébout, Corderoy du Tiers, Machet de la Martinière et Jouteau.

11 Le canton d'Aigre : les sieurs André l'ainé, Boisnier de Crevecœur, Charrier, Boiteau, Salmon, Briaud-Pastau, Plantevigne-du Bosquet, Briaud de Fouqueure, Chardon, assesseurs, Menard de la Mougerie et Bouquet du Colombier.

8 Le canton de Chef-Boutonne : les sieurs Le Blois, Fontanneau des Essarts, Viollet, de Laubier, Amillet, Mellereau, Fontanneau et Debourdeau.

5 Le canton de Lezay : les sieurs de Mairé, de Reignié, Panvilliers, Bourcy et Laubier.

12 Le canton de Montaigu : les sieurs Goupilleau de Villeneuve, Gourraud de la Proustière, Goupilleau, Goupilleau, notaire et procureur, Thouzeau, Forestier, Sauvaget des Landes, Sûe, Raillet, Airiault, Caillaud et Guillet.

6 Le canton de Saint-Gilles : les sieurs Gratton, Renaud de la Favrie, Sourrouille de la Cailletière, Benesteau, Rimbert et Fruchard.

15 Le canton de Mortagne : les sieurs Bouteiller de Saint-André, Gracien, Lomdè, Loizeau, Chevallier, Giraud,

Guimard, Guiard, Grolleau, Hervouet, Le Roy et
autre Le Roi, Marot, Trastour et Beaudry.

30 Le canton de Gençay : les sieurs Mauduit, Duplessis, de
Marconnay, de Vénassier, Maignen, Chiron, Robert
de Beauchamp, Petit, Tribert, Fontaine de la Challerie,
Didier, Doré, Babault, Germonneau du Charrault,
Perrein, Brissonnet, Brionne, Viguier, Foucher, Moreau,
Alex. Renault de Rochefort, Maurelon, Ranger,
l'Abbad, Dousset le jeune, Bellot, Guériteau, Goulard
et Teaudeau.

12 Les cantons de Vouillé, Neuville, Quinçay et la Chapelle-
Montreuil : les sieurs Jahan de la Ronde, Bourgnon,
Lamirault, La Marque, Boisot, Guérin, Mercier, Jac-
quemine, Rougnon, Auclerq, Maille et Bonnet.

3 Les cantons de Migné, Jaunay et Vendœuvre : les sieurs
Cailler, Chabosseau, Maille et Bonnet.

14 Le canton de Bressuire : les sieurs Allonneau, Deschamps,
du Temple, Garsuau, Berthelot, Chevallier, Fradin des
Delinières, Fuseau, Benoist, de Hargues, Rigalleau,
Ferron, Gautrau et Le Breton.

3 Le canton de Notre-Dame-de-Monts : les sieurs Daniaud,
Rousseau de Villeneuve et Mourain du Vignaud.

1 Le canton de Beauvoir : le sieur Goupi.

1 Le canton de Ligugé et Iteuil : le sieur Chenier fils.

1 Le canton de Vouneuil et Biard : le sieur Pouzolle.

30 Le canton de Chantonay : les sieurs Marchegay de
Ludernière, Marchegay du Portal, Majou des Groix,
de Villars, de la Douespe, Bouquet, Renaudineau,

Rousseau de la Sablière, Guinot, Caillaud, Simon Meix, du Thibeuf, Clémenceau de la Morinière, Verdon, Loyau, Merland, Boulanger, Carre, Graslepoil, Bossu, Micheau, Gallipaud, Rigolage, Merlaud des Odes, Marchegay, Angibaud, Marchegay des Longeais, Boisson, la Boulle et Gustou.

- 24 Le canton de Parthenay : les sieurs Allonneau, Gilbert, Allard, Sauzeau d'Hervy, Sionneau, Bouchet, Esquot de Grandmaison, Violleau, sénéchal, Ruault, Russeil, Pineau, Chalon, Chauvillon, Roi, Jourdain, Allin, Langlade, Sauzeau de la Rente, Gilbert, de Granet, Prémault, Mouchard, Poupardière et Rivard.
- 1 Les paroisses de Lavoux et Liniers : Louis Dupuy.
- 1 Le canton de Saint-Benoist et Ruffigny : Jean Guy.
- 2 Le canton de Buxerolles, Chassencuil et Dissay : les sieurs Orillard et Chenagon.
- 20 Le canton de Châtillon : les sieurs Paillou, Bastv de la Foy, Beaudry, Berthelot du Colombier, Courtin, Girard, Baudry, de Hargues de la Millière, Thareau, Robouam, Gouraud, Brunet, Pasquier, Bienvenu, Angevin du Coudray, Turpaut, Bernard, Bertrand, Biraud de la Maison-Neuve et Roi.
- 2 Le canton de Noirmoutiers : les sieurs Le Fevre et Le Breton des Grapillières.
- 1 Le canton de l'Isle-Bouin : le sieur Luminais, procureur du Roi.
- 10 Le canton de Challans et Beauvoir : les sieurs Daniaud,

Mourain du Pasty, Cormier, Bodet de la Croix, Merland, Porteau, Maublanc, Gouy, Brusseau et Pelletier.

1 Le canton de la Garnache et l'Isle-Chauvet, composé de huit paroisses : le sieur Beaudry, procureur fiscal de la Garnache.

1 La paroisse de Beaumont seule : le sieur Orillard.

2 Et à l'instant pour remplacer en partie et jusqu'à concurrence qui se trouve actuellement dans le nombre des personnes désignées, le général de l'Assemblée a nommé à haute et intelligible acclamation les personnes de M^e Laurendeau le jeune et Chocquin, avocats en cette ville.

1 La paroisse de Saint-Loup seule : le sieur Bonnet.

1 La paroisse de Cissé seule : Jacques Bézagu.

Et d'autant que l'énumération faite, le nombre des Députés mentionnés au présent ne s'élève qu'à deux cent quatre-vingt-douze, nous avons ordonné que pour former le nombre des huit restant, il sera à l'instant procédé à la nomination à haute et intelligible voix et acclamation publique des huit Députés restant pour compléter le dit nombre, à quoi satisfaisant les Députés de la ville ont nommé M^e René-Antoine-Hyacinthe Thibaudeau l'aîné, avocat, le sieur Charles Niveau de l'Houmeau, juge de Tusson, le sieur Joubert de Prénouveau, de l'Isle-Bouin, le sieur François Faure des Salines, juge de Lanville, le sieur Hillaire Vesque, le sieur Louis Chateignier, notaire roial, le sieur Blaise Segris, les sieurs Biré et Jozeau.

Fait, clos et arrêté le présent procès-verbal par nous,

René-Amable Vincent de la Rivardière, seigneur de la Clémachère, des hautes et basses Bellefois de Berluçon, du Lac et autres lieux, lieutenant particulier civil, accompagné comme cy-devant de Joseph-Olivier Picquet, greffier ordinaire de la sénéchaussée et comté de Poitou, le seize mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Ainsi signé : Vincent, et Picquet, greffier.

Commissaires pour la rédaction du cahier général.

Aujourd'huy vingt et un mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, par-devant nous René-Amable Vincent de la Rivardière, seigneur de la Clémachère, des hautes et basses Bellefois de Bréluzeau, du Lac et autres lieux, Lieutenant particulier, assesseur civil en la sénéchaussée et comté de Poitou, faisant pour l'absence de M. le Lieutenant général, ayant avec nous Joseph-Olivier Picquet, notre greffier ordinaire, en la salle de l'Assemblée générale du tiers-Etat pour satisfaire à l'article 44 du règlement du Roi du 24 janvier dernier ; il a été proposé de nommer des Commissaires à l'effet de procéder à la rédaction du cahier général. Et après l'appel et la proclamation faite par l'huissier de service en la manière accoutumée, les sieurs Laurendeau le jeune, avocat à Poitiers, Bouron, avocat du Roi en la sénéchaussée de Fontenay, Fusibay, avocat à Montmorillon, et Briault, avocat à la Mothe-Sainte-Héraye, ont été nommés d'une voix unanime et par acclamation pour procéder à la rédaction du cahier général des remontrances, plaintes et doléances de l'ordre du

tiers-Etat de cette province de Poitou ; laquelle commission, ils ont acceptée et fait le serment, au cas requis, de bien et fidèlement s'acquitter de la dite commission ; à l'effet de quoi les cahiers particuliers, tant des membres de la sénéchaussée de Poitiers, que des juridictions secondaires de Civray, Saint-Maixent, Fontenay-le-Comte, Lusignan, Montmorillon, Niort et Vouvant, séant à la Châtaigneraie, leur ont été remis, et tous les dits sieurs Commissaires signé, excepté le sieur Laurendeau, qui s'est retiré sans signer. Ainsi signé : Fusibay, avocat ; Bouron, avocat du Roi ; Briault, avocat, et Picquet, greffier.

Nomination des Députés.

Et advenant le vingt-trois mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, deux heures de relevée, par-devant nous René-Amable Vincent de la Rivardière, seigneur de la Clémachère, des hautes et basses Bellefois de Berluzeau, du Lac et autres lieux, Lieutenant particulier, assesseur civil en la sénéchaussée et comté de Poitou, faisant pour l'absence de M. le Lieutenant général, ayant avec nous Joseph-Olivier Picquet, notre greffier en la salle de l'Assemblée du tiers-Etat, pour satisfaire à l'article 47 du règlement du Roi, ont été proposés comme reconnus plus anciens et nommés par l'Assemblée pour procéder au scrutin particulier à l'effet de nommer les trois scrutateurs, les personnes des sieurs Barbier, avocat à Civray, Fournier, chirurgien, et Quinefault, avocat, lesquels ont accepté leur commission, dont nous leur avons donné acte,

et de suite il a été procédé par la voie du scrutin par tous les comparants, qui ont été successivement appelés par l'huissier de service et déposé leurs billets dans le vase placé sur le bureau devant notre greffier sus dit en cette qualité, secrétaire de l'Assemblée, lesquels billets ont été ensuite comptés par les dits Commissaires, et par eux successivement développés et les voix recueillies, la pluralité des suffrages s'est trouvée réunie sur les personnes des sieurs Bouron, avocat du Roi à Fontenay-le-Comte, Dabbaye, président au siège royal de Melle, et Thibeaudeau l'aîné, avocat au présidial de Poitiers, qui ont accepté leur commission et fait le serment de bien et fidèlement se comporter, et ont signé, excepté le sieur Barbier, qui s'est retiré pour cause d'indisposition à lui survenue, suivant le rapport qui en a été fait. Ainsi signé : Bouron, avocat du Roi ; Dabbaye ; Fournier-Beaupré ; Quinefault ; Thibeaudeau, avocat.

Et attendu qu'il est huit heures du soir, nous, Lieutenant particulier susdit, avons renvoyé à demain huit heures du matin, en la présente salle, pour y commencer la nomination des Députés par la voie du scrutin. Signé : Vincent et Picquet.

Et advenant le vingt-trois mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, huit heures du matin, nous, Lieutenant particulier sus-dit, accompagné comme dessus de notre greffier, sont comparu les dits Bouron, Dabbaye et Thibeaudeau, lesquels se sont placés autour du bureau établi devant nous ; ensuite de quoi a été procédé à l'appel des Députés comparus, lesquels ont successivement déposés leur billets en un vase

placé sur le dit bureau ; ce fait, il a été procédé par les trois scrutateurs au recensement et compte des dits billets, lesquels ayant été ensuite déployés et lus, il a été déclaré par les dits scrutateurs que la pluralité des suffrages se trouvait réunie sur la personne du sieur Bouron, avocat du Roi à Fontenay, l'un des scrutateurs.

Ce premier scrutin rempli, il en a été de suite opéré un autre en la même forme, et, les billets vérifiés, il a été déclaré par les dits trois scrutateurs que la pluralité des suffrages se trouvait réunie sur la personne du sieur Dutrou de Bornier, conseiller en la sénéchaussée de Montmorillon.

Et attendu qu'il est huit heures du soir, nous avons renvoyé la continuation du scrutin à demain huit heures du matin pour continuer l'opération cy-dessus. Signé : Vincent et Picquet.

Et advenant le vingt-quatre mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, huit heures du matin, par-devant nous, Lieutenant particulier sus dit, accompagné comme dessus de notre greffier, ont comparu les dits sieurs Bouron, Dabbaye et Thibeaudeau, lesquels placés comme le jour précédent, il a été procédé à l'appel des comparants, lesquels ayant successivement déposé leurs billets dans le vase placé sur le bureau, de suite il a été procédé par les trois scrutateurs au recensement et compte des dits billets, lesquels ayant été déployés et lus, les scrutateurs ont déclaré que les suffrages avaient été partagés et n'avaient pas rempli, pourquoi il a été de suite opéré un quatrième scrutin en la même forme, et, les billets vérifiés, les trois scrutateurs ont déclaré que la

pluralité des suffrages se trouvait réunie sur la personne du sieur Birotheau des Burondières, avocat à Saint-Gilles-sur-Vie.

Ce quatrième scrutin fourni, il a été procédé en la même forme à un cinquième et, les billets vérifiés, les scrutateurs ont déclaré que la pluralité des suffrages se trouvait réunie en faveur du sieur Dabbaye, président au siège royal de Melle, l'un des scrutateurs.

Ensuite on est passé à un sixième scrutin de la manière ci-dessus expliquée et, les billets vérifiés, les trois scrutateurs ont déclaré que la pluralité des suffrages avait tombé sur le sieur L'Official, Lieutenant général au siège royal de Vouvant.

Le sixième scrutin rempli, il a été procédé au septième de la même manière qu'aux précédents et, les billets vérifiés, les scrutateurs ont déclaré que la pluralité des suffrages s'était trouvée pour le sieur Agier, Lieutenant criminel à Saint-Maixent.

Après ce septième, il a été procédé au huitième scrutin de la même manière qu'aux précédents et, les billets vérifiés, les scrutateurs ont déclaré que la pluralité des suffrages était en faveur du sieur Filleau, conseiller en la sénéchaussée de Niort.

Le huitième scrutin rempli, il a été procédé au neuvième en la même forme que ci-devant et, les billets vérifiés, les scrutateurs ont déclaré que la pluralité des suffrages se trouvait réunie en faveur du sieur Thibaudeau l'aîné, avocat à Poitiers, l'un des scrutateurs.

Et, attendu qu'il est huit heures du soir, nous avons

renvoyé la continuation du scrutin à demain, à deux heures de relevée, pour suivre la même opération. Signé : Vincent et Picquet.

Et advenant le vingt-cinq mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, deux heures de relevée, par-devant nous, Lieutenant particulier susdit, accompagné comme ci-devant de notre greffier ordinaire, ont comparu les dits sieurs Bouron, Dabbaye et Thibeaudeau, lesquels, placés comme les précédents jours, il a été procédé à l'appel des comparants, lesquels ayant successivement déposés leurs billets dans le vase placé sur le bureau, il a été procédé par les trois dits scrutateurs aux recensement et compte des dits billets, lesquels ayant été déployés, il a été déclaré par les scrutateurs que la pluralité des suffrages s'était réunie en faveur du sieur Biaille de Germond, ancien procureur du Roi, de la maîtrise de Fontenay.

Le dixième scrutin rempli, il a été procédé au onzième scrutin de la même manière qu'aux précédents et, les billets vérifiés, les scrutateurs ont déclaré que la pluralité des suffrages avait été partagée et n'avait pas rempli.

Et attendu qu'il est huit heures du soir, avons renvoyé la continuation du scrutin à demain, huit heures du matin. Signé : Vincent et Picquet.

Et advenant le vingt-six mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, huit heures du matin, par-devant nous, Lieutenant particulier susdit, accompagné comme ci-devant de notre greffier ordinaire, ont comparu les dits sieurs Bouron, Dabbaye et Thibeaudeau, lesquels placés comme les jours

précédents, il a été procédé à l'appel des comparants, lesquels ayant successivement déposé leurs billets dans le vase placé sur le bureau, il a été de suite procédé par les trois scrutateurs aux recensement et compte des dits billets, lesquels déployés et lus, les scrutateurs ont déclaré que la pluralité des suffrages était tombée sur le sieur Briault, avocat à la Mothe-Sainte-Héraye.

Le douzième scrutin exécuté, il a été procédé en la même forme au treizième, et les billets déployés et lus les scrutateurs ont déclaré que la pluralité des suffrages était tombée sur le sieur Gallot, médecin à Saint-Maurice-le-Girard.

Le treizième scrutin fourni, il a été procédé en la même forme au quatorzième, et les billets déployés et lus, les scrutateurs ont déclaré que la pluralité des suffrages était tombée sur le sieur Goupilleau, notaire et procureur à Montaign.

Le quatorzième scrutin rempli, il a été procédé au quinzième, toujours de la même manière que ci-dessus, et les billets déployés et lus les scrutateurs ont déclaré que la pluralité des suffrages avait été pour le sieur Laurence l'aîné, négociant à Poitiers.

Et attendu qu'il est huit heures du soir, nous avons renvoyé la continuation à demain, vingt-sept, deux heures de relevée. Signé : Vincent et Picquet.

Et advenant le vingt-sept mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, deux heures de relevée, par-devant nous, Lieutenant particulier susdit, accompagné comme cy-dessus de M^e Joseph-Olivier Picquet, notre greffier ordinaire, ont comparu les dits

sieurs Bouron, Dabbaye et Thibeaudeau, lesquels placés comme les jours précédents, il a été procédé à l'appel des comparants, lesquels ayant successivement déposé leurs billets dans le vase placé sur le bureau, il a été de suite procédé par les scrutateurs au recensement et compte des dits billets, lesquels déployés et lus, les scrutateurs ont déclaré que les suffrages avaient été partagés et n'avaient pas rempli.

Après ce seizième scrutin, il a été procédé au dix-septième, de la même manière qu'aux précédents, et les billets vérifiés, les scrutateurs ont déclaré que la pluralité des suffrages était en faveur du sieur Pervinquière, avocat en la sénéchaussée de Fontenay.

Nomination de quatre Députés suppléants.

Dans cet instant il a été représenté qu'il était possible que pour quelque raison que ce fut quelques-uns des Députés élus se trouvassent hors d'état de remplir le vœu de leur mission et que pour prévenir cet inconvénient, il était nécessaire de nommer des Députés surnuméraires pour suppléer en cas de besoin ceux des Députés en chef que par des raisons imprévues ne pouvaient remplir leurs obligations. Cette motion ayant été prise en considération, il a été déclaré d'une voix unanime que l'on nommerait, pour le bon plaisir du Roi, par la voix ordinaire du scrutin, quatre Députés surnuméraires, dont les deux premiers élus seulement accompagneraient les Députés en chef dès le moment de leur départ, et que ceux élus les troisième et quatrième resteraient

chez eux pour remplacer successivement, si le cas échet, ceux, tant des Députés en chef que des deux premiers Députés surnuméraires.

Pourquoi il a été procédé, sur le champ, à l'appel des comparants, lesquels ayant également déposé successivement leurs billets dans le vase placé sur le bureau, il a été procédé par les trois scrutateurs au recensement et compte des billets et iceux déployés et lus, les scrutateurs ont déclaré que les voix ont été partagées et que ce scrutin n'a fourni aucun député.

Ce premier scrutin se trouvant insuffisant, il a été de suite procédé à un second appel des comparants, lesquels ayant déposé successivement leurs billets dans le vase placé sur le bureau, les trois scrutateurs ont procédé au recensement et compte desdits billets et iceux déployés et lus, les scrutateurs ont déclaré que la pluralité des suffrages était tombée sur le sieur Cochon de l'Apparent, conseiller en la sénéchaussée de Fontenay.

Ce second scrutin rempli, il a été procédé en la même forme au troisième scrutin et les billets déployés et lus, les scrutateurs ont déclaré que la pluralité des suffrages était en faveur du sieur Faulcon, conseiller au présidial de Poitiers.

Après ce troisième scrutin, il a été demandé par acclamation générale, que les deux derniers Députés surnuméraires restant à élire fussent nommés à la pluralité des voix par un seul et même scrutin, ce qui a été voulu d'une voix unanime, et en conséquence il a été fait un quatrième appel général de tous les comparants, lesquels ayant déposé successivement leurs

billets dans le vase placé sur le bureau, en présence des trois scrutateurs, lesdits billets déployés et lus par lesdits scrutateurs lesquels ont déclaré que le plus grand nombre de voix était en faveur du sieur Andrault, bourgeois de la paroisse de Saint-Martin, près Melle; et attendu que le surplus des voix s'est trouvé partagé, le vœu de l'assemblée a été de nommer pour quatrième suppléant celui qui serait le plus âgé des deux concurrents, l'événement a décidé en faveur du sieur Maublanc, bourgeois, demeurant à Saint-Victurnien.

Sur quoi, nous, Lieutenant particulier susdit, avons donné acte aux sieurs Députés, cy-dessus nommés, de leur nomination et d'eux présentement pris le serment de bien et fidèlement se comporter au fait de leur commission; et ont avec nous et notre greffier signé le présent procès-verbal. Signé : Bouron, Dabbaye, Thibeaudeau, Goupilleau, Dutrou de Bornier, Faulcon, Birotheau des Burondières, Laurence, Briault, Cochon de l'Apparent, Biaille de Germond, Filleau, Agier, Pervinquière, L'Official, Andrault, Gallot, Maublanc de Beauprés, Vincent et Picquet, greffier.

Et lecture faite du présent procès-verbal, tous lesdits comparants se référant au cahier, par eux précédemment signé, ont donné aux Députés, cy-dessus nommés, tous pouvoirs généraux et suffisants pour proposer, remontrer, aviser et consentir de la manière qui sera convenue par les Etats-Généraux, unis ainsi qu'il est porté par les lettres de convocation, et consentent que la taxe et les frais de voyages desdits Députés soient les mêmes que celle du clergé et de la noblesse de la Province, et ont signé : Laurence du Mail,

Sabourin, Cornuault, Tuzellet, Dézanneau le jeune, Esquot-Grand-Maison le jeune, Dézanneau, Louis Baudry, Bernard, Chaillou de Billason, Lesvin, Crespeau de Longeville, Nércaudeau, notaire roïal, Gabriel Fortier, Thibeaudeau, avocat, sans approuver le cahier, ne l'ayant signé, Lamarque de Fleury, Jean Roulléau, Franchineau, Jean Guérineau, Piorry, Fontaine la Challerie, Rouget de Gourcez, Lamarque Duplessis, Merlet, Bretonneau, Bourdin, avocat, Birotheau des Burondières, Lancier, Pineau de la Nicolière, de Nébout, Dumas de Champvallier, avocat, Machet de la Martinière, Diner, Puteauzé m'Ferver, Lamougiry, Bougin du Colombin, de Bourdeau, Martin de Reignié, Jard de Panvillier, de Mairé, de Laubier Saint-Aubin, Gouraud de la Proustière, Goupilleau, assesseur, Goupilleau, Touzeau, Forestier, Caillaud, avocat, Gratton, Fussibay, Renaud de la Faverie, J. Bénéteau, Sourouille de la Cailletière, Rimbart, Fruchard, Giraud, Gervouet, F. Coizeau, F. Chevallier, René Roi, Beaudry, Duplessis, Trastour, F. Didier, Doré, Viguier, de Marconnay, Placé, Morlou, Dousset, Boissot, Bellot, pour les scrutins des quatre derniers jours, Rougnon, Chevalier, Garsuault de la Mothe, Fuscau, de Hargues, M^e Héry, Gallot, Ferron, Jouffrault, Relberton, G. Daniaud, Rousseau de Villencuve, Goupi, Mourain du Vignaud, Marchegay de Ludernière, Marchegay du Portail, Majou des Groix, Gaillard de Vellay, de la Douespe, Bouquet de la Chadellière, Rousseau de la Sablière, Esgonnière du Tibœuf, Clémenceau de la Morinnière, Boulanger, Gares, Verdon, Merland, Desodet, Graslepoix, Louis-François Marchegay, Angibaud, Marchegay de Lousigny,

Gusteau du Cluzeau, Biré, Allard, procureur du Roi de Partenay, Esquot-Grand-Maison, Chatillon, Violleau, Aubert, Mathurin Réau, Briault, avocat, Filleau, conseiller à Niort, Le Lang, procureur du Roi à Civrai, Brionne, officier invalide, Ranger, Pineau, François Chalon, Langlade, Brémault, Mouchard, Guesdon de la Poupardière, Philippe, Rivière, J. Rossillard, Moreau du Chatelet, Chenagon, de Hargues de la Milière, Thurreau, Robouam, Pasquier, Engevin du Coudret, Turpaud, docteur en médecine, L. Bertrand, Le Febvre, Le Breton des Grapillières, Luminais, Daniau, Mourain du Pasty, Bodet de la Croix, Merle, marchand, Porteau, J. Maublanc, Ch. Gouy, Brossard, Métais, Baudry, Chateigner, Chocquin, Joubert du Prénouveau, Saint-Marc le jeune, J. Segris, Martin de la Fond, avocat, Massastre de Lassas, Prunier, Augier, Maynard, notaire roial à Melle, Andrault, Balliot, Gallard, de la Touche, Gaudemai, M.-A. Bréard, Guérin de Moissay, Blanchet, Le Moyne, Martin de la Chancellerie, procureur du Roi, Loyau, Guérin, procureur du Roi au siège roial d'Aulnay, Béchensilh, Vallée, Borde, chirurgien, C. Dardillac, Sarget, Tribot de Laspiercz, Bicoulleaud, Vedeau, Pauvillier, D. M. N., Brunaud, avocat, Agier, lieutenant criminel, Riche, Pierron, Bordier, Boidin, Bouel, F. Corbin, Albert, Vincent, Desmarot, Pallardy, Frère d'Argentine, Fournier-Beaupré, Jullien Gourde, Linicul de Neuil, P. Mussaf, L. Bonneau, J. Dangier, Dubois, de la Roi, conseiller, F. Forestier, Papault, Geletier, Pautrault, F. Gilbert, Bouron, avocat du Roi, Chevallereau, lieutenant général, Majou, Ménauteau, Biaille de Germond,

Gillaizeau, Pervinquière, L. de Bessé, du Palz, Bouteville, Gouin, médecin, Arnaud de la Gronnelière, Garnier, Gouin, avocat, docteur en droit, Desavre, Testard, Giraud de Saint-Vincent, Savi de la Billière, Savi-Maisonnette, Boiscourbeau, Jarriette, Mercier de Langevinière, Gaudin, avocat, Bariet, Garnier, Connasson, Porchier de la Thibaudière, Biaille de la Joubert, A. Duroussy, H. Porinier, Landoil, Pougnet, Craipain, Auger, L. David, Prézeau, Nicolas, Collinet, Stand, de Hargues, Mouzain, Giraudet, Chappot, docteur en médecine, Limousin, F. L. Chantreau, Gabaret, Nivard de Courgé, Mourain, Louis Levéraud, Fayeure de la Morinière, Le Large, marchand, Moreau, Louis Tribert, Ps. Tittieux, Boyard, Cailler, Dutrou de Bornier, conseiller, Gratton, Dubrac de Levalle, docteur, Giberton, Vachier de la Pougé, F. Lorant, Rabutteau, Fournieure, Lemoine, Ingrand, de Lerpinière, C. Dubray, notaire royal, Le Gros de Puisseguy, l'ossial de Vhates, Maublanc de Beauprille, notaire et procureur, Bouthe de la Vigerie, de la Couture, Sauvot, Gouneault, Chazaud des Granges, Arnauldet, Rouget, Goullaud, J. Main, Taillefert, Rodier, Cochon de l'Apparent, Cruvellier, Benoist, Desprey, Savin, Marchand fils, Drahonnet, L'Official, Giraud, Brunetière, Perreau, avocat, Defontaine (1), procureur du Roi,

(1) Guy-Joseph-Henry de Fontaines, écuyer, seigneur de la Morandière, procureur du Roi à la Châtaigneraye, fut nommé, malgré sa noblesse, par la dite paroisse, pour la représenter à l'Assemblée du tiers-état. S'il ne fut pas récusé comme tel, comme M. de Bridieu, c'est qu'il n'était pas présent lors de la vérification des pouvoirs des Electeurs.

Sa noblesse nous a été justifiée par des documents fournis par M. Gabriel de Fontaines, son petit-fils, documents qui serviront à dresser leur généalogie qui sera insérée dans le second volume du *Dictionnaire historique et généalogique des Familles du Poitou*, que nous préparons en ce moment.

Gannot, D. M. M., J. Raison, Loyau du Coutau, marchand,
Dénécheau, Brisson, P. M. David, Quinefault, Guichet,
Jacquemin de Roussel.

Fait et clos et arrêté le présent procès-verbal par nous,
Licutenant particulier sus dit, les jour, mois et an que dessus,
neuf heures du soir. Signé : Vincent et Picquet.

CAHIER
DES
DOLÉANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES
DE
L'ORDRE DU TIERS-ÉTAT DE LA PROVINCE DE POITOU

PRÉAMBULE

Ecrasée sous le poids des impôts excessifs, courbée sous le fardeau plus accablant encore des abus qui se sont multipliés dans les différentes branches de l'Administration, loin de céder à un flétrissant découragement, la province de Poitou n'en aura que plus de zèle et d'ardeur pour contribuer de toutes ses forces et se sacrifier, s'il le faut, à l'utilité commune et à la félicité ultérieure que tout promet à l'État. Bientôt régénéré dans toutes les parties, c'est du désordre inconcevable de nos finances, des vices d'une foule de nos lois, des abus et de la corruption de quelques-uns de nos usages, du sein même de nos divisions domestiques que va naître un nouvel ordre de choses, capable de nous consoler de nos malheurs et de les détruire.

Inviolablement attachés au meilleur des Rois et à la plus heureuse Constitution, c'est en conservant avec soin cette

Constitution précieuse, c'est en la rendant fixe et durable, c'est en travaillant de concert à déraciner les abus nés dans toutes les parties, que le Roi et la nation resserreront encore davantage, s'il est possible, les liens de la confiance et de l'amour mutuel qui font leur force et leur félicité. C'est par là qu'ils feront reposer sur une base inébranlable la prospérité à laquelle la France a tant de droits par sa situation, la fertilité de son sol, l'active industrie de ses habitants et son attachement inébranlable pour ses Souverains ; c'est par là que la nation saura toujours se faire craindre de ses voisins jaloux de ses avantages.

Pour conserver ces avantages, pour assurer à jamais les splendeurs et la félicité de l'Etat, il faut surtout et avant tout affermir les fondements de la liberté publique, liberté également utile à la nation, dont elle nourrit la vigueur et l'énergie, et au Souverain, à qui il est infiniment plus doux, plus glorieux et plus sûr de régner sur des sujets libres qui l'aiment que sur des esclaves qui le craignent.

Trop instruits par nos malheurs et par la funeste expérience du passé, on ne sera point en droit de nous reprocher une défiance hors de saison, lorsque nous demanderons que nos droits et privilèges soient consignés dans des titres solennels et inattaquables. Les altérations multipliées des droits de la nation, altérations qui n'ont pas moins fait le malheur de ses rois que les siens, nous imposent le devoir de prendre toutes les précautions que la prudence humaine peut suggérer.

MANDAT IMPÉRATIF

Pour parvenir à ce but, il est essentiel que la province restreigne à certains égards les pouvoirs de ses Députés et qu'elle les mette par là dans l'heureuse impuissance de compromettre les droits de la nation.

On demande, en conséquence, qu'il soit spécialement enjoint à ceux qui seront députés par le tiers-état de la province aux Etats généraux, (en déclarant précisément les désavouer s'ils contreviennent à ce mandat spécial,) de refuser leur consentement à l'imposition ou à la continuation d'anciens subsides, avant que les droits de la nation soient reconnus et constatés par une loi portée dans les dits Etats généraux, et dont la promulgation précèdera l'examen de toute autre matière, dans laquelle il sera solennellement dit entre autres choses :

1° Que le pouvoir législatif appartient conjointement au Roi et à la nation ;

2° Que les Etats généraux ont seuls le droit d'assigner et fixer sur les demandes du Roi les fonds de chaque département, de consentir et répartir les subsides ;

3° Que les Etats généraux seront tenus périodiquement de cinq ans en cinq ans, ou dans un moindre délai, si les Etats généraux le jugent nécessaire ;

4° Que les Députés aux Etats généraux ne pourront consentir la perception d'aucun nouvel impôt, ni la continuation des anciens, que pour l'intervalle du temps qui s'écoulera entre l'époque à laquelle les impôts seront consentis et celle

à laquelle les dits Etats généraux devront s'assembler de nouveau ;

5° Que les Etats généraux détermineront leur organisation pour l'avenir sur les principes de l'égalité de la représentation du tiers-état à celle des autres ordres ; qu'ils auront le droit de s'assembler aux époques par eux fixées, sans qu'il soit besoin de lettres de convocation ;

6° Qu'il ne sera porté aucune atteinte à la liberté individuelle, si ce n'est dans une forme légale ; que personne ne pourra être jugé que suivant les lois et par ses juges naturels ;

7° Que tous les ordres réunis doivent contribuer, sans aucune distinction, exception ni modification, à tous les impôts et charges pécuniaires en proportion de leurs facultés.

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Doublement du Tiers. — Vote par tête.

Après la promulgation de cette loi, les Députés aux Etats généraux, sans être gênés par leurs pouvoirs, qui, pour tout ce qui suit, auront toute l'étendue dont ils sont susceptibles, feront tous leurs efforts pour obtenir que les représentants du tiers-état soient en nombre égal à ceux du clergé et de la noblesse réunis, et que les voix soient comptées par tête et non par ordre, cette forme étant la plus propre à conserver les sentiments de conciliation qui doivent régner entre les Députés, à faire taire l'esprit et les préjugés de corps et faire connaître plus exactement le vœu général.

Réforme électorale.

Ils demanderont que chaque sénéchaussée députe directement aux Etats généraux, que le nombre des Députés soit proportionné à sa population et à ses contributions, et que les élections se fassent par la voie du scrutin; ils demanderont aussi que dans toutes les Assemblées, le tiers-état ait la faculté de se choisir un président et un secrétaire, puisque les deux premiers ordres jouissent de cet avantage et que cela est d'ailleurs nécessaire pour assurer la liberté des suffrages.

Etats provinciaux.

Ils demanderont encore qu'il soit établi dans toutes les provinces du royaume des Etats particuliers, dont l'organisation sera déterminée dans l'Assemblée nationale de concert avec les Députés de chaque province et de la manière la plus analogue à la position et à l'intérêt de chacune, de sorte que le tiers-état y ait toujours une représentation et une influence proportionnées à celles qu'il aura aux Etats généraux, et que le président en soit choisi alternativement dans les trois ordres par la voie du scrutin. Ces Etats seront chargés de l'administration de toutes les affaires de la province, ainsi que de la répartition et de la perception des impôts afin de la rendre moins arbitraire et moins onéreuse, et de parvenir à des abonnements qui mettront à même de soulager les contribuables et de simplifier le code fiscal.

*Création d'un Comité national de surveillance et de correspondance
recruté parmi les membres des Etats provinciaux.*

Aussitôt que les Etats demandés pour chaque province auront été établis, les Députés demanderont l'établissement à Paris d'un Comité national, composé de membres des trois ordres et pris dans les Etats provinciaux, selon la représentation actuelle des provinces aux Etats généraux et dans le nombre jugé nécessaire au service dont il sera chargé. Ce Comité recevra les comptes des ministres, qui seront rendus publics par la voie de l'impression. Les membres de ce Comité, renouvelés chaque année, toujours pris dans les Etats provinciaux et nommés par eux, seront autorisés à entrer en délibération avec les ministres du Roi, si quelques circonstances importantes et imprévues qui intéresseraient essentiellement l'honneur et la sûreté de la nation l'exigent, après toutefois qu'ils en auront donné connaissance aux Etats provinciaux ou à leurs Commissions intermédiaires.

Les Etats provinciaux adresseront au Comité les instructions nécessaires, et ses délibérations ne pourront jamais être exécutées que provisoirement sous la condition expresse que le résultat en sera approuvé et sanctionné dans les Etats généraux suivants.

FINANCES ET IMPOTS

Déficit. — Dette nationale.

L'Etat a des besoins qui ne sont que trop réels : il est constaté qu'il existe un déficit dont on n'a pas encore déter-

miné la profondeur, mais qui certainement est immense et que chaque jour accroît; nécessairement il s'agit de le remplir et de consolider la dette nationale. La gloire de l'État et l'honneur du nom français nous font un devoir d'y satisfaire en prenant les précautions utiles à en prévenir le retour.

En conséquence, les Députés demanderont que la dette nationale soit discutée et reconnue à l'effet d'y proportionner l'impôt, que l'emploi de ces subsides soit assuré, et que la distribution en soit faite proportionnellement entre les trois ordres.

Ce déficit connu et fixé ne peut être rempli que par des économies, des ressources extraordinaires ou de nouvelles branches de revenus.

Il n'est pas besoin de dire qu'il faut avant tout rechercher des ressources. Ce vœu public ne saurait être incertain dans l'état de détresse où nous sommes réduits, et le Roi, en réformant sa propre maison, a fait éclater à ce sujet ses intentions et la bonté de son cœur. Indépendamment des réformes déjà faites, il en est encore beaucoup sans doute que les lumières des Etats généraux leur suggéreront; il en est même qui sont ou préparées ou annoncées depuis longtemps, mais qui ne sont pas encore accomplies.

*Suppressions ou réductions des places, pensions,
gratifications, etc.*

La révocation des acquisitions et des échanges onéreux au trésor royal, la suppression ou la réduction des places inutiles,

des appointements, pensions ou gratifications accordées sans de justes motifs, ou trop considérables, la réduction des dépenses dans toutes les parties qui en sont susceptibles diminueront encore les charges du trésor royal. La suppression des fermiers généraux, des receveurs et des administrateurs généraux et particuliers présente d'autres économies, en diminuant les frais de perception. Cette suppression trouvera de grandes facilités dans le nouvel ordre qui se prépare dans les finances; quand les Etats généraux auront fixé et fait la répartition de la masse des impôts, les différentes provinces, au lieu de payer à des receveurs particuliers des sommes indéterminées et qui augmentent en raison de la progression des charges et de la misère publique, trouveront facilement des préposés qui se contenteront d'appointements fixes et modiques et verseront ensuite directement et sans autres frais leurs fonds au trésor royal.

Domaines de la Couronne.

Les domaines de la Couronne présentent une nouvelle ressource; les réparations et la régie en absorbent presque totalement les revenus, et il est d'une utilité évidente qu'ils soient vendus sous l'inspection des Etats généraux.

Le principe de l'inaliénabilité ne peut y former obstacle. Ce principe ne s'applique point à la nation assemblée qui a incontestablement le droit de disposer et d'ordonner de la chose publique de la manière la plus convenable à l'avantage général. On croit cependant devoir excepter de l'aliénation les forêts du Roi.

La diminution des bois qui deviennent plus rares de jour en jour, les besoins de la marine, exigent que ces forêts restent entre les mains du gouvernement pour les administrer de la manière qui sera jugée la plus utile et la moins dispendieuse.

En aliénant définitivement, et sous la sanction des Etats généraux, les domaines de la Couronne, on croit qu'il est juste de rentrer en même temps en possession de ceux ci-devant aliénés ou engagés par le Roi, pour les aliéner de nouveau à des conditions plus avantageuses si toutefois les possesseurs de ces domaines ne préféreraient d'en fournir le supplément proportionné à la valeur actuelle, la plupart ayant été cédés à vil prix et la nation ayant toujours conservé le droit de les reprendre en remboursant les sommes déboursées.

Biens de l'Eglise.

Les biens de l'Eglise présentent aussi de grands moyens, et si, sans diminuer le service des autels, on peut en appliquer une partie au soulagement de l'Etat, n'est-ce pas employer ces biens à leur véritable destination ? Par cette raison, les députés aux Etats généraux demanderont que tous bénéfices consistoriaux, à l'exception de ceux à charge d'âmes, vaquant ou venant à vaquer, soient mis en régie ; que les revenus en soient versés dans une caisse particulière pour être employés, sous l'inspection des Etats généraux, à la libération des dettes de l'Etat, ou à celles du clergé, si les Etats le jugent convenable. L'Eglise possède des rentes foncières sur lesquelles le gouvernement peut aussi faire une opération avantageuse

sans être injuste, en rendant une loi qui permettrait aux débiteurs de les amortir entre ses mains sur le pied du denier vingt-cinq ; il n'est presque personne qui ne profitât de cette faculté ; l'Etat se chargerait de constituer les rentes et emploierait les capitaux à l'extinction de ses dettes les plus onéreuses. On peut en agir de même pour des droits féodaux dus à l'Eglise.

Des nouveaux impôts.

Si, malgré toutes ces ressources, il fallait un impôt, les Députés veilleraient principalement à ce qu'il porte sur les objets de luxe, et surtout à ce qu'il ne soit pas mis un accroissement sur les tailles, qui sont excessives dans cette province ; ils représenteront, en conséquence, aussi vivement que nous le sentons, la misère du peuple, l'excès énorme de ses charges, la désolation des campagnes et le danger d'achever la ruine de l'agriculture, qui, dans un royaume aussi fertile, est le nerf et le soutien le plus sûr de l'Etat. Mais cette réclamation deviendra inutile si, comme nous en avons la plus ferme espérance, la province obtient des Etats particuliers, puisqu'alors les Etats généraux ayant assigné et fixé les dépenses de chaque département et la masse totale des impôts directs et indirects, ils en feront la répartition entre les différentes provinces, qui, à leur tour, les assigneront, répartiront et percevront à leur gré.

De la création indispensable des Etats provinciaux.

Profondément pénétrée de l'importance des Etats provinciaux, la province de Poitou charge spécialement ses Députés d'en porter la demande au pied du trône et de l'appuyer de leurs plus vives instances. De tous les objets d'administration, de tous les établissements particuliers, il n'en est peut-être aucun de plus utile et de plus fécond en avantages sans cesse renaissants. Gouverné par des Etats provinciaux, le Poitou fera des efforts qui ne seront pas infructueux pour l'encouragement de l'agriculture et du commerce, l'établissement et le soutien des manufactures, l'ouverture des canaux de navigation, des établissements de bureaux de charité qui faciliteront la destruction de la mendicité, et généralement pour toutes les entreprises qui lui conviennent ; il s'occupera surtout de l'ouverture, de l'entretien des routes et des chemins vicinaux, qui désormais seront ordonnés par ceux qui les ont continuellement sous les yeux, surveillés avec l'exactitude de l'intérêt personnel, et, par conséquent, exécutés avec la plus grande économie. La province, instruite de sa propre misère, s'empressera de diminuer les fonds accordés jusqu'à présent pour cet objet. Ces avantages ne seront pas les seuls que la province retirera de ces Etats. Instruite de la portion d'impôt qu'elle aura à supporter, elle en fera la répartition avec plus de justice et d'égalité. On désire même qu'elle fasse comprendre dans un seul rôle, qui contiendra les noms de tous les redevables, toutes les contributions, ce qui procurera le triple avantage

de la simplicité, de l'économie et d'une perception plus facile.

En faisant la répartition des impôts de la province, les Etats supprimeront aussi ceux qui leur paraîtront les plus odieux pour les remplacer par d'autres plus simples et moins arbitraires. C'est ainsi qu'ils pourront supprimer le droit de centième denier en succession collatérale, droit que le génie fiscal semble avoir inventé pour faire naître la fraude afin d'en recueillir la peine, puisque après avoir fait une déclaration qui n'est pas contestée et munie d'une quittance, le débiteur n'en a pas moins à craindre, pendant une longue suite d'années, des poursuites en paiement d'omission, fausse déclaration, amende et double droit, et ne jouit par conséquent d'aucun instant de tranquillité. L'impôt des francs-fiefs offre précisément les mêmes abus : dans l'état primitif tous les biens avaient la même qualité ; aucune distinction n'était admise ; tout était roturier. La patrie n'a admis la différence des biens nobles et roturiers que pendant la domination féodale : c'est dans les crises fâcheuses de l'Etat que l'on a surchargé les biens roturiers et exigé des droits exorbitants sur la propriété des biens nobles possédés par le tiers-état. Depuis la fin du XIII^e siècle jusqu'à la fin du règne de Louis XIV, des édits bursaux ont établi le droit de franc-fief dans des temps malheureux ; les dix sous par livres ont été le dernier poids dont on les a surchargés ; la cupidité des traitants a fait varier ce droit dans le principal et l'accessoire, de manière qu'un père de famille paie 750 livres pour un bien noble de 500 livres de revenu. La mort de ce père de famille donne

encore une nouvelle ouverture à ce même droit, sans avoir égard aux rentes dont il peut être chargé; il est même bon d'observer que la même propriété se trouve grevée au même instant du droit de rachat que notre coutume accorde au seigneur à toute mutation de vassal, de sorte que la réunion de ces deux droits enlève aux pères et aux enfants quatre années de revenus.

Les Etats provinciaux supprimeront aussi le droit d'aides, également onéreux par les frais de perception qui en sont inséparables, par les recherches vexatoires qu'il occasionne et par les procès multipliés et ruineux qu'il fait naître et qui sont portés à un point dont il est difficile de se faire une idée. Ces procès sont surtout occasionnés par la confiance excessive et dangereuse accordée à des commis toujours intéressés à trouver des contraventions, à multiplier les procès-verbaux, afin d'obtenir la confiance de la régie ordinairement peu scrupuleuse sur le choix des moyens et qui, trop souvent, ne cherche à effrayer le timide artisan que pour lui vendre plus cher sa tranquillité. Ils supprimeront de même l'impôt sur l'industrie, droit exorbitant et dont la dénomination même annonce la constitution vicieuse, puisqu'il ne peut avoir d'autres effets que d'étouffer l'industrie elle-même, et devient absolument arbitraire dans la répartition. Le droit de marque sur les cuirs, droit énorme par sa quotité portée à 15 pour 100, droit mal entendu par les inconvénients de la marque, que l'on est obligé de conserver jusqu'à la fin, ce qui empêche de couper les cuirs de la manière la plus avantageuse et en fait perdre des portions considérables,

droit vexatoire par la reconnaissance toujours difficile et souvent impossible, attendu la faculté qu'ont les cuirs de s'étendre et de se resserrer, droit funeste à notre commerce et capable de donner tout l'avantage à l'étranger, tandis que l'apprêt des cuirs, au lieu d'être l'objet d'un impôt, semblerait mériter une prime d'encouragement, droit enfin vicieux de toutes manières, ainsi que le prouve un mémoire présenté l'année dernière au ministre par les Etats de la province.

Le désir de conserver l'égalité des contributions qui doit régner dans les différentes parties de la province et d'ouvrir partout des passages libres à la circulation intérieure, engagera sans doute les Etats provinciaux à demander la suppression des privilèges des marches communes du Poitou, qui blesse trop évidemment cette légalité et gêne toute circulation, et à faire rentrer dans le gouvernement et généralité du Poitou les différentes parties de la province qui se trouvent enclavées dans des généralités étrangères. Les Etats provinciaux doivent aussi obtenir que leurs séances aient une durée proportionnée à leurs travaux, et on croit que cette durée serait trop courte si elle ne s'étendait au moins à six semaines.

Elections municipales.

Les officiers municipaux étant particulièrement chargés de l'administration des affaires de la commune, il est conforme à la raison que les charges municipales soient électives dans toutes les villes et paroisses de la province et que la nomination à ces charges soit faite particulièrement tous les trois

ans à la pluralité des voix de la commune, en la présence de laquelle les officiers municipaux sortant des charges seront tenus de rendre compte de l'emploi des deniers durant leur administration.

Clergé.

Les Etats généraux ont souvent réclamé contre les tributs contraires aux libertés de l'Eglise gallicane que la cour de Rome lève, sous divers prétextes, sur les Français. On pourrait donc, sans renoncer à l'unité de l'Eglise, employer au paiement des dettes de l'Etat les sommes immenses qui sortent chaque année du royaume pour les annates, obtentions de bulles, de dispenses et autres.

Le bien de la religion exige que les évêques résident dans leurs diocèses pour veiller sur les mœurs du clergé et édifier les peuples par leur exemple. D'ailleurs, les dépenses que font les évêques dans leurs diocèses vivifient les provinces, y répandent l'argent et procurent l'avantage d'une consommation rapprochée; enfin les évêques trouvent dans leurs diocèses moins d'occasions d'employer leurs revenus en superfluités que dans la capitale, et il leur reste conséquemment plus de moyens pour soulager les pauvres. Ainsi il est essentiel de tenir la main à l'exécution des canons et des ordonnances du royaume et de solliciter une nouvelle loi qui autorise à saisir et à distribuer les revenus des évêques aux pauvres pendant le temps de leurs absences; et comme les biens de l'Eglise sont essentiellement le patrimoine des pauvres, que les ecclésiastiques n'en sont que les dispensateurs

et doivent, suivant les anciens canons, ne prélever que ce qui est nécessaire pour les entretenir décentement et distribuer le reste aux pauvres ; qu'enfin il est contraire au vœu de la religion que les ecclésiastiques de la première classe vivent dans la plus grande abondance, tandis que les vénérables pasteurs qui supportent le poids du service et qui exposent souvent leur santé et leur vie pour assister les mourants et leur donner les consolations de la religion ne retirent pas même des biens ecclésiastiques une honnête subsistance, les Députés demanderont qu'il soit prélevé sur les archevêchés, évêchés, abbayes et autres bénéfices, des fonds suffisants pour procurer aux curés et à leurs vicaires une augmentation convenable de revenus, à la charge par eux de ne plus faire de quête ni demander de casuel. Ils demanderont aussi la destination des prébendes particulières pour les curés et vicaires infirmes et indigents ; ils demanderont encore que les Etats généraux s'occupent de la réduction des revenus trop considérables des archevêchés, évêchés et autres bénéfices, afin que ces revenus soient employés aux réparations des églises et des presbytères, à l'établissement d'ateliers de charité pour le soulagement des pauvres et d'écoles gratuites pour les campagnes pour l'instruction de la jeunesse, lesquels fonds seront sous l'administration immédiate des Etats particuliers de chaque province.

Droits de boisselage.

Le droit de boisselage étant un droit révoltant, les députés

proposeront aux Etats généraux de prononcer sur l'abolition de ce droit ou d'autoriser les Etats provinciaux à faire à cet égard tous règlements convenables. L'incertitude de la jurisprudence et les contrariétés des arrêts modernes sur le fait des mesures et vertes dîmes de toute espèce, telles que celles qu'on lève ou qu'on prétend être en droit de lever sur les prairies naturelles et artificielles, trèfles, luzernes, sainfoins, colzas, pommes de terre et autres fruits de nouvelle culture, entraînent des procès ruineux. Ces fruits étant particulièrement destinés à la nourriture des bestiaux aratoires dont le décimateur partage le produit, il serait important d'y remédier par un règlement qui fixât d'une manière certaine les droits des décimateurs et des redevables et qui réduisît les dîmes aux gros fruits.

Fondations d'hôpitaux. — Vente des biens des monastères.

Chaque arrondissement doit naturellement venir au secours de ses pauvres, la déclaration du Roi de 1764 a des dispositions précises pour détruire la mendicité étrangère ; il est donc indispensable que les Députés sollicitent des établissements dans chaque ville et gros bourgs, et pour y parvenir, ils doivent demander le retour des différentes aumônes remises aux hôpitaux, la réunion des petits bénéfices simples situés dans l'arrondissement et demander que ces réformes se fassent par les paroisses ou fabriques sans aucune autre formalité que celle de l'homologation des délibérations des paroisses sur la gestion royale.

Un grand nombre de monastères d'hommes répandus dans cette province, monastères dans lesquels il n'y a que deux ou trois religieux pour consommer un revenu considérable, devrait être supprimé, les religieux renvoyés dans d'autres monastères pour compléter la conventualité ordonnée par l'article 7 de l'édit du mois de mai 1768 et l'article 17 du titre premier de l'arrêt du Conseil du 25 avril 1783, rendu pour l'ordre de Cîteaux. Leur suppression produirait des sommes immenses pour acquitter les dettes du royaume, puisqu'on pourrait ordonner la vente des biens de ces mêmes monastères. Il y a eu plusieurs cessions d'abbayes et autres bénéfices à différents séminaires pour le soulagement des pauvres pères de famille, afin de procurer à leurs enfants une pension franche dans ces pieuses écoles ; mais ces places ne sont accordées qu'à la protection ; c'est un abus à réformer. Il est quelquefois des élèves qui obtiennent ces places par leur mérite, mais on les y voit avec regret et on les traite avec mépris. On ne connaît point l'administration de ces revenus ; il serait instant d'obliger les séminaires d'en rendre compte devant les Etats provinciaux, et il serait urgent de régler les pensions franches qui seraient données publiquement par les dits Etats aux plus méritants des élèves pauvres.

Noblesse.

Cet ordre très ancien et cependant bien moins respectable par sa haute antiquité que par les sentiments d'honneur, de désintéressement et de courage qui le caractérisent, mérite et

obtiendra toujours tous les égards qui pourront s'accorder avec la justice. On le verra d'ailleurs sans jalousie conserver toutes les préséances et prérogatives que le tiers-état n'entend point lui contester, et puisqu'on lui demande de renoncer à ses privilèges pécuniaires, il faut le délivrer des entraves qu'il a reçues dans des temps de barbarie et dont les lumières du siècle doivent le dégager. On croit en conséquence que les Députés de la province aux États généraux doivent provoquer une loi qui permette à la noblesse de se livrer sans déroger à tous les genres d'occupations et à toutes les professions ouvertes au tiers-état. Cette demande est de justice rigoureuse ; puisque tous les citoyens partagent les charges publiques, ils doivent avoir les mêmes ressources. En offrant ces nouvelles ressources à la noblesse, on croit qu'on doit en même temps chercher à la rappeler à sa pureté primitive que sa multiplication excessive et son choix a considérablement altérée ; elle ne doit plus être avilie et prodiguée sans distinction à la faveur et à la fortune ; en conséquence, la noblesse ne doit plus être attribuée à différentes charges.

Justice et Police.

L'administration de la justice étant une dette du souverain envers les peuples devrait être gratuite, et par une suite naturelle, la vénalité des charges devrait être entièrement et pour jamais abolie ; mais si la situation des finances ne permettait pas pour le présent de se livrer à cette idée, au moins serait-il nécessaire d'employer tous les moyens possibles pour que

la justice fût moins dispendieuse et plus prompte. Ce principe posé, il est nécessaire de rapprocher les juges des justiciables et d'ériger à Poitiers un parlement pour éviter aux habitants de cette province les déplacements ruineux et la perte de temps que leur occasionne l'éloignement du parlement de Paris. Il est à propos que la moitié des membres de ce parlement soit prise dans l'ordre du tiers, afin qu'il soit en équilibre avec les deux autres ordres et qu'il ne soit plus exposé à être la victime des ménagements de la faveur ou de la prévention trop commune à toutes les classes de citoyens pour ses pairs. Il est encore nécessaire que les places y soient électives, tant pour la première formation que pour les remplacements successifs, et que cette élection soit confiée aux Etats provinciaux. Il est également essentiel d'augmenter la compétence en dernier ressort de toutes les sénéchaussées royales et de la porter jusqu'à la somme de mille livres, afin que les justiciables ne soient plus obligés d'aller plaider au loin pour des objets d'un médiocre intérêt, à la charge toutefois que les jugements en dernier ressort seront rendus par sept juges au moins. Ces arrondissements étant encore insuffisants pour rapprocher les justiciables de leurs juges, il est d'une nécessité urgente que les Députés demandent avec la plus vive instance qu'il soit créé de nouveaux baillages et sénéchaussées dans les lieux principaux où ils seront jugés nécessaires. Leur arrondissement serait fait suivant la convenance des lieux et l'utilité des justiciables.

Le même avantage des justiciables fait désirer que les Députés sollicitent une loi qui renouvelle les dispositions des

anciennes ordonnances qui obligent les officiers des seigneurs de résider au chef-lieu de la justice, qui leur défendent d'être fermiers ni régisseurs des seigneurs. Il est à désirer aussi que toutes les justices qui ne sont pas assez étendues pour attacher les officiers sur les lieux soient supprimées, ainsi que celles qui existent dans les villes où il y a des sièges royaux, et que dans tous les cas, il soit permis aux justiciables de se pourvoir devant le juge supérieur sans que les seigneurs puissent s'y opposer, et afin que les juges sortent de la dépendance des seigneurs, que leurs offices soient déclarés inamovibles.

La population et l'importance des paroisses qui se trouvent éloignées des sièges royaux exigeant la présence d'un officier public pour le maintien de l'ordre et de la police, il semble qu'il serait à propos d'y établir un juge de paix dont la principale fonction serait de prévenir les procès en conciliant les parties. Cet officier serait pris parmi les membres de la municipalité, nommé par elle, et amovible tous les trois ans. Cet établissement honore la Prusse et manque à l'humanité des Français. Le maintien de l'ordre naturel, qui veut que le cours de la justice soit libre sans acception de personne, exige la suppression de toutes les attributions particulières, droit de *committimus* et lettres d'évocation, ces sortes de privilèges étant toujours en faveur de l'homme puissant et au détriment du faible qui se voit soustrait à ses juges naturels pour être traduit devant des juges étrangers et éloignés.

Suppression des intendants.

Le ministre des finances, qui, par son génie et ses vertus, est devenu l'objet de la confiance et de la vénération publique, disait au Roi, en lui parlant des intendants : « Votre Majesté peut aisément se faire une idée de l'abus et presque du ridicule de cette prétendue administration : il vient au ministre des plaintes d'un particulier ou d'une province entière, que fait-on ? On communique à l'intendant cette requête. Celui-ci, en réponse, en conteste les faits ou les explique toujours de manière à prouver que tout ce qui a été fait par ses ordres a été bien fait. Alors on écrit au plaignant qu'on a tardé de lui répondre jusqu'à ce qu'on eût pris une connaissance exacte de son affaire, et on lui transmet comme un jugement réfléchi du Conseil la simple réponse de l'intendant. »

Ce tableau frappant et trop vrai des abus d'une administration arbitraire confiée à un seul homme fait désirer à la province la suppression de la juridiction des intendants, et les Députés chargés de présenter ce vœu éprouveront d'autant moins d'obstacles pour le faire accueillir favorablement que l'établissement des Etats provinciaux offrira au monarque et à ses sujets des moyens plus sûrs de conserver entre eux cette correspondance d'amour et de confiance si nécessaire pour leur bonheur mutuel.

Réformes nécessaires à la justice.

Il est pareillement nécessaire de réformer et de réduire à

un nombre modéré et suffisant les ministres inférieurs de la justice, qui ne vivent qu'aux dépens du malheureux.

La simplification des formes judiciaires, les réformes nécessaires sur la multiplicité des droits perçus sur les actes, sur les vacations, et la refonte des ordonnances civiles et criminelles, des ordonnances de police, des règlements des eaux et forêts exigeant une longue discussion, si les Etats généraux ne peuvent dès ce moment s'occuper de ce travail, ils doivent confier le plan de cette réforme à des commissaires éclairés qui seront vivement frappés de l'inégalité et de la disproportion dans les peines ; le travail de ces commissaires sera soumis ensuite à la révision de l'assemblée nationale.

Loi sur les banqueroutes. — Tribunaux consulaires.

L'intérêt du commerce exige aussi que les Députés demandent une nouvelle loi qui ordonne que celles concernant les banqueroutes frauduleuses soient observées et exécutées avec plus de rigueur, et que la compétence des juridictions consulaires soit augmentée jusqu'à tel degré qui sera fixé par les Etats généraux.

Révision des coutumes locales.

Les habitants du Poitou désirent depuis longtemps la révision de leurs coutumes, dont plusieurs articles ont été adoptés dans des temps d'ignorance et d'anarchie ; le progrès des lumières et de la raison font espérer que cette réformation

n'éprouvera point de difficulté, et qu'elle sera confiée à des commissaires intègres qui y procéderont en présence et sur l'avis des Députés des trois ordres.

Suppression des droits sur les offices de judicature.

Les magistrats qui sacrifient leurs fortunes et leurs veilles au service de la patrie sans retirer la moitié de l'intérêt du prix de leurs charges, ne doivent pas encore être obligés de verser au Trésor royal un droit exorbitant pour conserver la faculté d'en être remboursés; en conséquence, les Députés demanderont la suppression du centième denier sur les offices de judicature.

Réduction des droits de contrôle.

Les droits excessifs et arbitraires du contrôle, si nuisibles à l'administration de la justice et du commerce, seront aussi réduits et consignés dans un tarif dont la clarté et la précision assureront une perception simple et modérée.

Suppression des jurés priseurs.

De nouveaux édits ont créé des offices de jurés priseurs. Ce système ôte au citoyen la liberté de vendre ses meubles et effets; il lui faut payer les quatre deniers par livre sur le produit des ventes, droit qui nuit aux intérêts des particuliers et surtout à ceux des mineurs. La suppression de ces offices

et des droits qui y sont attachés est réclamée avec justice en remboursant le prix à ceux qui les ont levés.

Facultés de droit.

Ces suppressions, ces réformes ne suffisent pas à l'intérêt des peuples pour ne les plus exposer au malheur d'être jugés par des magistrats peu instruits ; il serait nécessaire de réformer les facultés de droit ; il serait nécessaire en outre que l'assiduité des professeurs et celle des étudiants fût surveillée de plus près et que les études fussent constatées par des examens et des épreuves plus sévères.

Peines corporelles.

Le soulagement de l'humanité ne rend pas moins important de demander que les lois qui admettent la conversion des amendes pécuniaires en peines corporelles soient supprimées.

Régime hypothécaire.

L'édit de 1771 concernant les hypothèques présente des obscurités qui ont donné lieu à une infinité de discussions. Les cours souveraines ont rendu des arrêts contraires sur différentes questions qui résultent de ces obscurités ; en conséquence, les Députés demanderont des lettres-patentes en interprétation des articles controversés : 1^o que le délai de deux mois pour le dépôt du contrat soit prorogé à trois mois ;

2° qu'indépendamment des formalités déjà existantes pour la publicité des contrats, il soit ordonné que le contrat soit affiché à la porte de l'église du domicile du vendeur et qu'il soit suffisant d'en faire certifier le procès-verbal par le juge ou par le premier officier de la municipalité du lieu, qui sera tenu de le faire sans frais ; le vœu général le sollicite ainsi.

Empêchements de mariage.

Le même motif nous engage à demander la suppression de l'homologation devant le juge royal, de la nomination des tuteurs aux mineurs, pour les autoriser à contracter mariage. Cette formalité, outre qu'elle est coûteuse, est absolument inutile, puisque le siège royal ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, se refuser à prononcer cette homologation. En sollicitant la suppression de cet abus, les Députés aux Etats généraux sont priés de peser dans leur sagesse toutes les lois relatives au mariage, et d'empêcher que les frais ne puissent jamais gêner personne dans cette voie de la nature et de la bonne politique.

Féodalité.

La liberté fut dans tous les temps la base et la mesure de la prospérité des empires. Si, pendant plusieurs siècles, la France a languie dans l'ignorance, l'anarchie et la confusion, ces siècles furent ceux du régime féodal, où les seigneurs, se jouant de l'autorité qu'ils avaient usurpée, écrasèrent sous une égale servitude les biens et les personnes.

Les temps odieux de la servitude personnelle sont enfin disparus, ou si dans quelques parties du royaume, le droit de main-morte exerce encore son empire, ce droit flétri dans l'opinion publique, et que le Roi lui-même a déjà proscrit dans ses propres domaines, ne peut manquer de disparaître bientôt à son tour.

Il reste donc à détruire la servitude foncière, moins révoltante sans doute dans l'ordre de la nature, mais peut-être aussi nuisible dans l'ordre social.

Personne n'ignore, qu'à l'exemple du commerce, l'agriculture tire son principal encouragement de la franchise et de la liberté ; on ne cultive qu'à regret l'héritage dont on doit partager les productions, tandis qu'on prodigue ses soins à la terre dont on est sûr de recueillir tous les fruits. L'intérêt de l'agriculture exige donc qu'on rende à la terre sa liberté ; l'ordre et la tranquillité des familles le demandent également. Vainement chercherait-on les moyens de tarir la source des procès qu'enfante la tyrannie féodale, souvent pour l'objet le plus mince. Vainement, chercherait-on à inspirer à tous les citoyens l'esprit d'union et de bonne foi, que l'existence de ces droits altère trop souvent. Quelle que soit l'origine de ces droits féodaux, ils existent, les coutumes les ont consacrés, et à ce titre on doit les regarder comme une propriété. Si on prive les seigneurs, ce ne doit être qu'à la charge d'un rachat qui les indemnise. Le rachat n'est pas une chose injuste, l'état a le droit de régler la forme des propriétés, de la manière la plus avantageuse au bien commun. Longtemps on a vu les rentes sur les maisons de ville inamortissables ; le

seul motif de l'embellissement des villes en a fait permettre le rachat. L'intérêt bien plus vaste et bien plus puissant de l'agriculture et de la richesse de l'Etat exige impérieusement une loi pareille pour les droits féodaux personnels ainsi que pour les redevances nobles et foncières ; que la maxime : nulle terre sans seigneur, soit abolie, ainsi que les droits de banalité qui asservissent plus les personnes que les lieux et pèsent singulièrement sur le tiers.

La tranquillité publique, si souvent troublée par les demandes en validité et les procès énormes qui en résultent, doit également porter à demander la suppression de cette espèce d'action. Les mêmes motifs déterminent la province à demander que, jusqu'au rachat des droits féodaux, les seigneurs ou leurs fermiers soient tenus de recevoir en acquit de rentes seigneuriales, les grains tels qu'ils auront été recueillis sur les domaines sujets à redevances, pourvu qu'ils soient nets et marchands, afin de faire cesser les abus qui, à cet égard, ont prévalu sur la loi.

La même raison réclame contre les droits d'indemnité, prétendus par les seigneurs, lorsque les terres sujettes envers eux au droit de terrage ne sont pas ensemencées conformément à la coutume. Il est donc juste de solliciter une loi qui ordonne que l'action pour indemnité de non culture sera prescrite après l'année expirée, si le seigneur ne l'a pas conservée par une sommation préalable, la contrariété des saisons et le mélange des seigneuries, ne permettant pas toujours de remplir l'obligation imposée par la coutume.

D'ailleurs il est conséquent de proroger à vingt-neuf

années la poursuite d'une indemnité représentative d'un droit qui n'arrêtera pas. L'intérêt de l'Etat exige encore que les droits d'échange qui mettent tant d'obstacle à l'agriculture et au commerce des biens, soient supprimés, sauf l'indemnité proportionnée pour les seigneurs qui les ont acquis. Il est un autre abus dont les effets retiennent l'essor de l'agriculture. Les garennes placées au centre du champ que le cultivateur couvre de ses sueurs, les fuies dont les volées innombrables dévorent les semences à peine confiées à la terre, devraient être détruites, ou du moins le cultivateur, autorisé, par suite du droit naturel, à repousser par la force tous les ennemis de ses moissons.

Liberté de la presse.

Après avoir porté une réforme sévère, et établi l'ordre le plus avantageux de l'administration, les Députés devront solliciter avec force, la liberté indéfinie de la presse. Lorsque la province réclame cette liberté, elle n'entend pas que tout écrivain puisse impunément calomnier et outrager qui bon lui semble et se permettre d'odieuses personnalités ; elle demande seulement que l'auteur d'un écrit relatif à quelque matière que ce soit, puisse le faire imprimer et exposer librement au jugement du public, et que si cet écrit contient des choses répréhensibles, il ne soit tenu d'en répondre qu'après l'impression et devant ses juges naturels.

Milices. — Inscription maritime.

C'est aujourd'hui une vérité reconnue, que nulle distinction pécuniaire ne doit subsister entre les divers ordres de l'Etat. Comme cette maxime serait violée si l'on conservait la milice à laquelle le tiers-état est seul sujet, il sera du devoir des Députés d'en demander la suppression.

Les mêmes motifs, et de plus puissants encore, sollicitent la suppression des canonniers garde-côtes et des canonniers auxiliaires de la marine. C'est une institution récente, dont le but est de compléter le nombre des matelots nécessaires à la marine royale, par des hommes pris au sort dans les paroisses voisines de la mer. C'est une sorte de peine qui devient de plus en plus l'effroi de ces paroisses, à qui elle ravit sans retour, des bras précieux à l'agriculture et aux arts. On ne fait point à volonté un matelot d'un paisible agriculteur ou d'un artisan ; ce dur métier demande la réunion de plusieurs qualités indispensables et surtout une constitution dirigée vers cet objet par l'éducation.

Mais si des considérations politiques semblent exiger la conservation de tous ces corps militaires, il faudrait au moins céder au vœu de la raison, et supprimer toutes les injustes exemptions, dont l'effet est de ravir ou de faire payer à un prix excessif, aux cultivateurs, quelques domestiques nécessaires, et d'en procurer à bas prix une foule d'inutiles à l'ecclésiastique et au noble.

Uniformité des poids et mesures.

Les avantages qui reviendraient à l'agriculture, au commerce, aux manufactures, à l'industrie, aux arts, à toutes les professions et à tous les individus, de l'uniformité des poids et mesures dans tout le royaume, déterminent la province à réclamer l'adoption de cette mesure. On croit ne pouvoir point s'attendre à l'opposition des seigneurs de fiefs à ce sujet ; on aime à penser qu'ils sacrifieront sans répugnance à l'utilité générale et publique, des droits purement honorifiques et qui, d'ailleurs, ne trouveraient pas grâce aux yeux de la raison et d'une saine politique. Le droit de régler les poids et mesures qui sont d'usage dans le commerce étant intimement lié à la police de l'Etat, est essentiellement inhérent à la souveraineté, et le souverain qui le concède ou plutôt qui en a toléré l'exercice est toujours fondé à le reprendre lorsqu'il voit que ce droit contrarie l'ordre public et l'harmonie de la société générale.

Reculement des bureaux des traites.

Le reculement des douanes aux frontières du royaume et la formation d'un tarif clair, précis et uniforme doit aussi être l'objet des réclamations des Députés. La France, bornée dans la plus grande partie de sa circonférence par deux mers, un grand fleuve et des montagnes presque inaccessibles, n'est ouverte que d'un côté. Cette situation géographique devrait suffire seule pour déterminer à supprimer les bureaux des

traites intermédiaires et à les placer aux frontières, puisqu'il est évident que la difficulté de l'exportation et de l'importation des marchandises et denrées par les lieux d'un accès incommode favoriserait la surveillance du fisc et diminuerait le nombre et le salaire de ses employés.

Suppression des gabelles.

La suppression des gabelles délivrerait d'une guerre intestine les provinces sujettes à cette imposition et les pays qui sont limitrophes; elle rendrait à l'agriculture, au commerce et aux arts les bras des fraudeurs et des préposés à réprimer la fraude. Le moyen de remplacement qu'on va proposer ajouterait à ces avantages : qu'on calcule ce que les gabelles font rentrer dans les coffres du Roi, ce qu'elles coûtent en frais de perception, et la valeur du sel qu'on fournit; ce capital formé, qu'on déduise des gabelles le montant du sel qu'on leur délivre et qu'elles auront la liberté d'acheter; qu'ensuite on leur fasse payer la somme réduite, c'est-à-dire le produit net qu'elles donnent au Roi et les frais de perception qu'elles imposeront sur elles, soit comme accessoires dans les rôles de taille ou de telle autre manière que les Etats provinciaux jugeront convenable. Par cette opération, les provinces de gabelles réuniront aux premiers avantages de la suppression celui de confondre à leur profit le bénéfice que le traitant fait sur elles, et le trésor royal y gagnera tous les frais de perception.

Ce bénéfice conséquent diminuera d'autant la dette nationale. Cette manière d'opérer, évidemment lucrative, est

marquée au coin de la justice. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer que, dans la distribution de la masse générale de la taille, on a pris en considération les frais immenses de perception que supportaient les provinces de gabelles; qu'en conséquence, pour balancer la somme de leurs impositions à leurs forces, on ne leur a donné qu'une mince portion de taille, et le surplus de ce qu'elles auraient dû supporter a été réparti à leur décharge sur les pays rédimés. Par cette voie indirecte, ces derniers pays n'ont conservé que le nom de rédimés, tout en perdant les effets de leur rédemption par l'assujettissement à la portion de taille épargnée aux provinces de gabelles, et cette portion de taille est, pour les pays rédimés, la représentation des frais de perception que paient les provinces de gabelles. Si on comprend dans l'abonnement général qui aura lieu pour les pays rédimés la taille qu'ils paient actuellement, il est juste de comprendre dans celui qui aura lieu pour les provinces de gabelles le montant des frais de perception qu'entraîne cette imposition.

Le commerce des sels doit être rendu à sa liberté naturelle et primitive; il recevra de cette liberté une activité nouvelle qui contribuera au bien de l'Etat, et si une réforme salutaire n'était pas apportée dans cette partie, la ruine entière de ce commerce serait inévitable. Déjà l'avilissement des prix des sels dans le bas Poitou a forcé les propriétaires d'abandonner la culture de leurs salines, et le découragement devient de jour en jour plus général. La suppression des gabelles entraîne nécessairement celle de la régie du tabac, et les Députés sont chargés de la solliciter.

Maîtrises et jurandes.

La province invite également ses Députés à représenter vivement les funestes effets que produisent les maîtrises et jurandes par rapport aux ouvriers dont plusieurs sont dans l'impossibilité de prendre ou de continuer leur métier par le défaut de sommes nécessaires pour payer les frais des droits de perception. Ils feront valoir les principes d'équité, de morale et de politique consignés dans l'édit du mois de février 1777 et attesteront qu'on a trompé l'autorité lorsqu'on lui a fait dire, dans l'édit du mois d'août de la même année, que les droits et les frais, pour parvenir à la réception dans les corps et communautés réduits à un taux très modéré et proportionné au genre et à l'utilité du commerce et de l'industrie, ne seront plus un obstacle pour être admis dans les corporations. En conséquence, les Députés demanderont la suppression des maîtrises et jurandes, à la charge seulement que celui qui voudra exercer un métier sera tenu de se faire inscrire sans frais sur un registre de la police.

Intérêt de l'argent.

L'agriculture, le commerce, les arts, et toute industrie, en un mot, ne peuvent se développer, ni former d'entreprises utiles, sans avances et sans capitaux. Les transactions journalières qui sont faites pour se procurer des capitaux ne laissent pas que d'être gênées par nos ordonnances qui défendent de retirer les intérêts d'une somme dont la propriété n'est pas

aliénée. L'inobservation habituelle de ces lois, qui ont pu être utiles autrefois, prouve qu'elles contrarient maintenant le vœu général. L'expérience et la saine politique enseignent qu'il faut rendre les emprunts plus faciles, en les débarrassant de toutes formalités. Le meilleur moyen de parvenir à ce but est de provoquer une loi qui autorise l'intérêt des sommes prêtées sur de simples billets exigibles à terme. L'effet de cette loi ne peut être que d'imprimer à la circulation en numéraire un mouvement vif et rapide propre à ranimer l'essor de l'industrie française et à compenser les désavantages qu'elle ressent de ce que le taux de l'intérêt est plus bas chez les nations étrangères que parmi nous.

Maréchaussées.

Instituée pour faire respecter les lois de la société, pour veiller au maintien de la sûreté et de la tranquillité publique, la maréchaussée, par l'ordre et l'activité de son service, remplit aussi parfaitement qu'il est possible le but de son établissement. Les brigades de ce corps, dispersées sur une trop grande étendue, n'étant pas proportionnées aux besoins de la province, les Députés demanderont une augmentation de brigades suffisantes pour maintenir le bon ordre. Ces nouveaux établissements ne deviendraient pas onéreux aux provinces en supprimant les inspecteurs des maréchaussées et en déférant l'inspection de ce corps aux États provinciaux.

Passeports.

L'expérience a dévoilé un abus qui produit des désordres, et dont la province demande la réforme. Les passeports dont les vagabonds ont la précaution de se munir ne sont le plus souvent revêtus que d'une simple signature ou de cachets inconnus aux officiers de la maréchaussée. Ce défaut d'authenticité qui entraîne après lui des surprises contraires au bien public fait désirer que ces passeports soient à l'avenir délivrés gratuitement, et qu'ils soient munis d'un cachet uniforme par tout le royaume, qui serait changé de temps en temps et envoyé à toutes les maréchaussées.

Ecole Militaire.

Les ordonnances militaires nous paraissent contenir quelques dispositions contre lesquelles le tiers-état du royaume élève un cri général.

Les unes sont celles qui affectent aux seuls enfants de la noblesse le titre d'élève de l'école royale militaire et six cents places, dans dix collèges ou pensionnats tenus par des ordres religieux ou des congrégations ecclésiastiques, dans lesquels ils sont élevés aux frais du Roi jusqu'à quinze ans. A cet âge, ceux qui se destinent à la profession des armes sont placés parmi les cadets gentilshommes établis dans les différents corps de troupe. Ceux qui sont appelés à la magistrature ou à l'état ecclésiastique sont envoyés ou entretenus dans d'autres collèges, jusqu'à ce qu'ils soient reçus, les premiers licenciés en droit, les seconds docteurs en théologie.

L'exclusion prononcée contre le tiers des lieux destinés à former des citoyens est une flétrissure injuste et qu'il n'a pas méritée. Les mêmes motifs qui parlent en faveur des enfants de la noblesse militent en faveur des siens, puisque tous les pères ont consacré leurs jours, sacrifié leurs biens et prodigué leur sang au service de la patrie. Cette exception est d'ailleurs onéreuse à l'ordre du tiers et contraire à ses intérêts pécuniaires. En conséquence, les Députés demanderont avec instance que le tiers-état soit admis à toutes les dignités et à toutes les prérogatives de la noblesse.

Haras.

L'établissement des haras dans les provinces prouve chaque jour qu'il en résulte des avantages dignes d'être pris en considération. L'agriculture mérite à tous égards des encouragements. Les découvertes essentielles faites par les agriculteurs et les garde-haras doivent être rendues publiques. On sollicite avec empressement des gratifications pour ceux qui se distingueront dans l'une ou l'autre partie, et, pour la satisfaction publique et l'encouragement, il est important que le public soit informé des gratifications qui seront accordées par les Etats provinciaux auxquels cette administration sera confiée.

Logements des gens de guerre.

Les fournitures pour les casernements et logements des gens de guerre doivent être supportées par les trois ordres.

Protestants réfugiés.

L'administration des biens des fugitifs dont nous voudrions oublier la source, devrait cesser depuis l'édit qui a rendu à la société des hommes qu'un zèle outré en avait séparé en envoyant nos pères, leurs héritiers ou représentants en possession des biens de leurs familles. En conséquence, les Députés demanderont que les biens qui se trouvent saisis soient restitués à leurs héritiers ou représentants, que la régie chargée d'en percevoir les revenus soit supprimée, et que jusqu'à la justification de la qualité d'héritiers cette régie soit confiée aux Etats provinciaux.

Propriété des clôtures des champs.

Les habitants de cette province sont justement alarmés par les prétentions de plusieurs seigneurs de l'Anjou. C'est en vain que dans la dite province le propriétaire cultive sur les extrémités de son champ les arbres qu'il a plantés et qu'il en perçoit les fruits, cette jouissance non contestée n'assure pas encore la propriété. Le seigneur se croit en droit de s'en emparer, sur le fondement qu'ils sont sur les chemins situés dans sa justice. Déjà le conseil du Roi a été frappé de ces réclamations. Les commissions intermédiaires des administrations provinciales d'Anjou et de Poitou, touchées de l'injustice de ces demandes des seigneurs, sont intervenues pour les faire rejeter. Les Députés seront donc chargés de présenter le vœu du Poitou à cet égard et d'employer tous

leurs efforts pour faire anéantir des prétentions que l'exemple de l'Anjou a déjà fait naître dans la province, quoique ce procédé soit si évidemment contraire à l'agriculture, à la propriété et à la tranquillité publique.

Commissaires à terriers.

Ils demanderont aussi que les lettres-patentes du 20 août 1786, concernant les droits des commissaires à terriers soient révoquées, et que les anciens règlements à cet égard soient renouvelés, afin de diminuer et réduire à un taux modéré des droits qui sont devenus excessifs et ruineux.

Iles exemptées de l'impôt.

Les îles de Noirmoutiers et de la Cronnière, son annexe, et celle de Bouin qui font partie de la province de Poitou, ne paient aucun impôt, mais elles rachètent cette exemption par des travaux immenses souvent impuissants contre l'impétuosité des mers.

L'île Dieu n'est non plus comprise au rôle des impositions. La dépense pour la conservation de ses digues n'est pas égale à celle des autres îles, mais le sol est absolument ingrat, les habitants tirent toutes leurs provisions du continent, et n'ont d'autre industrie, d'autres ressources que le service de la marine.

Ces quatre îles ne paraissent donc pas devoir être comprises dans le territoire de la province puisqu'elle ne peuvent être

imposées proportionnellement dans la répartition générale du Poitou sur la propriété foncière. Du reste les habitants de ces îles demandent à n'être plus réputés étrangers, et que, traités comme sujets de l'Etat, ils soient assimilés au régime général de la province.

Telles sont les doléances, plaintes et remontrances de l'ordre du tiers-état de la province de Poitou. Plein de confiance dans la bonté de son auguste souverain, le tiers-état du Poitou espère qu'il adoucira ses maux : sa parole sacrée lui en est un sûr garant. Le tiers-état du Poitou charge aussi ses Députés d'offrir à Leurs Majestés l'hommage de son inviolable fidélité, de son amour, de son respect et de sa reconnaissance.

Fait et arrêté en l'assemblée générale de l'ordre du tiers-état de Poitou, en la salle du collège de la ville de Poitiers, le vingt-deux mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, avant midi.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° I

*Lettre du Roi pour la convocation des Etats généraux à Versailles,
le 27 avril 1789.*

De par le Roi,

Notre aimé et féal, nous avons besoin du concours de nos fidèles sujets pour nous aider à surmonter toutes les difficultés où nous nous trouvons, relativement à l'état de nos finances, et pour établir, suivant nos vœux, un ordre constant et invariable dans toutes les parties du Gouvernement qui intéressent le bonheur de nos sujets et la prospérité de notre Royaume. Ces grands motifs nous ont déterminé à convoquer l'assemblée des Etats de toutes les provinces de notre obéissance, tant pour nous conseiller et nous assister dans toutes les choses qui seront mises sous ses yeux, que pour nous faire connaître les souhaits et les doléances de nos peuples ; de manière que, par une mutuelle confiance et par un amour réciproque entre le souverain et ses sujets, il soit apporté le plus promptement possible un remède efficace aux maux de l'Etat, et que les abus de tout genre soient réformés et

prévenus par de bons et solides moyens qui assurent la félicité publique, et qui nous rendent à nous particulièrement le calme et la tranquillité dont nous sommes privés depuis si longtemps.

A ces causes, nous vous avertissons et signifions que notre volonté est de commencer à tenir les Etats libres et généraux de notre Royaume au lundi 27 avril prochain, en notre ville de Versailles, où nous entendons et désirons que se trouvent aucuns des plus notables personnages de chaque province, bailliage et sénéchaussée. Et, pour cet effet, vous mandons et très expressément enjoignons qu'incontinent la présente reçue, vous ayez à convoquer et assembler en notre ville de dans le plus bref temps que faire se pourra, tous ceux des trois Etats du bailliage (ou sénéchaussée) d pour conférer et pour communiquer ensemble, tant des remontrances, plaintes et doléances que des moyens et avis qu'ils auront à proposer en l'assemblée générale de nos dits Etats, et ce fait, élire, choisir et nommer

sans plus de chaque ordre tous personnages dignes de cette grande marque de confiance, par leur intégrité et par le bon esprit dont ils seront animés : lesquelles convocations et élections seront faites dans les formes prescrites pour tout le Royaume, par le règlement annexé aux présentes lettres ; et seront les dits Députés munis d'instructions et pouvoirs généraux et suffisants pour proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'Etat, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'Administration, la

prospérité générale de notre Royaume et le bien de tous et de chacun de nos sujets ; les assurant que de notre part ils trouveront toute bonne volonté et affection pour maintenir et faire exécuter tout ce qui aura été concerté entre nous et les dits Etats, soit relativement aux impôts qu'ils auront consentis, soit pour l'établissement d'une règle constante dans toutes les parties de l'administration et de l'ordre public ; leur promettant de demander et d'écouter favorablement leurs avis sur tout ce qui peut intéresser le bien de nos peuples et de pourvoir sur les doléances et propositions qu'ils auront faites, de telle manière que notre Royaume et tous nos sujets en particulier ressentent pour toujours les effets salutaires qu'ils doivent se promettre d'une telle et si notable assemblée.

Donné à Versailles, le vingt-quatre janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Signé : LOUIS ; et plus bas, Laurent de VILLEDEUIL.

Règlement fait par le Roi pour l'exécution des lettres de Convocation, le 24 janvier 1789.

Le Roi, en adressant aux diverses provinces soumises à son obéissance, des lettres de convocation pour les Etats généraux a voulu que ses sujets fussent tous appelés à concourir aux élections des Députés qui doivent former cette grande et solennelle assemblée ; Sa Majesté a désiré que des extrémités de son royaume et des habitations les moins connues, chacun fût assuré de faire parvenir jusqu'à elle ses vœux et ses réclamations ; Sa Majesté ne peut souvent atteindre que par son amour à cette partie de ses peuples, que l'étendue de son royaume et l'appareil du trône semblent éloigner d'elle, et qui hors de la partie de ses regards, se fie néanmoins à la protection de sa justice et aux soins prévoyants de sa bonté. Sa Majesté a donc reconnu avec une véritable satisfaction, qu'au moyen des assemblées graduelles ordonnées dans toute la France pour la représentation du tiers-état, elle aurait ainsi une sorte de communication avec tous les habitants de son royaume, et qu'elle se rapprocherait de leurs besoins et de leurs vœux d'une manière plus sûre et plus immédiate.

(Nous laissons de côté deux paragraphes qui ont trait au clergé et à la noblesse.)

Le roi, en réglant l'ordre des convocations et la forme des assemblées, a voulu suivre les anciens usages autant qu'il était possible. Sa Majesté, guidée par ce principe, a conservé

à tous les bailliages qui avaient député directement aux Etats généraux en 1614, un privilège consacré par le temps, pourvu du moins qu'ils n'eussent pas perdu les caractères auxquels cette distinction avait été accordée ; et Sa Majesté, afin d'établir une règle uniforme, a étendu la même prérogative au petit nombre de bailliages qui ont acquis des titres parcellés depuis l'époque des derniers Etats généraux.

Il est résulté de cette disposition, que de petits bailliages auront un nombre de Députés supérieur à celui qui leur aurait appartenu dans une division exactement proportionnée à leur population ; mais Sa Majesté a diminué l'inconvénient de cette inégalité, en assurant aux autres bailliages une députation relative à leur population et à leur importance ; et ces nouvelles combinaisons n'auront d'autre conséquence que d'augmenter un peu le nombre général des Députés. Cependant, le respect pour les anciens usages, et la nécessité de les concilier avec les circonstances présentes, sans blesser les principes de la justice, ont rendu l'ensemble de l'organisation des prochains Etats généraux, et toutes les dispositions préalables très difficiles, et souvent imparfaites. Cet inconvénient n'eût pas existé, si l'on eût suivi une marche entièrement libre, et tracée seulement par la raison et par l'équité ; mais Sa Majesté a cru mieux répondre aux vœux de ses peuples, en réservant à l'assemblée des Etats généraux le soin de remédier aux inégalités qu'on a pu éviter, et de préparer pour l'avenir un système plus parfait.

Sa Majesté a pris toutes les précautions que son esprit de sagesse lui a inspirées, afin de prévenir les difficultés et de

fixer toutes les incertitudes ; elle attend des différents officiers chargés de l'exécution de ses volontés, qu'ils veilleront assiduellement au maintien si désirable de l'ordre et de l'harmonie ; elle attend surtout que la voix de la conscience sera seule écoutée dans le choix de Députés aux Etats généraux. Sa Majesté exhorte les électeurs à se rappeler que les hommes d'un esprit sage méritent la préférence, et que par un heureux accord de la morale et de la politique, il est rare que dans les affaires publiques et nationales, les plus honnêtes gens ne soient aussi les plus habiles. Sa Majesté est persuadée que la confiance due à une assemblée représentative de la nation entière empêchera qu'on ne donne aux Députés aucune instruction propre à arrêter ou à troubler le cours des délibérations. Elle espère que tous ses sujets auront sans cesse devant les yeux, et comme présent à leur sentiment, le bien inappréciable que les Etats généraux peuvent opérer, et qu'une si haute considération les détournera de se livrer prématurément à un esprit de défiance qui rend si facilement injuste, et qui empêcherait de faire servir à la gloire et à la prospérité de l'Etat la plus grande de toutes les forces, l'union des intérêts et des volontés. Enfin, sa Majesté, selon l'usage observé par les Rois, ses prédécesseurs, s'est déterminée à rassembler autour de sa demeure les Etats généraux du royaume, non pour gêner en aucune manière la liberté de leurs délibérations, mais pour leur conserver le caractère le plus cher à son cœur, celui de conseil et d'ami. En conséquence, Sa Majesté a ordonné et ordonne ce qui suit :

(Nous avons cru inutile de reproduire les vingt et un

premiers articles qui règlent la représentation du clergé et de la noblesse, que nous nous réservons de publier plus tard. Nous donnons seulement les dispositions qui concernent l'ordre du tiers se rapportant d'une manière plus particulière à notre publication actuelle.)

XXII. Les baillis et sénéchaux principaux, ou leurs lieutenants, feront, à la réquisition du procureur du Roi, notifier les lettres de convocation, ainsi que le présent règlement, par un huissier royal, aux officiers municipaux des villes, maires, consuls, syndics, préposés, ou autres officiers des paroisses et communautés de campagne, situés dans l'étendue de leur juridiction pour les cas royaux, avec sommation de faire publier les dites lettres et le dit règlement au prône des messes paroissiales, et à l'issue des dites messes, à la porte de l'église, dans une assemblée convoquée en la forme accoutumée.

XXIII. Les copies des lettres de convocation, du présent règlement, ainsi que de la sentence du bailli ou sénéchal, seront imprimées et notifiées sur papier non timbré. Tous les procès-verbaux et autres actes relatifs aux assemblées et aux élections, qu'ils soient ou non dans le cas d'être signifiés, seront pareillement rédigés sur papier libre, le prix de chaque exploit sera fixé à douze sous.

XXIV. Huitaine au plus tard après la notification et publication des lettres de convocation, tous les habitants composant le tiers-état des villes, ainsi que ceux des bourgs, paroisses ou communautés de campagne ayant un rôle séparé d'impositions, seront tenus de s'assembler dans la forme ci-après prescrite, à l'effet de rédiger le cahier de leurs plaintes

et doléances, et de nommer des Députés pour porter le dit cahier au lieu et jour qui leur auront été indiqués par l'acte de notification et sommation qu'ils auront reçu.

XXV. Les paroisses et communautés, les bourgs ainsi que les villes non comprises dans l'état annexé au présent règlement, s'assembleront dans le lieu ordinaire des assemblées, et devant le juge du lieu, ou en son absence, devant tout autre officier public, à laquelle assemblée auront droit d'assister tous les habitans composant le tiers-état nés Français ou naturalisés, âgés de vingt-cinq ans, domiciliés et compris au rôle des impositions, pour concourir à la rédaction des cahiers et à la nomination des Députés.

XXVI. Dans les villes dénommées en l'état annexé au présent règlement, les habitans s'assembleront d'abord par corporations, à l'effet de quoi les officiers municipaux seront tenus de faire avertir, sans ministère d'huissier, les syndics ou autres officiers principaux de chacune desdites corporations pour qu'ils aient à convoquer une assemblée générale de tous les membres de leur corporation. Les corporations d'arts et métiers choisiront un Député à raison de cent individus et au-dessous, présents à l'assemblée ; deux au-dessus de cent ; trois au-dessus de deux cents, et ainsi de suite. Les corporations d'arts libéraux, celles des négocians, armateurs, et généralement tous les autres citoyens, réunis par l'exercice des mêmes fonctions, et formant des assemblées ou des corps autorisés, nommeront deux Députés à raison de cent et au-dessous ; quatre au-dessus de cent ; six au-dessus de deux cents, et ainsi de suite.

En cas de difficulté sur l'exécution du présent article, les officiers municipaux en décideront provisoirement, et leur décision sera exécutée, nonobstant opposition ou appel.

XXVII. Les habitants composant le tiers-état des dites villes, qui ne se trouveront compris dans aucuns corps, communautés ou corporations, s'assembleront à l'hôtel de ville au jour qui sera indiqué par les officiers municipaux, et il sera élu des Députés dans la proportion de deux Députés pour cent individus et au-dessous, présents à la dite assemblée; quatre au-dessus de cent, six au-dessus de deux cents, et toujours en augmentant ainsi dans la même proportion.

XXVIII. Les Députés choisis dans ces différentes assemblées particulières formeront à l'hôtel de ville, et sous la présidence des officiers municipaux, l'assemblée du tiers-état de la ville, dans laquelle assemblée ils rédigeront le cahier des plaintes et doléances de la dite ville et nommeront des Députés pour le porter aux lieu et jour qui leur auront été indiqués.

XXIX. Nulle autre ville que celle de Paris n'enverra de Députés particuliers aux Etats généraux, les grandes villes devant en être dédommagées, soit par le plus grand nombre de Députés accordés à leur bailliage ou sénéchaussée, à raison de la population des dites villes, soit par l'influence qu'elles seront dans le cas d'avoir sur le choix de ces Députés.

XXX. Ceux des officiers municipaux qui ne seront pas du tiers-état, n'auront dans l'assemblée qu'ils présideront aucune voix, soit pour la rédaction des cahiers, soit pour l'élection des Députés; ils pourront néanmoins être élus; et il en sera usé de même à l'égard des juges des lieux, ou autres officiers

publics qui présideront les assemblées des paroisses ou communautés dans lesquelles ils ne seront pas domiciliés.

XXXI. Le nombre des Députés qui seront choisis par les paroisses et communautés de campagne, pour porter leurs cahiers, sera de deux, à raison de deux cents feux et au-dessous ; de trois au-dessus de deux cents feux ; de quatre au-dessus de trois cents feux, et ainsi de suite. Les villes enverront le nombre des Députés fixé par l'état général annexé au présent règlement ; et à l'égard de toutes celles qui ne s'y trouvent pas comprises le nombre de leurs Députés sera fixé à quatre.

XXXII. Les actes que le procureur du Roi fera notifier aux officiers municipaux des villes et aux syndics, fabriciens ou autres officiers des bourgs, paroisses ou communautés des campagnes, contiendront sommation de se conformer aux dispositions du règlement et de l'ordonnance du bailli ou sénéchal, soit pour la forme de leurs assemblées, soit pour le nombre de Députés que lesdites villes et communautés auront à envoyer, suivant l'état annexé au présent règlement, ou d'après ce qui est porté par l'article précédent.

XXXIII. Dans les bailliages principaux ou sénéchaussées principales, auxquels doivent être envoyés des Députés du tiers-état des bailliages ou sénéchaussées secondaires, les baillis ou sénéchaux, ou leurs lieutenants en leur absence, seront tenus de convoquer, avant le jour indiqué pour l'assemblée générale, une assemblée préliminaire des Députés du tiers-état des villes, bourgs, paroisses ou communautés de leur ressort à l'effet par les dits Députés d'y réduire leurs

cahiers en un seul, et de nommer le quart d'entre eux pour porter le dit cahier à l'assemblée générale des trois Etats des bailliages ou sénéchaussées, et pour concourir avec les Députés des autres bailliages secondaires, tant à la réduction en un seul de tous les cahiers des dits bailliages ou sénéchaussées, qu'à l'élection du nombre de Députés aux Etats généraux, fixé par la lettre du Roi.

La réduction au quart ci-dessus ordonnée dans les dits bailliages principaux et secondaires ne s'opérera pas d'après le nombre des Députés présents, mais d'après le nombre de ceux qui auraient dû se rendre à la dite assemblée, afin que l'influence que chaque bailliage doit avoir sur la rédaction des cahiers, et l'élection des Députés aux Etats généraux à raison de la population, et du nombre des communautés qui en dépendent, ne soit pas diminué par l'absence de ceux des Députés qui ne seraient pas rendus à l'assemblée.

XXXIV. La réduction au quart des Députés des villes et communautés pour l'élection des Députés aux Etats généraux, ordonnée par Sa Majesté dans les bailliages principaux auxquels doivent se réunir les Députés d'autres bailliages secondaires, ayant été déterminée par la réunion de deux motifs : l'un, de prévenir des assemblées trop nombreuses dans ces bailliages principaux ; l'autre, de diminuer les peines et les frais de voyages plus longs et plus multipliés d'un grand nombre de Députés ; et ce dernier motif n'existant pas dans les bailliages principaux qui n'ont pas de bailliages secondaires, l'élection des Députés du tiers-état aux Etats généraux sera faite immédiatement après la réunion des cahiers de toutes

les villes et communautés en un seul, par tous les Députés des dites villes et communautés qui s'y seront rendus, à moins que le nombre des dits Députés n'excédât celui de deux cents, auquel cas seulement les dits Députés seront tenus de se réduire au dit nombre de deux cents pour l'élection des Députés aux Etats généraux.

XXXV. Les baillis et sénéchaux principaux auxquels Sa Majesté aura adressé ses lettres de convocation, ou leurs lieutenants, en feront remettre des copies collationnées, ainsi que du règlement y annexé, aux lieutenants des bailliages et sénéchaussées secondaires compris dans l'arrondissement fixé par l'état annexé au présent règlement, pour être procédé par les lieutenants des dits bailliages et sénéchaussées secondaires, tant à l'enregistrement et à la publication des dites lettres de convocation et du dit règlement qu'à la convocation des membres du clergé, de la noblesse, par-devant le bailli ou sénéchal principal, ou son lieutenant, et au tiers-état, par-devant eux.

XLIII. Chaque ordre rédigera ses cahiers, et nommera ses Députés séparément, à moins qu'ils ne préfèrent d'y procéder en commun, auquel cas le consentement des trois ordres pris séparément sera nécessaire.

XLIV. Pour procéder à la rédaction des cahiers, il sera nommé des commissaires qui y vacqueront sans interruption et sans délai ; et aussitôt que leur travail sera fini, les cahiers de chaque ordre seront définitivement arrêtés dans l'assemblée de l'ordre.

XLV. Les cahiers seront dressés et rédigés avec le plus

de précision et de clarté qu'il sera possible ; et les pouvoirs dont les députés seront munis devront être généraux et suffisants pour proposer, remontrer, aviser et consentir, ainsi qu'il est porté aux lettres de convocation.

XLVI. Les élections des Députés qui seront successivement choisis pour former les assemblées graduclles ordonnées par le présent règlement, seront faites à haute voix ; les Députés aux Etats généraux seront les seuls élus par la voix du scrutin.

XLVII. Pour parvenir à cette dernière élection, il sera d'abord fait choix au scrutin, de trois membres de l'assemblée qui seront chargés d'ouvrir les billets, d'en vérifier le nombre, de compter les voix, et de déclarer le choix de l'assemblée.

Les billets de ce premier scrutin seront déposés par tous les Députés successivement dans un vase placé sur une table, au devant du secrétaire de l'assemblée, et la vérification en sera faite par le dit secrétaire assisté des trois plus anciens d'âge.

Les trois membres de l'assemblée qui auront eu le plus de voix seront les trois scrutateurs.

Les scrutateurs prendront place devant le bureau, au milieu de la salle de l'assemblée, et ils déposeront d'abord dans le vase à ce préparé, leur billet d'élection : après quoi tous les électeurs viendront pareillement, l'un après l'autre, déposer ostensiblement leurs billets dans ledit vase.

Les électeurs ayant repris leurs places, les scrutateurs procéderont d'abord au compte et recensement des billets ; et si le nombre s'en trouvait supérieur à celui des suffrages

existants dans l'assemblée, en comptant ceux qui résultent des procurations, il serait, sur la déclaration des scrutateurs, procédé à l'instant à un nouveau scrutin, et les billets du premier scrutin seraient incontinent brûlés.

Si le même billet portait plusieurs noms, il serait rejeté, sans recommencer le scrutin; il en serait usé de même dans le cas où il se trouverait un ou plusieurs billets qui fussent en blanc. Le nombre des billets étant ainsi constaté, ils seront ouverts, et les voix seront vérifiées par les dits scrutateurs, à voix basse.

La pluralité sera censée acquise par une seule voix au-dessus de la moitié des suffrages de l'assemblée.

Tous ceux qui auront obtenu cette pluralité seront déclarés élus.

Au défaut de la dite pluralité, on ira une seconde fois au scrutin, dans la forme qui vient d'être prescrite, et si le choix de l'assemblée n'est pas encore déterminé par la pluralité, les scrutateurs déclareront les deux sujets qui auront réuni le plus de voix, et ce seront ceux-là seuls qui pourront concourir à l'élection qui sera déterminée par le troisième tour de scrutin, en sorte qu'il ne sera dans aucun cas nécessaire de recourir plus de trois fois au scrutin.

En cas d'égalité parfaite de suffrages entre les concurrents dans le troisième tour de scrutin, le plus ancien d'âge sera élu.

Tous les billets, ainsi que les notes des scrutateurs, seront soigneusement brûlés après chaque tour de scrutin.

Il sera procédé au scrutin autant de fois qu'il y aura de Députés à nommer.

XLVIII. Dans le cas où la même personne aurait été nommée Député aux Etats généraux par plus d'un bailliage dans l'ordre du clergé, de la noblesse ou du tiers-état, elle sera obligée d'opter. S'il arrive que le choix du bailliage tombe sur une personne absente, il sera sur-le-champ procédé dans la même forme à l'élection d'un suppléant pour remplacer le dit Député absent, si, à raison de l'option ou de quelque autre empêchement, il ne pouvait point accepter la députation.

XLIX. Toutes les élections graduelles des Députés, y compris celles des Députés aux Etats généraux, ainsi que la remise qui leur sera faite, tant des cahiers particuliers que du cahier général, seront constatées par des procès-verbaux qui contiendront leurs pouvoirs.

L. Mande et ordonne Sa Majesté à tous les baillis et sénéchaux et à l'officier principal de chacun des bailliages et sénéchaussées compris dans l'état annexé au présent règlement, de procéder à toutes les opérations et à tous les actes prescrits pour parvenir à la nomination des Députés, tant aux assemblées particulières qu'aux Etats généraux, selon l'ordre des dits bailliages et sénéchaussées, tel qu'il se trouve fixé par le dit état, sans que des dits actes et opération, ni en général d'aucune des dispositions faites par Sa Majesté à l'occasion de la convocation des Etats généraux, ni d'aucune des expressions employées dans le présent règlement ou dans les sentences et ordonnances des baillis et sénéchaux principaux qui auront fait passer les lettres de convocation aux officiers des bailliages ou sénéchaussées secondaires, il puisse être induit ni résulter en aucun autre cas aucun changement ou novation dans

l'ordre accoutumé de supériorité, infériorité ou égalité des dits bailliages.

LI. Sa Majesté voulant prévenir tout ce qui pourrait arrêter ou retarder le cours des opérations prescrites pour la convocation des Etats généraux, ordonne que toutes les sentences, ordonnances et décisions qui interviendront sur les citations, les assemblées, les élections, et généralement sur toutes les opérations qui y seront relatives, seront exécutées par provisions, nonobstant toutes appellations et oppositions en forme judiciaire, que Sa Majesté a interdites, sauf aux parties intéressées à se pourvoir par devers Elle, par voie de représentation et par simples mémoires.

Fait et arrêté par le Roi, étant en son conseil, tenu à Versailles le vingt-quatre janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Signé : LOUIS ; et plus bas, Laurent de VILLEDEUIL.

EXTRAIT de l'état, par ordre alphabétique, des bailliages royaux et des sénéchaussées royales des pays d'élection qui députeront directement ou indirectement aux Etats généraux, avec le nombre de leurs députations, chaque députation composée d'un Délégué du clergé, d'un de la noblesse, et de deux du tiers-état.

Bailliages qui députeront comme en 1614		Bailliages qui ont acquis la députation directe depuis 1614	Nombre des députations
Directement	Indirectement		
Bailliage de Poitou Poitiers	Civray et St-Maixent Fontenay-le-Comte Lusignan Montmorillon Niort Vouvant, séant à la Châtaigneraie		7

N° III.

Notification faite aux maires, échevins, syndics, fabriciens, consuls, préposés et autres, représentant les villes, bourgs, paroisses et communautés.

L'an dix-sept cent quatre-vingt-neuf, le vingt-trois février, à la requête de M. le Procureur du Roi en la sénéchaussée de Poitou, pour lequel domicile est élu au greffe de la dite sénéchaussée, j'ai,

N. huissier royal de l'élection de.... soussigné, certifié et laissé copie à MM. les officiers municipaux de....

1° Des lettres du Roi.

2° Du règlement y joint.

3° De l'ordonnance de M. le lieutenant général en la sénéchaussée de Poitou, rendue en conséquence, le tout imprimé sur papier libre, collationné et certifié véritable à ce qu'ils n'en ignorent et aient à s'y conformer, en faisant par les dits sus nommés, publier dimanche prochain au prône de la messe de paroisse, par le curé ou vicaire d'icelle, les dites lettres du Roi, le dit règlement et la dite ordonnance, en les faisant également lire, publier et afficher à l'issue de la messe de paroisse, au-devant de la porte principale de l'église, et en convoquant au son de la cloche en la manière accoutumée l'assemblée des habitants, pour par les dits habitants et communautés tenir leur assemblée, dresser leurs cahiers de doléances, plaintes et remontrances, et nommer leurs Députés dans le nombre et la manière présente : savoir dans les bourgs,

villages et communautés deux Députés par deux cents feux et au-dessous.

A l'effet de quoi je leur ai, au dit domicile, en parlant comme dessus, laissé la sus dite copie imprimée à la suite de laquelle est copie de mon présent exploit, les dits jour et an ; et il m'a été payé pour la présente signification, douze sous.

Signé : N.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES

Abbadv (l'), 60, 74.	André, 8, 68, 70, 71, 73,
Abbé (l'), 48.	André du Temple, 16.
Abramet, 30.	Angénioux, 32.
Admirault (l'), 64.	Angevin du Coudray, 75.
Agier, 81, 86, 88.	Angibaud, 75, 87.
Airault, 23.	Antigny, 42.
Airaut, 32.	Appareille, 41.
Airiault, 50, 73.	Ardillaud, 20.
Albert, 22, 88.	Arnaud, 47.
Allaire, 28, 30.	Arnaud de la Cronnelière, 89.
Allard, 15, 16, 45, 55, 75, 88.	Arnauldct, 89.
Allard de la Resnière, 33.	Arrivé, 19.
Alléaume, 44.	Aubert, 51, 88.
Allin, 37, 75.	Aubigaud, 31.
Allonneau, 16, 45, 70, 71, 74, 75.	Aubin, 32.
Amélineau, 54.	Aubourg, 17.
Amiault, 34.	Aubugneau, 13.
Amillet, 21, 70, 71, 73.	Auclercq, 59, 74.
Amioux, 38.	Audinet, 44.
Andrault, 10, 27, 86, 88.	Auger, 66, 88, 89.
Andrault de la Brutière, 20.	Auzanneau, 39.
	Averti, 34.

- Babault, 9, 20, 71, 72, 74.
 Babin, 13.
 Babu, 34.
 Bacle (le), 47.
 Badet, 28.
 Badry, 57.
 Bailly, 66.
 Balin, 59.
 Balliot, 88.
 Barbarit, 51.
 Barbault, 53, 70.
 Barbault de la Mothe, 7, 8, 69, 71.
 Barbier, 8, 9, 72, 73, 78, 79.
 Bariet, 89.
 Baron, 21, 32.
 Baroux, 62.
 Barreau, 57.
 Barroux, 23.
 Bart, 24.
 Basset, 14.
 Bastard, 39, 72.
 Basty, 28.
 Basty de la Foi, 17, 75.
 Baudet, 10.
 Baudry, 17, 23, 39, 75, 87, 88.
 Beaudry, 29, 36, 48, 61, 72, 74, 75, 76, 87.
 Beaumont, 63.
 Bécellier, 61.
 Belliveau, 66.
 Bellot, 17, 39, 64, 70, 71, 74, 87.
 Benestau, 48, 73, 75.
 Bénesteau (de), 51.
 Benétan, 25.
 Benoist, 14, 16, 60, 74, 89.
 Béra, 18.
 Béraud, 31, 48, 52.
 Berger, 19, 40, 64.
 Bernard, 23, 27, 56, 58, 72, 75, 87.
 Bernardin, 63.
 Berthelot, 21, 56, 74.
 Berthelot du Colombier, 75.
 Bertelot, 16.
 Berton, 28.
 Bertonneau, 8, 73.
 Bertrand, 18, 75, 88.
 Bertrand de la Bretonnière, 33, 47.
 Bertrant, 49.
 Bésagü, 21, 76.
 Bessé (de), 89.
 Besson, 15.
 Biaille de Germond, 82, 86, 88.
 Biaille de la Joubert, 89.
 Bicoulleaud, 88.
 Bideau, 26.

- Bien (de), 37, 42.
 Bienvenu, 44, 75.
 Bijeu, 7, 8.
 Bignonnet, 34.
 Bileau, 26.
 Billard, 66.
 Billerot, 27.
 Billy, 27.
 Biraud de la Maison-Neuve, 33, 75.
 Biré, 37, 76, 88.
 Birotheau des Burondières, 27, 53, 68, 69, 71, 73, 81, 86, 87.
 Blanchard, 30, 35.
 Blanchet, 88.
 Blondet-Duplessat, 39.
 Bobin, 9, 25, 64.
 Bodet, 41.
 Bodet de la Croix, 60, 76, 88.
 Boidin, 88.
 Boilève, 29.
 Boiscourbeau, 89.
 Boismier, 8, 73.
 Boisot, 21, 70, 74, 87.
 Boissard, 16.
 Boisseau, 12.
 Boisselier, 59.
 Boissiaud, 29.
 Boisson, 26, 30, 75.
 Boiteau de Grand-Champ, 46, 73.
 Boitereau, 43.
 Boiteux (le), 62.
 Bompierre, 8.
 Bonneau, 39, 72, 88.
 Bonnet, 12, 39, 54, 70, 74, 76.
 Bonnin, 48.
 Bordage, 28.
 Borde, 38, 88.
 Borderon, 47.
 Bordier, 88.
 Bossu, 20, 75.
 Bouchet, 12, 31, 37, 75.
 Boudeault, 40.
 Boudinière (de la), 21.
 Bouel, 88.
 Bougarel, 23.
 Bougin du Colombier, 87.
 Boulanger, 39, 70, 71, 75, 87.
 Boulle (la), 75.
 Bouquet de la Chadelière, 19, 74, 87.
 Bouquet du Colombier, 73.
 Bourbault, 64.
 Bourcy, 22, 70, 71, 73.
 Bourdain, 60.
 Bourdeau (de), 63, 73, 87.
 Bourdin, 28, 73, 87.
 Bourgnon, 64, 74.

- | | |
|---------------------------------|-------------------------------|
| Boureau, 17. | Brochet, 44. |
| Bouron, 77, 78, 79, 80, 82, 84, | Brodu, 48, |
| 86, 88. | Brossard des Touches, 16, 88, |
| Bouteau, 46. | Brouillard, 21. |
| Bouteiller de Saint-André, 41 | Brousseau, 18. |
| 68, 70, 71, 73. | Brumaud, 88. |
| Boutet-Durivault, 19. | Brunet, 20, 29, 55, 60, 75. |
| Bouteville, 89. | Brunetière, 89. |
| Bouthe de la Vigerie, 89, | Brusseau, 76. |
| Boyard, 89, | Bujault, 29. |
| Brasseau, 50, | Bureau, 51, 61. |
| Braudault, 12. | Burgaud, 52. |
| Brault, 7, 8, 50, 72. | Burgault de la Ville, 37. |
| Bréard, 88. | |
| Bréchensilh, 88 | Cabanne, 37. |
| Brémault, 11, 88. | Caillaud, 34, 36, 56, 57, 68, |
| Breton des Grapilières (le), | 69, 71, 73, 75, 87. |
| 43, 74, 75, 88. | Caillé, 40, 61, 74, 89. |
| Bretonneau, 9, 87. | Calmeil, 64. |
| Brevet de la Vigneray, 19. | Canonier, 26. |
| Briaud, 24, 25, 31, 70, 71, 73, | Carré 38, 52, 75. |
| 77, 78, 83, 86, 88. | Cartier, 19. |
| Briau-Pastau, 73. | Cassegrain, 11. |
| Bridieu (de), 62, 68. | Cautet, 59. |
| Brillaud, 34. | Chabosseau, 26, 74. |
| Brionne, 10, 74, 88. | Chabot, 57. |
| Briquet, 11. | Chaillou de Billasson, 10 , |
| Brisson, 59, 90. | 72, 87. |
| Brissonnet, 15, 32, 59, 74. | Chailloux, 41. |
| Bristeau, 58. | Challe, 54. |

- Chalon, 9, 75.
 Chambellau, 46.
 Chambourdon, 26.
 Chamot, 17.
 Champagnon, 25.
 Chantreau, 89.
 Chappot, 89.
 Charbonneau, 40.
 Chardon, 15, 62, 73.
 Charetier, 52.
 Charetier du Breuil, 17.
 Charier, 16, 73.
 Charpentier, 11.
 Charrier, 41.
 Charrier de Fontgrive, 10.
 Charrière, 38.
 Charron, 17.
 Chartier, 59.
 Chateigner, 40, 76, 88.
 Chatillon, 88.
 Chaumont, 19.
 Chauveau, 61.
 Chauveaux, 60.
 Chauvillon, 44, 75.
 Chauvin, 38, 72.
 Chazaud des Granges, 89.
 Chemeau, 23.
 Chenagon, 23, 75, 88.
 Cheneaux, 36.
 Chenier, 41, 74.
 Chesnier, 26.
 Chétève, 43.
 Chevalier, 23, 55.
 Chevallereau, 62, 88.
 Chevallier, 21, 73, 74, 87.
 Chevreau, 57.
 Chiron, 18, 32, 38, 74.
 Chocquin, 7, 8, 68, 69, 71,
 72, 76, 88.
 Chullin du Garefin, 41.
 Chuvelin, 51.
 Clémenceau, 42.
 Clémenceau de la Morinière,
 52, 75, 87.
 Clerc (le), 63.
 Clerc, 39.
 Clerter, 38.
 Clochard, 38.
 Cochon de l'Apparent, 85
 86, 89.
 Coizeau, 87.
 Colle de Puigelier, 19.
 Collinet, 89.
 Combaud, 52.
 Comte (le), 28, 72.
 Comte, 53.
 Connasson, 89.
 Corbin, 88.
 Corderoy, 46, 70, 71, 73.
 Cormault, 40, 72.

- Cormier, 45, 59, 73, 76.
 Cornuau, 60, 72, 87.
 Cotemeau, 48.
 Cotereau, 26.
 Cotillon, 44, 52.
 Couignon, 53.
 Coullon, 20.
 Courbe, 8.
 Courcelle (la), 39.
 Coursin, 63.
 Coursy, 23.
 Courtaud, 45.
 Courtin, 41, 75.
 Coussineau, 20.
 Coustaud, 34.
 Coutault, 20.
 Couture (de la), 89.
 Craipain, 89.
 Crépau, 17.
 Crespeau de Longeville, 8, 72, 87.
 Cruvellier, 89.
 Dabbaye, 79, 80, 81, 82, 84, 86.
 Dabin, 64.
 Damellon, 54.
 Dangier, 88.
 Daniau, 44, 88.
 Daniaud, 58, 74, 75, 87.
 Daniaut, 17.
 Dardel de la Martinière, 29.
 Dardillac, 88.
 David, 12, 44, 57, 89, 90.
 David de la Martinière, 19.
 Debais, 50.
 Déger, 46.
 Deguile, 22.
 Delande, 61.
 Demond, 32.
 Dénécheau, 90.
 Deniaux, 33.
 Denis, 59.
 Derouitteau, 52.
 Desavire, 89.
 Deschamps, 16, 46, 70, 71, 74.
 Descombes, 43.
 Deshargues, 36.
 Desmarot, 88.
 Desodet, 87.
 Desprey, 89.
 Devaux, 54.
 Dézanneau, 38, 60, 72, 87.
 Didier, 74, 87.
 Digue, 47.
 Diner, 87.
 Dixneuf, 24.
 Doré, 9, 23, 68, 69, 71, 72, 74, 87.

- Doriat, 47. Esgonnière de la Corbedo-
 Doridant, 39. nière, 16.
 Dorion, 37. Esgonnière du Thibœuf, 15,
 Dorvault, 27. 75, 87.
 Dosset du Breuil, 37. Esquot-Grand-Maison, 25,
 Douespe (de la), 42, 70, 71, 27, 72, 75, 87, 88.
 74, 87. Estochon de la Chandelerie,
 Dousset, 13, 38, 59, 61, 74, 87. 63.
 Drahonnet, 89. Etinaud, 61.
 Dreillard, 37. Euves, 31.
 Drouineau, 41.
 Druet, 23. Fardin, 33, 34.
 Drut, 63. Faulcon, 85, 86.
 Dubois, 44, 88. Faure, 8, 70, 71, 76.
 Dubrac de Levallo, 89. Favraud, 51.
 Dubray, 89. Favre, 19.
 Dumas, 63, 73. Faye (de), 54.
 Dumas de Champvallier, 16, Fayeure de la Morinière, 89.
 68, 70, 71, 73, 87. Fayoux, 62.
 Duplessis, 13, 17. Ferron, 16, 70, 71, 74, 87.
 Duplessis de Paumard, 52, Febvre (le), 43, 55, 75, 88.
 69, 71, 72, 73, 74, 87. Filleau (Henry), 2.
 Dupont, 13. Filleau (de Niort), 81, 86, 88.
 Dupuy, 32, 45, 75. Fillon, 28.
 Dupuy de Chantevillo, 63. Fontaine de la Challerie, 43,
 Duroussy, 89. 57, 72, 74, 87.
 Dutrou de Bornier, 80, 86, 89. Fontaines (de), 89.
 Fontanneau, 34, 73.
 Echelle (l'), 42, 73. Fontanneau des Essarts, 37,
 Engevin du Coudret, 34, 88. 73.

- Fonteneau, 37, 61.
 Forel, 32.
 Forestier, 31, 73, 87, 88.
 Fort, 45.
 Fortier, 87.
 Fossial de Vhates, 89.
 Fouassou, 12.
 Foucher, 21, 51, 72.
 Fougeroux, 63.
 Foullonneau, 21.
 Fournet, 38.
 Fournier, 78, 79, 88.
 Fournieure, 89.
 Fradin, 25, 49.
 Fradin des Delinières, 40, 74.
 Franchard, 31.
 Franchinau, 11, 72, 87.
 François, 42.
 Frère d'Argentine, 88.
 Frogier, 41.
 Frouin, 32, 60.
 Frouin de la Gaudinière, 61, 68, 69.
 Fruchard, 56, 73, 87.
 Furgier, 23.
 Fuscau, 16, 71, 87.
 Fuzellier, 53.
 Fuzibay, 77, 78, 87.
 Gabaret, 89.
 Gabignon, 23.
 Gaboriau des Hublins, 55.
 Gaborit, 29, 51, 56.
 Gaillard, 62, 87, 88.
 Galletier, 43, 88.
 Galli, 11.
 Gallipaud, 75.
 Gallot, 40, 83, 86, 87.
 Ganne, 25.
 Gannot, 90.
 Gares, 87.
 Garnaud, 33.
 Garneau, 37.
 Garnier des Marinières, 58, 72, 89.
 Garron, 20.
 Garsault, 40.
 Garsuau, 14, 41, 71.
 Garsuault, 11, 87.
 Gaud, 55.
 Gaudemai, 57, 85.
 Gaudin, 20, 35, 89.
 Gaudriau, 15.
 Gaully, 42.
 Gautier, 10, 36.
 Gautrau, 31, 71.
 Gauvrit, 13.
 Gazeau, 20.
 Gazil, 31, 68.
 Geay, 72.

- Gendre (le), 18.
 Gendreau, 9.
 Gendron, 28, 49, 72.
 Génêteau, 40.
 Georget, 44.
 Germoneau du Charrault, 20, 74.
 Gestraut, 9.
 Gervais, 31, 68, 72.
 Gervouet, 87.
 Giberton, 89.
 Gilbert, 21, 56, 69, 71, 75, 88.
 Gillaizean, 89.
 Girard, 49, 56, 57, 75.
 Girard de Villars, 18.
 Giraud, 45, 72, 73, 87, 89.
 Giraud de Saint-Vincent, 89.
 Gireau, 21, 45.
 Giraudet, 89.
 Giraudin, 31, 50.
 Girault, 12, 24, 42.
 Giret, 21, 60.
 Godet, 50.
 Gonnor, 35.
 Goret, 16.
 Gouin, 89.
 Goulard, 17, 74.
 Goullaud, 89.
 Gouneault, 89.
 Goupi, 13, 74, 87.
 Goupil, 39.
 Goupilleau, 41, 62, 68, 69, 71, 73, 83, 86, 87.
 Goupilleau de Villeneuve, 29, 47, 69, 71, 73.
 Gouraud, 20, 68, 69, 71, 75.
 Gouraud de la Proustière, 20, 73, 87.
 Gournaud, 59.
 Gouy, 13, 76, 88.
 Goyaux, 24.
 Gracien, 41, 70, 71, 73.
 Graffard, 30.
 Granet, 43, 75.
 Graslepoil, 61, 75.
 Gras-Lepoix, 35, 87.
 Gratton, 15, 51, 69, 71, 73, 87, 89.
 Grellier, 43.
 Grevezier, 15.
 Grimaud, 62.
 Grolleau, 28, 54, 72, 74.
 Gros 11.
 Gros de Puisseguy (le), 89.
 Guérin, 41, 43, 57, 60, 74, 88.
 Guérineau, 23, 62, 72, 87.
 Guérinet, 17.
 Gueriteau, 39, 74.
 Guerrin, 12.

Guesdon, 28.	Hargues de la Millière (de),
Guesdon de la Gauvinière,	63, 74, 75, 87, 88, 89.
10.	Hay, 28, 63.
Guesdon de la Poupardière,	Haye, 41.
28, 75, 88.	Henneteaux, 45.
Guestou, 15.	Hérault, 41.
Guiard, 30, 70, 71, 74.	Héritier de Chezelles (l'), 9,
Guichet, 90.	69, 71, 72.
Guignard, 17.	Hervé, 49.
Guilbert, 14.	Hervouet, 54, 74.
Guilgaud, 62.	Héry, 36, 87.
Guillaud, 53.	Hurtaud, 35.
Guillefolleau, 34.	
Guillemain, 39, 72.	Isnesrre, 64.
Guillemeau, 34.	Ingrand, 14, 89.
Guillet, 9, 14, 68, 73.	Irland de Bazoges, 2.
Guillot, 12, 41, 53.	
Guimard, 14, 56, 74.	Jacquemin de Rousel, 19, 74,
Guinot, 58, 75.	90.
Guiteau, 18.	Jadau, 47.
Guilton, 56.	Jahan de la Ronde, 30, 64,
Gusteau du Cluzeau, 51, 87.	70, 71, 74.
Gustou, 75.	Jannet, 56.
Guy, 48, 75.	Jard-Panvilliers, 57, 73, 87.
Guyard de Puymothée, 70, 71.	Jarriette, 89.
Guyet, 24, 49.	Jodet, 41, 51.
Guyonnet, 19.	Joigny, 3, 7.
	Joiron, 42.
Habrioux, 21.	Josuet de la Navarrière, 22.
Hallé, 27.	Jottreau, 22.

- Joubert, 31, 48.
 Joubert de Prénouveau, 37, 76, 88.
 Jouffreau, 65, 87.
 Joulin, 10.
 Jouneau, 60, 68, 69, 71, 72.
 Jourdain, 60, 75.
 Jouteau, 65, 73.
 Joutteau, 46.
 Jouyneau des Loges, 7, 8.
 Jozeau, 76.
 Jozereau, 63.
 Jubien, 24.
 Jullien-Gourde, 88.
 Laborieux, 53.
 Laidet, 11.
 Lairin, 35.
 Lafond, 27.
 Lamarque, 32, 64, 65, 70, 71, 72, 74.
 Lamarque de Fleury, 62, 70, 71, 72, 87.
 Lamirault, 74.
 Lamougiry, 87.
 Lancier, 12, 73, 87.
 Landoil, 89.
 Lang (le), 88.
 Langlade, 24, 75, 88.
 Large (le), 89.
 Laubier (de), 10, 73, 87.
 Laubier, 22.
 Laurence, 7, 8, 72, 83, 86.
 Laurendeau, 7, 8, 33, 69, 71, 72, 76, 77, 78.
 Laurent, 12, 13.
 Leblois, 21, 68, 70, 73.
 Léculeur, 59.
 Lefort, 72.
 Legeay, 40.
 Léger, 21, 61.
 Lemoine, 89.
 Lerpinière (de), 89.
 Lesvéque, 42.
 Lesvin, 8, 72, 87.
 Levéraud, 89.
 Lévesque, 46.
 Lhullier, 63.
 Liège, 49.
 Limousin, 89.
 Linieuil de Neuil, 88.
 Lochon, 27.
 Loiseau de Grand-Maison, 19.
 Loizeau, 48, 73.
 Lombard, 37.
 Lomdé, 59, 73.
 Lommédé, 51.
 Lorant, 89.
 Loriou, 9.
 Loué, 36.

- Loumeau, 18, 73.
 Lourdé, 39.
 Loyau, 15, 75, 88.
 Loyau du Coutau, 90.
 Luminais, 37, 75, 88.

 Machet de la Martinière, 26,
 73, 87.
 Maignen, 55, 74.
 Maignen-Dubreuil, 31.
 Maille, 62, 74.
 Maillet, 46, 70.
 Main, 89.
 Mairé (de), 36, 73, 87.
 Mairon, 51.
 Maltre, 32.
 Majou des Groix, 50, 68, 70,
 71, 74, 87, 88.
 Majou du Beignon, 47.
 Mallet, 19.
 Manteau, 28.
 Maquaire, 17.
 Marchadier, 49.
 Marchand, 10, 31, 89.
 Marchegay, 35, 56, 75, 87.
 Marchegay de la Ludernière,
 19, 74, 87.
 Marchegay de Lousigny, 50,
 87.
 Marchegay des Longeais, 75.
- Marchegay du Portail, 60,
 74, 87.
 Marconnay (de), 18, 71, 87.
 Maréchal, 24.
 Marias, 50.
 Marié, 58.
 Marit, 17.
 Marmin, 61.
 Marot, 21, 74.
 Marsault, 21, 38.
 Martin, 12, 31, 40, 48, 72, 88.
 Martin de la Chancellerie, 88.
 Martin de Reignié, 54, 73, 87.
 Martin du Magny, 21.
 Martineau, 18, 43.
 Massastre de Lassas, 88.
 Massé, 51.
 Masset, 56.
 Massivet, 56.
 Maublanc, 13, 76, 86, 88, 89.
 Maudet, 10.
 Maudin, 56.
 Mauduit, 24, 68, 74.
 Maureton, 74.
 Maurin, 25, 41.
 Maynard, 88.
 Meix, 75.
 Mellereau, 61, 73.
 Ménard de la Mougerie, 25,
 73.

- Ménauteau, 88.**
Mercereau, 58.
Mercier, 58, 74, 89.
Mérigeaud de la Touche, 18,
70, 71, 73.
Merland, 26, 75, 76, 87.
Merlaud, 35, 75.
Merlau, 12, 60.
Merles, 63, 88.
Merlet, 10, 18, 69, 71, 72.
Merlet de la Gaudinière, 33,
69, 71, 72, 87.
Mesleau, 51.
Messe, 42.
Metaier, 27.
Métails, 49, 88.
Méturar, 43.
Meunier, 40.
Micheau, 15, 30, 75.
Michon, 59.
Migeon, 50.
Mignon, 38.
Mignot, 41.
Miguet, 28.
Millet, 41.
Mimault, 12.
Mingot, 59.
Miot, 28.
Moine, 49.
Moinot, 12, 58.
- Moraud, 10.**
Moreau, 39, 41, 46, 55, 59,
71, 89.
Moreau du Chatelet, 88.
Moreau du Retail, 60.
Morin, 8, 22, 30, 31, 32, 36,
37.
Morin de Champerault, 21.
Morisson, 11.
Morlou, 11, 87.
Motet, 7, 8.
Motheau, 40, 58.
Mouchard, 59, 75, 88.
Moujeaux, 11.
Moulins (des), 60.
Mourain du Pasty, 59, 76, 88.
Mourain du Vignaud, 52, 71,
87, 89.
Moussot, 59, 65, 72.
Mouzain, 89.
Moyne (le), 88.
Mussaf, 88.
- Naffrechoux, 23.**
Nallet-Généreux, 11.
Naud, 11.
Naudin, 46.
Nauleau, 42.
Nébout (de), 11, 73, 87.
Néraudeau, 60, 72, 87.

- Nicolas, 58, 89.
 Niort, 43.
 Nivard de Courgé, 89.
 Nivault, 26.
 Niveau de l'Hommeau, 61, 76.
 Noirault, 15, 21.
 Noirault de la Coindrie, 61,
 69, 71, 72.
 Normandin, 11, 72.
 Nourry, 28.

 Official (l'), 81, 86, 89.
 Oiseau (l'), 29.
 Ogeron de Ligron, 57, 72.
 Or (d'), 43.
 Orillard, 13, 17, 75, 76.

 Paillaud, 15.
 Paillou, 69, 71, 75.
 Paineau, 36.
 Paltre, 61.
 Pajot, 12, 34, 52.
 Pajou, 57.
 Pallard, 55.
 Pallardy, 88.
 Palz (du), 89.
 Pametteau, 40.
 Papault, 88.
 Papillon, 63.
 Papin, 48, 52.

 Paquier, 25, 34, 72.
 Parent, 49, 63.
 Pascault, 52.
 Pasquet, 72.
 Pasquier, 45, 58, 75, 88.
 Pautrault, 88.
 Pauvillier, 88.
 Payen, 55.
 Paynot, 15.
 Payrault, 61.
 Péaud, 49.
 Péliesson, 7, 8.
 Pellotier, 9, 51, 76.
 Penin, 35.
 Perdriau, 24.
 Périneau, 52.
 Pérocheau, 20.
 Pérot, 55.
 Pérotteau, 15, 49.
 Perreau, 89.
 Perrein, 35, 74.
 Peruchon, 47.
 Pervinquières, 84, 86, 89.
 Petit, 41, 62, 71.
 Petrau, 56.
 Peusseau, 53.
 Peyraud, 31.
 Philippe, 88.
 Picquet, 3, 30, 67, 71, 77, 78,
 79, 80, 82, 83, 86, 90.

Pierron, 88.	Poupinet, 17.
Pigneau, 12.	Pouvreau, 16, 27.
Pignon des Cotteaux, 57, 72.	Pouzot, 11.
Pimard, 46.	Pouzolle, 65, 74.
Pineau, 10, 11, 36, 75, 88.	Poyaud, 20, 61.
Pineau de la Nicollière, 73,	Praud, 26.
87.	Prault, 38.
Pingault, 40.	Prémault, 75.
Pinochon, 35.	Pressec, 16.
Pinson, 22.	Prézeau, 89.
Piorry, 59, 70, 71, 72, 87.	Prieur, 22.
Pivetteau, 26.	Prot, 57.
Placé, 87.	Proust, 13.
Plantevigne du Bosquet, 9,	Provault, 64.
73.	Prunier, 88.
Poinot, 20.	Puchaud, 50.
Point-Ferré, 32.	Puichaud, 48.
Poirault, 52.	Puichaud du Vivier, 40.
Poiron, 32.	Puteauzé, 87.
Pontoizeau, 44.	
Porchier de la Thibaudière,	Quairault, 24.
89.	Querquy de la Boule, 46.
Porinier, 89.	Quincartlet, 9.
Porteau, 22, 76, 88.	Quinefault, 78, 79, 90.
Porte de la Donne (de la), 53,	
73.	Raballaud, 44, 89.
Pottier, 48, 50.	Rabiller, 27.
Poublanc, 52.	Rabreau, 53.
Pougnnet, 89.	Ragot, 52.
Poupin, 32.	Ragueneau, 43.

- Raillet, 55, 73.
 Raison, 90.
 Rambaud, 29.
 Rambeaud, 25.
 Rampillon, 13, 68.
 Ranger, 63, 74, 88.
 Raud, 56.
 Raynaud, 47, 73.
 Réau, 25, 46, 88.
 Reboutet, 26.
 Réchin, 20.
 Régnaud, 42.
 Régnauld, 11.
 Reinaud, 9.
 Relberton, 87.
 Renaud de la Favrie, 16, 69,
 71, 73, 87.
 Renaudin, 58, 72.
 Renaudineau, 33, 74.
 Renault de Rochefort, 31, 74.
 Renou, 29.
 Retaillaud, 29, 36.
 Rézeau, 50.
 Richard, 21, 24, 38, 48.
 Richaud, 43.
 Riche, 88.
 Rideau, 45.
 Riffaud, 14.
 Rigalleau, 74.
 Rigaudreau, 36.
 Rigolage, 61, 75.
 Rigourdin, 9.
 Rimbert, 62, 73, 87.
 Riou, 9, 72.
 Riou des Fosses, 9, 69, 71,
 72.
 Ripoisseau, 42.
 Riquet, 12.
 Rivard, 75.
 Rivière, 20, 88.
 Robert, 60.
 Robert de Beauchamp, 37, 74.
 Robin, 35, 48, 51, 63.
 Robouam, 29, 68, 69, 71, 75,
 88.
 Rodier, 89.
 Roi, 35, 40, 48, 74, 75, 87, 88.
 Rondeau, 29.
 Rose, 41.
 Rossillard, 88.
 Roturier, 21.
 Roucher, 50.
 Rouget de Gourcez, 87, 89.
 Rougnon, 59, 62, 74, 87.
 Rouillé, 45, 72.
 Roulleau, 37, 65, 72, 87.
 Roullet, 10.
 Rousseau, 23, 56.
 Rousseau de la Sablière, 51,
 75, 87.

- Rousseau de Villeneuve, 52, 74, 87.
 Roustière, 36.
 Roux, 52, 57, 72.
 Roy, 45, 74.
 Ruault, 9, 75.
 Ruffin, 17.
 Russeil, 60, 75.
 Sabourault, 47.
 Sabourin, 10, 61, 72, 87.
 Saint-Marc, 88.
 Salmon, 44, 73.
 Sapin, 52.
 Sarget, 88.
 Sartre de Lisle, 14.
 Saudin, 35.
 Sauvaget, 34.
 Sauvaget des Landes, 49, 73.
 Sauvot, 89.
 Sauzeau, 65.
 Sauzeau d'Hervy, 55, 69, 71, 75.
 Sauzeau-Larente, 21, 75.
 Savi de la Bellière, 89.
 Savi-Maisonnette, 89.
 Savin, 89.
 Sébilleau, 46.
 Séconnet, 53.
 Ségris, 7, 8, 76, 88.
 Sélin, 50.
 Sénéchaux, 60.
 Serrein, 42.
 Sillas, 7, 8.
 Siller, 47.
 Simard, 41, 46, 72.
 Sionneau, 45, 68, 69, 71, 75.
 Sire, 27.
 Soulard, 27.
 Soullard, 26.
 Sourrouille de la Cailletière, 16, 29, 69, 71, 73, 87.
 Stand, 89.
 Sûe, 47, 73.
 Suire, 26, 31.
 Tafforin, 37.
 Taillefort, 89.
 Tatin, 21.
 Theaudeau de Marsac, 9, 74.
 Tédain, 62.
 Tédin, 55.
 Tégnauld, 42.
 Temple (du), 74.
 Ténaud, 41.
 Térasson, 25.
 Testard, 89.
 Texerau, 48.
 Texier, 53.
 Tharreau, 20, 75.

- | | |
|-------------------------------|---------------------------------|
| Thévenet, 25. | Turpin, 11. |
| Thibaudeau, 7, 8, 76, 79, 80, | Tutaud, 51. |
| 81, 82, 84, 86, 87. | Tuzellet, 14, 60, 72, 87. |
| Thibault, 34. | |
| Thichard, 56, 58. | Vachier de la Pouge, 89. |
| Thiré, 53. | Vallée, 36, 88. |
| Thomas, 27. | Vallot, 18. |
| Thorin, 36, 49. | Védeau, 88. |
| Thouzeau, 73. | Vénassier (de), 38, 70, 71, 71. |
| Thurreau, 88. | Verdon, 35, 75, 87. |
| Tittieux, 89. | Verger, 56. |
| Tobert, 35. | Vergnault, 21. |
| Toblin, 43. | Verjus, 7, 8. |
| Touche (la), 36, 73, 88. | Verron, 26. |
| Touches (des), 39, 41. | Vesque, 62, 76. |
| Tounoir, 40. | Vexiau des Giraudières, 52. |
| Touzeau, 58, 87. | Viaud, 39. |
| Trastour, 61, 74, 87. | Viguiet, 55, 74, 87. |
| Treillard, 56. | Villars (de), 74. |
| Tribert, 11, 74, 89. | Vincent de la Rivardière, 67, |
| Tribot de Laspierez, 88. | 71, 77, 78, 79, 80, 82, 83, 86, |
| Tricot, 22. | 88, 90. |
| Tubert, 36. | Violleau, 60, 75, 88. |
| Turbé, 66. | Viollet, 20, 23, 73. |
| Turpaut, 34. | Vion, 22. |
| Turpaut, 16. | |
| Turpeaud, 14, 75, 88. | You, 51. |





7 3755T2 005 2
90 53 BR

4271

JN 2473 .P65 B43 1989 C.1
Tiers-Etat du Poitou en 1789 :
Stanford University Libraries



3 6105 041 056 099

DATE DUE			

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
STANFORD, CALIFORNIA 94305-6004